

Irlande

La verte Erin, des origines celtiques à l'indépendance chèrement conquise

L'Irlande est depuis longtemps déjà un paradis pour les amoureux de paysages tourmentés, une terre où la puissance des éléments naturels transporte le marcheur sensible à sa terrible et sauvage beauté. Aux citadins en quête de calme et de retour aux sources, la verte Erin offre les charmes de sa campagne, qu'émaillent d'étranges croix de pierre, des tours rondes, des châteaux en ruine. Pour les rêveurs, pour les écrivains en mal d'inspiration ou de solitude, cette terre de poètes et de conteurs est un havre de paix où l'imagination se plaît à convoquer le souvenir de Swift, Sterne, Wilde, Shaw, Synge, Yeats, Joyce... Les plus urbains apprécient quant à eux les maisons colorées et fleuries des villes, les façades victoriennes et le dynamisme de Dublin. Tous enfin apprécient, dans la convivialité des pubs, l'accueil chaleureux des Irlandais. Ces clichés, qui font les beaux jours de l'Office du tourisme insulaire, ont leur réalité, mais aucun ne peut à lui seul résumer une île dont les habitants taisent avec pudeur l'essentiel : l'histoire tragique dont les fantômes imprègnent chaque acre de tourbe, chaque muret de pierre, chaque colline même, puisque sous ces tertres magiques reposent les guerriers Fianna qui jadis défendaient l'indépendance de leur terre. Car si l'Irlande est aujourd'hui l'une des plus jeunes nations du monde, elle a aussi accueilli l'une de ses plus vieilles civilisations. Et ce n'est qu'au prix d'innombrables souffrances que sa mémoire a pu être, au fil du temps, perpétuée et transmise. Libre et indépendante jusqu'au milieu du Moyen Âge, convoitée, conquise, rebelle puis soumise, cette île a, en dépit de sa position excentrée, pleinement participé à l'élaboration de l'identité du vieux continent. Ses druides ont assuré la survie de l'héritage celtique de l'Europe, ses moines en ont fait le refuge de la culture antique avant d'impulser au christianisme médiéval un nouvel élan. Convoitée par les Vikings puis par les Anglo-Normands, la Verte Erin a su gagner ses conquérants à la culture celtique. Mais à partir du XVI^e siècle, commence une tragédie qui ne devait s'achever que quatre cents ans plus tard : lorsque les colons anglais s'installent, « une épée dans une main, la Bible dans l'autre » dans le but avoué d'« extirper les Irlandais de leur sol », ces derniers, qui ne voulaient ni de la tutelle britannique ni de la Réforme, doivent ployer l'échine. Considérés comme des sous-hommes, condamnés à une semi-clandestinité, ils doivent attendre l'époque contemporaine pour retrouver l'indépendance si farouchement défendue. Mortellement blessé, le héros Cuchulainn, incarnation de la vitalité de l'âme et du courage irlandais, avait demandé à être attaché à une pierre pour mourir debout. Comme lui, au cri d'« Erin go bra ! », des irréductibles insulaires ont tout sacrifié à cette lutte inexpiable contre un oppresseur qui n'a eu de cesse de semer les germes de la discorde. La victoire ne sera acquise qu'au prix d'une partition dont personne ne voulait : le XXI^e siècle sera ainsi marqué par la saga confuse du processus de paix nord-irlandais. La prospérité, l'atténuation des clivages religieux et les efforts anglais auront peut-être raison d'une division entretenue jusqu'à aujourd'hui par un antagonisme mémoriel dont on peut espérer qu'il sera bientôt frappé d'anachronisme.

Sommaire :

- L'avant-poste atlantique de l'archipel britannique
- L'Irlande des temps obscurs, du peuplement originel au Ve siècle après J.-C.
- L'île des Saints et des Savants (Ve-VIIIe siècles)
- Des invasions scandinaves à la conquête anglo-normande (IXe -XIIe siècles)
- De l'Irlande anglo-normande à la colonie anglaise (XIIe siècle-milieu du XVIe)
- Le temps des plantations et des guerres de Religion (milieu du XVIe siècle - fin du XVIIe)
- L'Irlande coloniale du XVIIIe siècle, du traité de Limerick à l'acte d'union
- L'impossible union et la grande famine
- Le combat pour la terre et la liberté
- La question de l'Ulster
- La longue marche vers l'indépendance d'une nation déchirée (1914-1949)
- Une indépendance inachevée
- Conclusion
-
-

L'avant-poste atlantique de l'archipel britannique

« Vaisseau ancré dans les eaux européennes mais qui a déjà pris le large » (A. Siegfried), l'Irlande est le pays le plus occidental du vieux continent, dont elle constitue l'avant-poste atlantique. Mais elle est également « une île derrière une île », à l'ombre d'une bien encombrante voisine. Élément mineur de l'archipel britannique par sa superficie de 84 421 km² (aujourd'hui 70 282 km² pour la République et 14 139 pour l'Ulster), elle n'est séparée de la Grande-Bretagne que par le canal du Nord (30 km environ) et, plus au sud, par le canal Saint-George (75 km). Tandis que ses côtes orientales, relativement régulières, basses et sablonneuses, semblent tournées vers l'île sœur, les rivages de l'ouest et du nord, très découpés en fjords, rias, îlots, péninsules et falaises, sont cinglés par « le vent jailli de l'océan qui nivelle gerbières et toitures » (Yeats). Le centre de l'île, dont le relief a été modelé par l'érosion et les dépôts glaciaires, est occupé par une vaste plaine, une dépression calcaire qu'entravent de nombreux sédiments morainiques (les drumlins, ces petites collines qui jalonnent le cœur du pays). Les cours d'eau de cette région, qui ne dépasse pas 150 m d'altitude, cherchent leur chemin au milieu des verts pâturages si caractéristiques de l'île d'émeraude, à travers les innombrables lacs, les marais et les tourbières. Les conditions biogéographiques et les difficultés du drainage ont longtemps fait de cet espace central une zone répulsive, parfois à la limite de la terre ferme et du monde aquatique, plutôt qu'un foyer de convergence : historiquement, il ne correspond à aucune des quatre provinces de l'île, qui toutes se recoupaient en son centre. Cette vaste dépression est entourée par une ceinture de montagnes et de collines repoussées le long des côtes. Cette bordure discontinue constitue un véritable amphithéâtre. Si le sommet de l'île s'élève à 1 040 m (Carrantuohill dans les Macgillycuddy's Reeks du Kerry), leur altitude moyenne ne dépasse que rarement les 500 m. Mais les impressionnantes falaises tombant droit dans la mer offrent un paysage époustouflant que renforce la végétation rase, si caractéristique de ces régions, et donnent à la moindre éminence le caractère de montagnes. Il en est ainsi des monts de grès rouge du Kerry, des massifs du nord-ouest, déchiquetés par l'océan, des monts granitiques de Wicklow au sud de Dublin ou encore, au septentrion, du plateau basaltique d'Antrim, sillonné par de profonds vallons, les glens, et aboutissant dans la mer à la célèbre Chaussée des Géants. Le roc et le vent règnent parfois en maîtres sur ces régions, comme dans le Burren, dont Cromwell avait dit qu'il ne recelait « pas assez de bois pour pendre un homme, pas assez d'eau pour le noyer, pas assez de terre pour l'ensevelir »... La mer est omniprésente dans une île dont aucun point n'est éloigné de plus de 96 km du grand large. C'est cette proximité de l'Atlantique qui a donné à l'Irlande son climat océanique, adouci par les bienfaits du Gulf Stream. L'amplitude thermique y est donc faible et Valentia, petit îlot du sud-ouest, est un des points du globe où la température est la plus constante toute l'année, ce qui permet le développement des espèces végétales méditerranéennes qui font aujourd'hui toute la beauté du Kerry. Au quotidien néanmoins, on reconnaît souvent que le pays connaît les quatre saisons dans la même journée. La proximité de l'océan explique en effet la remarquable pluviosité de l'île, sur laquelle tombe plus d'un mètre d'eau par an, réparti sur plus de deux cents jours, même si les terres orientales sont davantage protégées. Le climat est donc plus favorable aux pâturages qu'à l'agriculture. L'influence océanique se manifeste également à travers le vent qui a si fortement gêné le développement de la végétation arbustive dans l'Ouest, où ne poussent, au mieux, que de malingres buissons. L'Irlande demeure aujourd'hui l'un des pays les moins boisés d'Europe. Ne raconte-t-on pas qu'en 1825, les pêcheurs de l'île de Tory qui avaient abordé sur la grande terre, ramenèrent chez eux comme souvenir des branches d'arbre ! Telle est cette terre divisée depuis 1921 de part et d'autre d'une frontière longue de 450 km séparant les sujets de Sa Majesté, majoritairement protestants, de l'Ulster et les citoyens, catholiques, de la République d'Irlande.

L'Irlande des temps obscurs, du peuplement originel au Ve siècle après J.-C.

C'est après que la civilisation de Hallstatt a disparu en Europe centrale qu'interviennent les migrations vers l'ouest atlantique des populations contemporaines de la période de La Tène qui vont donner à l'Irlande son identité particulière. L'isolement de l'île, qui resta à l'abri de toute influence romaine, en fit ensuite un conservatoire des us et coutumes celtiques. Mais en dépit d'une forte unité culturelle, l'Irlande demeura toujours politiquement divisée. **Vers 8000 av. J.-C.** : Début de l'occupation de l'Irlande, marquée par l'arrivée échelonnée de plusieurs groupes humains pratiquant la chasse et la cueillette, venus soit de l'île voisine, soit de terres plus lointaines. **À partir de 3000 av. J.-C.** : Arrivée de populations néolithiques successives qui introduisent l'agriculture dans l'île. La légende donne à ces peuples mythiques des noms divers : Parthaloniens, Fils de Nemed, Fir Bolg, Tuatha de Danann... Leur société nous est connue par les fouilles de Lough Gur, près de Limerick, et par les innombrables mégalithes qu'elle a laissés : on compte aujourd'hui près de huit cents monuments de type dolmen en Irlande. Le plus connu reste celui de Newgrange, installé sous un tumulus près de Drogheda, décoré de signes ornementaux spiraloïdes, à caractère magique. **Vers 2000 av. J.-C.** : L'artisanat se développe, grâce à la présence de minerai de cuivre à Cork et à Waterford, et d'or dans les monts Wicklow. Les premiers métallurgistes irlandais fabriquent de grands disques de bronze repoussé, des fourreaux d'épée finement gravés, des fibules... Ils maîtrisent la technique de l'émaillage. L'apogée de cet art des orfèvres se situe vers 700 av. J.-C. **Vers 600 av. J.-C.** : Le fer supplante le bronze pour la fabrication des armes et des outils. **Milieu du Ier millénaire av. J.-C.** : Arrivée des Celtes par vagues successives. Les plus anciens, arrivés par la Grande-Bretagne, sont les Pritani, que l'on appellera par la suite les Pictes. Ils ont laissé des objets de type laténien (trompettes de guerre, mors de chevaux en bronze...), de grandes enceintes comme à Tara ou à Emain Macha, des fortifications de hauteur tel l'imposant fort de Dun Aengus dans les îles d'Aran. Ils parlent une langue d'origine indo-européenne, le dialecte goidélique. **IVe siècle av. J.-C.** : L'Irlande est évoquée chez les auteurs grecs sous le nom d'Ierna ou d'Hibernie. **Ier siècle av. J.-C.** : Arrivée d'autres Celtes, venus du continent cette fois, les Gaëls. Ils s'imposent difficilement après de longues luttes, en assimilant ou en refoulant les autres populations. Ils adoptent des vocables préceltiques et sacralisent les mégalithes. Épargnée par la conquête romaine et tardivement touchée par le christianisme, l'Irlande celtique développe alors une civilisation originale, forte d'une réelle unité linguistique, culturelle et religieuse. La cellule de base est le clan, le *fine*, qui comprend toutes les personnes apparentées du côté paternel sur cinq générations, et au sein duquel sont partagées les terres. La pratique du *fosterage*, par le biais de laquelle un enfant est élevé par une famille amie, permet de souder les différents clans. La société est fortement hiérarchisée et fournit un tableau saisissant de ce que Georges Dumézil a nommé la trifonctionnalité indo-européenne : serfs, hommes libres, poètes, druides et rois (élus dans les familles régnantes) évoluent dans le cadre des cent-cinquante *tuath*, (que l'on peut traduire par « comtés ») qui se partagent le territoire et rendent impossible toute unité politique. Il existe bien des confédérations de *tuath*, à l'échelle des provinces, dites « les Cinq Cinquièmes de l'Irlande » (en gaélique, le mot qui désigne une province est toujours *cuige*, littéralement un « cinquième ». Les rois des quatre provinces d'Ulster (Ulaidh), Connaught (Connacht), Muman (Munster) et Laigin (Leinster) prêtaient allégeance au *ard ri* (haut roi) qui régnait depuis Tara dans la cinquième province « royale » de Midhe (Meath), dont le nom signifie « province du milieu ». À l'intérieur même des frontières de chacune de ces provinces dominées par un roi, le pouvoir se partageait entre des petits royaumes et les territoires des clans. Mais le titre de haut roi (*ard ri*) d'Irlande, que la tradition attribue pour la première fois à Conn aux Cent Batailles (IIe siècle ap. J.-C.), reste une dignité bien plus théorique que réelle. Les rivalités politiques sont à l'origine de guerres incessantes prenant souvent la forme des razzias de troupeaux. Elles ont donné naissance aux cycles épiques qui seront transmis à travers les âges : il en est ainsi du Cycle de l'Ulster, dit encore cycle de la Branche rouge ou des Ulates. **Ier siècle après J.-C.** : Dans sa *Géographie*, Strabon écrit à propos de l'Irlande : « Nous ne pouvons rien dire de certain à son sujet, si ce n'est que ses habitants sont plus sauvages que les Bretons. Ils sont anthropophages en même temps qu'herbivores... » **78 - 84** : Agricola, le beau-père de l'historien Tacite, est gouverneur de la Bretagne insulaire et songe à la conquête de l'Irlande, affaiblie par ses sempiternelles divisions intestines. Mais l'île échappe toujours à l'occupation romaine, tout en entretenant avec les fils de

la Louve des relations commerciales intenses. **IIe siècle** : Ptolémée, dans sa *Géographie*, donne une description de l'Irlande d'après les récits des marins et voyageurs. Il nomme une cinquantaine de noms de tribus et de lieux. **IIe siècle** : Les « deux Cinquièmes » les plus puissants, l'Ulster et le Connaught, luttent pour s'imposer à l'ensemble de l'Irlande. Le nord de l'île l'emporte un temps grâce aux exploits légendaires de Cuchulainn, avant de céder progressivement devant les rois du Connaught. L'un d'entre eux, Conn aux Cent Batailles, fonde le royaume de Meath, avec l'aide de guerriers mercenaires, les célèbres Fianna de Fingal Mac Cumail : ces hommes étaient choisis après une mise à l'épreuve rigoureuse de leur courage et de leur force, avant d'intégrer une fraternité régie par des règles très strictes. La légende raconte que ces chevaliers, enterrés sous des tertres au sommet de différentes collines, renaîtront un jour pour sauver l'Irlande. En attendant, on peut entendre gémir leur âme dans le vent... **367** : Offensive des Irlandais, des Pictes et des Saxons sur l'île bretonne voisine. Ils s'installent dans l'actuel pays de Galles, en Cornouaille ainsi qu'à l'ouest de l'Écosse. **377 - 405** : Règne de Niall aux Neuf Otages, l'ancêtre des O'Neill. **438** : Promulgation des lois des brehons, les juristes professionnels celtes (le mot « brehon » est dérivé de *breitheamh* qui signifie « juge »). La tradition veut que ces lois aient été rassemblées pour la première fois en 714 avant J.-C., sur l'ordre du haut roi mythique Ollamh Fodhla mais ce n'est qu'en 438 après J.-C. que le haut roi Laoghaire réunit une commission de neuf sages pour étudier, réviser et consigner les lois en caractères latins, l'alphabet romain s'étant peu à peu imposé dans le pays. Saint Patrick, qui deviendra le patron de l'Irlande, faisait partie de ce conseil. Au bout de trois ans d'un travail intensif, la commission remet un texte où étaient consignées les lois, dont ce fut la première codification connue. **Vers 450** : La destruction du site royal d'Emain Macha met fin aux « temps héroïques » et marque la victoire du Connaught sur les Ulaid d'Ulster. La dynastie des O'Neill va dominer la moitié nord de l'île pendant plusieurs siècles. Au Ve siècle également, des pirates irlandais, les Scots, commencent à piller les côtes ouest et nord-ouest de la Grande-Bretagne avant de s'y installer définitivement. **483** : Les O'Neill arrachent la dignité d'*ard ri* à leurs cousins les O'Connor et, jusqu'en 1002, la couronne alterne régulièrement entre les deux branches (nord et sud) de cette dynastie.

L'île des Saints et des Savants (Ve-VIIIe siècles)

L'Irlande, perdue aux confins de l'Europe occidentale, recueille et renouvelle la grande tradition du monachisme gréco-oriental, avant de participer à la restauration de la vie monastique et à l'évangélisation du monde germanique. Elle laisse un corpus de textes conséquent, l'un des plus riches de ces temps obscurs, qu'elle illumine par ailleurs par la richesse de son artisanat et la beauté de ses manuscrits. **431** : Selon le chroniqueur Prosper d'Aquitaine, le pape Célestin Ier envoie le diacre Palladius comme premier évêque de l'Irlande. **432 - 461** : Évangélisation de saint Patrick. Ce jeune Romain de Bretagne insulaire est enlevé par des pirates scots et emmené comme esclave en Irlande où, six années durant, il garde les moutons en Antrim. Après avoir suivi des études sur le continent à Saint-Germain d'Auxerre, il retourne en 432 en Irlande qu'une vision l'a poussé à évangéliser. Il obtient de réels succès, surtout dans le nord-est où il a l'intelligence de s'adresser directement aux rois, entraînant ainsi la conversion de clans entiers sans que le sang d'aucun martyr ne coule. Il introduit par ailleurs l'écriture latine dans un pays qui ne connaissait jusqu'alors que l'écriture oghamique : cette dernière, constituée de traits et de points, semblait néanmoins déjà fortement influencée par l'alphabet des Romains. En 445, il fonde près du site royal des Ulaid, Emain Macha, l'église d'Armagh, qui deviendra la capitale religieuse de l'Irlande. S'il faut attendre 544 pour voir l'avènement d'un *ard ri* chrétien, si en 565 encore, saint Ruadan juge nécessaire de maudire la capitale païenne de Tara, l'île n'en est pas moins largement évangélisée. Le christianisme irlandais s'approprie beaucoup d'éléments de l'ordre ancien : la légende rapporte que saint Patrick affrontait au cours de joutes oratoires Ossian, le fils de Finn Mac Cumail, le chef des guerriers Fianna, revenu de la « terre de l'éternelle jeunesse » pour confronter l'hédonisme aux pratiques ascétiques de la nouvelle religion. Les moines se font ainsi les propagateurs du merveilleux celtique et passent maîtres dans l'art du conte. L'art chrétien

irlandais est également la synthèse de deux traditions, une synthèse qui s'accomplit dans un isolement à peu près complet, l'île échappant à l'ouragan germanique tandis que l'Empire romain s'effondre sous la ruée des Barbares. À la faveur de cet isolement, l'Église d'Irlande affiche ses particularités et son indépendance : contrairement aux pays occidentaux ayant connu la rigueur de la domination romaine, la cellule fondamentale de l'organisation religieuse n'est pas le diocèse ni son église épiscopale, mais le monastère, mieux adapté au cadre rural ainsi qu'à la structure politique et sociale de l'île. Les écoles monastiques prennent le relais des écoles druidiques, tandis que les abbés se considèrent davantage comme les chefs de leur monastère que comme les représentants de Rome, qui peine à organiser le clergé séculier. Appartenant aux grandes familles, ils ne manquent pas de participer aux incessantes querelles politiques. La sécularisation croissante, la richesse matérielle et le patronage laïc mécontentent fortement la papauté qui s'oppose aussi au clergé insulaire sur le problème de la date de Pâques, de la tonsure en hache ou encore des modes d'administration du baptême. **VI^e siècle** : Expansion du monachisme irlandais. De nombreux monastères sont fondés dans l'île : Clonmacnoise par saint Ciaran, Glendalough par saint Kevin, Kildare par sainte Brigitte... Tous ont en commun la règle rigoureuse et ascétique qui organise la vie des moines et dont témoigne la rédaction de pénitentiels drastiques. La forme de pénitence la plus utilisée par les moines irlandais est l'exil volontaire (légende de saint Brendan le Navigateur), qui les pousse bientôt à sillonner l'Europe, de l'Islande à la Volga. **563** : Saint Colomba, ou Columbkille, du sang royal des O'Neill, fonde à Iona, sur une île proche de la côte ouest de l'Écosse, un monastère appelé à jouer un grand rôle dans la christianisation des Pictes et de la Northumbrie. Son monastère devient la capitale religieuse du royaume écossais des Dal Riata. Le saint semble avoir été par ailleurs l'un des premiers à régler la caste des *filid*, les poètes. De façon générale, la bienveillance des Églises celtiques pour les poètes et autres récitateurs professionnels est un élément essentiel de la survivance de la littérature irlandaise. **575** : À l'assemblée de Druim Ceta, Collumbkille arrive à faire annuler la sentence de bannissement portée contre les *filid*, auxquels on reprochait les excès de leurs satires. Il obtient le maintien de leur organisation et de leur hiérarchie. Un poème, « Amra Choluim Chille », atteste de la gratitude portée au saint par l'ordre des poètes. **Vers 590** : Saint Colomban (v. 543-615), un moine de Bangor, quitte l'Irlande avec une dizaine de disciples, dans une démarche pénitentielle qui le conduit à partir sur le continent pour offrir un modèle de vie spirituelle rigoureuse. On lui doit la fondation de Luxeuil, grand centre de la chrétienté celte en Gaule, d'Anegray et de Fontaines. Il influence fortement l'aristocratie franque en répondant à son souci de « fonder dans le sacré le pouvoir familial ». Il meurt en 615 dans son monastère de Bobbio, en laissant de nombreux disciples : saint Gall, saint Killian, l'apôtre de la Franconie, saint Fursy, le fondateur de Lagny, saint Gobain, saint Fiacre... Il est considéré, au même titre que saint Benoît, comme le fondateur du monachisme occidental. **635** : Fondation de Lindisfarne par saint Aidan. **VII^e - VIII^e siècles** : Âge d'or de l'Irlande dont les monastères sont des centres d'études et d'artisanat renommés dans tout l'Occident. La décoration du célèbre *Livre de Kells*, chef-d'œuvre de l'enluminure irlandaise réalisé à Iona, le *Livre de Durrow*, un autre évangélaire, le « calice d'Ardagh » ou encore la « broche de Tara » sont autant de bijoux sortis des mains des enlumineurs et des orfèvres, qui mélangent les grands thèmes chrétiens aux ornements celtiques (spirales, entrelacs...). À l'abri des troubles continentaux, l'île, pourtant tardivement évangélisée et restée à l'écart de l'influence romaine, devient le refuge de la culture classique et le point de départ d'une reconquête spirituelle. Les moines, à l'ombre des grandes croix modelées en ronde bosse dont les bras sont pris dans un cercle, sauvent de l'oubli un certain nombre d'ouvrages antiques, tout en continuant de transcrire les poèmes et les récits des *filid*. Ils s'approprient ainsi le patrimoine scientifique des druides : dès le VIII^e siècle, l'abbé Fergal défend l'idée de la sphéricité de la Terre. Les étudiants accourent de l'Europe entière pour parfaire leur formation : Dagobert, dans sa jeunesse, passe quelques années à Slane près de Tara. La Renaissance carolingienne doit elle aussi beaucoup à l'Irlande, « l'Hibernie entière passant les mers au mépris des tempêtes, et venant avec ses troupeaux de philosophes se jeter sur nos rivages » (Héric d'Auxerre) : parmi les lettrés que l'on rencontre dans les écoles impériales, on trouve des hommes tels que le savant Alcuin, formé à Clonmacnoise, le grammairien Clément, le géographe Dicuil, le théologien Dungal. Au IX^e siècle encore, Jean Scot Érigène perpétuera cette tradition auprès de Charles le Chauve.

Des invasions scandinaves à la conquête anglo-normande (IXe -XIIe siècles)

La relative prospérité de l'Irlande ne peut que susciter l'intérêt des Vikings. Leurs razzias vont bientôt terroriser le pays, dont les chefs sont incapables d'assurer la protection, et entamer la richesse des monastères insulaires, cibles privilégiées des hommes du Nord. Mais en s'installant puis en s'assimilant progressivement à la population locale, les Norvégiens et les Danois ne tardent pas à tisser des réseaux commerciaux maritimes qui ajoutent à la prospérité d'une économie jusqu'alors largement pastorale. Dublin devient, en ces temps obscurs, l'un des ports les plus actifs d'Europe occidentale. **795** : Première apparition des Vikings qui attaquent notamment Iona. Chaque printemps marque bientôt le retour de ces raids de pillage, avant que les pirates ne fondent des bases permanentes, points de départ de fructueuses expéditions vers l'intérieur. L'infériorité de l'armement, le manque d'unité politique et la rivalité entre les O'Neill de Tara au nord et les Eoghan de Cashel au sud ont raison de toute velléité de résistance de la part des populations gaéliques. La crainte s'empare de l'ensemble de la population, comme de ce moine qui écrit : « Le vent est farouche cette nuit. Du moins les guerriers sauvages de Norvège ne courront pas les mers d'Irlande. » **806** : Les moines d'Iona abandonnent leur île, trop exposée aux pillards, pour Downpatrick et Kells. **830** : Torgeist, un chef norvégien, saccage Armagh. **841** : L'une des bases d'opération des Norvégiens, située près d'un gué de branchages sur la Liffey, devient Dublin. Les Vikings sont ainsi les fondateurs des villes dont l'Irlande était jusqu'alors entièrement dépourvue. Dans les années suivantes naissent Waterford à l'embouchure de la Suir, Cork près de l'embouchure de la Lee, Limerick près de celle du Shannon... **848** : Mael-Sechnaill, haut roi (*ard ri*) d'Irlande, écrase une armée viking à Forach dans le comté de Meath. **IXe siècle** : Formation d'alliances généralement peu durables entre les roitelets locaux et les Scandinaves, marquant un premier pas vers la fusion. C'est à cette époque que s'élèvent les fameuses tours rondes en pierre, qui servaient sans doute d'abri et de réserve en cas d'attaque. **900 - 908** : Cormac Mac Culinan, roi-évêque de Cashel, rédige le plus ancien dictionnaire comparé européen de langue vernaculaire. **902** : Les Vikings sont chassés de Dublin avant de s'y établir de nouveau quelques années plus tard. **908** : Bataille de Belach Mughna qui voit la victoire des O'Neill de Tara au nord sur les Eoganachta de Cashel au sud. **914** : Seconde vague d'invasions vikings, davantage concentrée dans le sud, autour de Waterford. **967** : Brian Boru, roitelet d'un *tuath* du Munster, chasse les Danois de Limerick avec l'aide de son frère, Mahon. **976** : Brian Boru devient roi de Cashel et entreprend la conquête du Leinster. **999** : Brian Boru défait les hommes du Leinster à Glenn Mama. **1002** : Brian Boru oblige le *ard ri* Malachy II à lui céder la dignité suprême, avant de se proclamer « empereur des Irlandais ». Pour la première fois depuis cinq siècles, la couronne de *ard ri* échappe à la famille des O'Neill. **1014** : L'épouse répudiée de Brian Boru forme une coalition contre lui. Profitant de ces querelles internes, les Danois débarquent en Irlande, dans l'idée de mettre un terme à la tentative d'unification qui menace la sécurité de leurs bases. La bataille de Clontarf, le 23 avril, marque la défaite des Scandinaves et de leurs alliés du Leinster. Mais Brian Boru est assassiné dans sa tente par un fuyard au moment du triomphe. Désormais néanmoins, les hommes du Nord n'allaient plus constituer une menace et allaient progressivement s'assimiler à la population irlandaise. **1014 - 1022** : Les O'Neill reprennent le titre d'*ard ri*. **1022 - 1103** : Les descendants de Brian Boru, les O'Brien, occupent la dignité de hauts rois, toujours disputée avec les O'Neill et les O'Connor, rois du Connaught. La confusion politique la plus totale règne en Irlande jusqu'en 1070, aucun roi de province ne réunissant assez de puissance pour soumettre ses ennemis et rendre quelque légitimité au trône. **1052** : Le roi du Leinster chasse le dernier roi scandinave de Dublin, qui devient la capitale effective du pays, en supplantant définitivement Tara. **1072 - 1086** : Le petit-fils de Brian Boru revendique la royauté suprême.

De l'Irlande anglo-normande à la colonie anglaise (XIIe siècle-milieu du XVIe)

C'est à l'appel d'un roitelet celtique que les Anglo-Normands interviennent dans les affaires de l'Irlande. Les différentes expéditions féodales qui se succèdent alors marquent le début de la colonisation de l'île dont l'aristocratie locale et la féodalité étrangère vont se disputer les terres. Mais les colons sont trop peu nombreux pour imprimer leur loi à l'ensemble du territoire. Sensibles comme les Vikings à la force d'attraction de la culture gaélique, ils adoptent les mœurs et les coutumes indigènes. L'Irlande se divise ainsi bientôt en trois ensembles : l'Irlande gaële, dont le fractionnement et la perpétuelle désunion continuent de freiner l'émergence de tout projet collectif ; l'Irlande des seigneurs anglo-normands qui, dans les domaines taillés à la pointe de l'épée jusqu'à la fin du XIII^e siècle, se montrent soucieux d'imposer l'ordre féodal à la turbulence celtique ; enfin, l'Irlande véritablement coloniale du « *Pale* » (le terme désigne une zone clôturée) qui s'étend de Dublin à Dundalk. Ses habitants ne tardent pas à considérer les aventuriers normands comme des « Anglais dégénérés ». Ils n'en régneront pas moins en « presque rois » jusqu'à la fin du XVI^e siècle. **Début du XIII^e siècle** : Compilation du *Livre du Leinster*, la saga gaélique retraçant les exploits de Finn et de sa milice guerrière. L'ouvrage témoigne de l'intérêt toujours persistant des Irlandais pour le merveilleux de leur tradition nationale préchrétienne. À cette époque, de façon plus générale, à cette époque la plupart des textes épiques de l'Irlande ont été compilés par des moines qui n'en négligent pas pour autant les commentaires des Saintes Écritures et les vies de saints. Elaborée entre l'arrivée des Celtes et celle des Scandinaves, cette matière est variée et généralement regroupée dans quatre grands cycles. Le cycle mythologique évoque les anciens dieux d'Irlande, les Tuatha de Dannann (*Livre des Conquêtes*) ; le cycle d'Ulster offre un tableau saisissant de la société héroïque, peuplée de rois, de reines et de vaillants guerriers. Son principal récit, le *Tain*, rapporte les hauts faits qui ont émaillé le règne du roi Conchobar, parmi lesquels ceux de son neveu, Cuchulainn. Fils de Lug, ce héros que l'on présente souvent comme l'Héraklès celtique, s'oppose aux menées de la reine du Connaught, Medb, qui veut s'emparer du taureau brun de Cooley. Le cycle du Leinster (ou Cycle ossianique) retrace quant à lui les aventures des Fianna. Enfin, le Cycle historique retranscrit la vie de différents rois celtes. **1101** : Le synode de Cashel transforme la structure de l'Église. La simonie, les abbés laïcs, le mariage des clercs et l'inceste (que tolérait la loi irlandaise, le code brehon) sont condamnés. **1111** : Le synode de Rathbreasail divise le pays en douze diocèses, répartis en deux provinces métropolitaines, Armagh et Cashel. **1132** : Saint Malachie devient archevêque d'Armagh, après avoir été abbé de Bangor et évêque de Connor. Disciple préféré de saint Bernard, il introduit la règle cistercienne dans l'île et réorganise l'Église celtique sur un modèle plus conforme à l'ordre romain : il met par exemple un terme à la succession héréditaire au siège d'Armagh. Encouragée par le pape Innocent II, son action sera relayée quelques années plus tard par l'archevêque de Dublin, saint Laurent O'Toole. L'Irlande commence ainsi à perdre son originalité par rapport au reste de la Chrétienté. **1142** : Saint Malachie fonde l'abbaye cistercienne de Mellifont, dans le comté de Louth. **1152** : Le synode de Kells-Mellifont divise l'Irlande en 36 diocèses et quatre archevêchés (Cashel, Tuam, Dublin et Armagh). Il marque véritablement la fin de l'ère des anciens monastères irlandais et l'affirmation de la puissance d'une Église séculière. L'archevêque d'Armagh obtient le statut de primat, ce qui met un terme à la domination de Canterbury sur l'Église d'Irlande. **1155** : Par la bulle *Laudabiliter*, le pape Adrien IV, d'origine anglaise, concède à Henri II Plantagenêt et à ses successeurs la souveraineté sur l'Irlande, à condition d'y soutenir la réforme de l'Église. **1156 - 1186** : Règne de Rory O'Connor, dernier souverain à porter le titre si convoité de haut roi. **1166** : Dermot Mac Murrough, roi du Leinster, est renversé par ses vassaux et dépossédé de sa couronne par le haut roi régnant Rory O'Connor. Il demande de l'aide au roi d'Angleterre qui voit là une occasion d'intervenir indirectement dans les affaires d'Irlande. Henri II Plantagenêt l'autorise donc à lever une armée chez ses barons des marches galloises (Fitzgerald, FitzEtienne, FitzStephen...). Ils seront nombreux à le suivre avec enthousiasme pour s'emparer de nouvelles terres à la pointe de l'épée : ils n'ont en effet rien à attendre d'Henri II qui leur reproche leur participation aux troubles civils qui ont menacé antérieurement le pouvoir royal. **1167** : Le roi déchu du Leinster revient en Irlande avec ses aventuriers normands. **1170** : Richard Fitzgilbert de Clare, comte de Pembroke, appelé « *Strongbow* » (« arc fort ») débarque à son tour en Irlande. Dermot Mac Murrough lui a promis la main de sa fille avec la perspective d'hériter un jour du

royaume du Leinster. Il s'empare de Waterford et de Dublin. **1171** : À la mort de Dermot, Strongbow devient roi du Leinster, ce qui provoque un soulèvement de l'île. Les Anglo-Normands cessent d'être des mercenaires pour se poser désormais en rivaux des rois celtes. Il résiste néanmoins à Rory O'Connor qui l'assiège dans Dublin. Henri II, inquiet des succès de son vassal, décide d'intervenir pour réaffirmer son autorité sur ses entreprenants barons et débarque à Waterford. Strongbow ne cherche pas à lui résister et lui prêche hommage. Il renonce à son titre royal et se voit nommé comte de Leinster. Durant l'hiver 1171-1172, Henri II reçoit ainsi l'hommage de presque tous les chefs gaëls du sud qui pensent ainsi se protéger de la rapacité des Normands. Seuls les roitelets du nord restent fidèles à Rory O'Connor. **1172** : Le pape Alexandre III confirme la souveraineté du Plantagenêt sur l'Irlande et sa mission d'y réformer l'Église. Lors d'un synode à Cashel, les évêques reconnaissent à leur tour l'autorité du roi sur l'île. Henri II décide de conserver comme domaine de la Couronne Waterford, Wexford et Dublin, qui devient le quartier général de la colonie et son château le symbole de la domination anglaise. Avant de partir, il nomme pour le représenter un *judiciar* qui deviendra plus tard le lord-lieutenant d'Irlande. **1173** : Le premier justicier d'Irlande, Hugues de Lacy, s'empare du royaume de Meath. Les Irlandais, qui se croyaient pourtant désormais à l'abri des exactions des barons normands, se révoltent. **1175** : Le traité de Windsor consacre la suzeraineté anglaise, tous les royaumes irlandais devant payer tribut à la Couronne. Il marque la fin théorique de l'indépendance irlandaise et le début de la politique anglaise de neutralisation des uns et des autres par l'entretien d'un état d'hostilité latent. Henri II conserve personnellement Dublin et les anciens pays danois, constituant le *Pale*, véritable colonie soumise à la loi anglaise. Rory O'Connor, désormais vassal du roi, est confirmé comme roi du Connaught et comme roi suprême des régions non conquises. **1176** : À la mort de Strongbow, le Leinster revient à la couronne anglaise. **1177** : Fondation de Belfast par Jean de Courcy. Le futur Jean sans Terre est nommé *dominus Hiberniae*, seigneur de l'Irlande. **1185** : Jean sans Terre débarque en Irlande pour mater une rébellion de Rory O'Connor qui a cherché, en vain, à reprendre son indépendance. Il est accompagné par de nouveaux seigneurs en quête de terres, comme Thiébaud Gautier, fondateur de la famille des Butler qui deviendront plus tard les comtes d'Ormond. **1210** : Jean sans Terre vient réaffirmer son autorité sur les barons rebelles, crée des comtés qu'il place sous l'autorité de shérifs et ordonne l'observation des lois et coutumes anglaises à ses vassaux. C'est là la dernière visite d'un souverain anglais jusqu'en 1394. **1235** : Richard de Burgo s'empare du Connaught. **1258** : Les Irlandais s'unissent contre les ambitions croissantes des Anglo-Normands et reconnaissent Brian O'Neill comme roi d'Irlande. **1260** : Brian O'Neill est tué à la bataille de Down. Sa tête est exposée à la Tour de Londres. **1263** : Le Roi de Norvège, Haakon IV, à qui les Irlandais pensaient offrir la couronne, est battu par les Écossais. **1268** : Arrivée dans les armées irlandaises des *gallowglasses*, des mercenaires étrangers, mi-écossais, mi-gaéliques. Leur présence permet d'entamer la supériorité militaire des Anglais. **1270** : Gautier de Burgo et le justicier royal Ralf d'Ufford sont défaits à Athankip. **1276** : Pour se protéger de la voracité des barons, les Irlandais proposent cette fois de l'argent au roi d'Angleterre en échange de l'extension de la loi anglaise à l'ensemble de l'Irlande. **1297** : Un Parlement est créé sur le modèle anglais, dans le Pale uniquement. **1315** : Les Irlandais se tournent vers Édouard Bruce, le frère de Robert Ier d'Écosse qui vient de battre les Anglais à Bannockburn en 1314. **1315 - 1317** : Famine. **1316** : Les chefs irlandais rebelles sont défaits à Athenry. **1318** : Édouard, couronné roi d'Irlande en 1316, est tué devant Dundalk. **1320** : Le roi d'Angleterre Édouard II accorde le bénéfice de la Grande Charte à l'Irlande anglaise uniquement. **1328** : Les Butler sont faits comtes d'Ormond par le pouvoir anglais. **1349 - 1350** : La peste noire enlève un tiers de la population irlandaise, essentiellement dans les villes. **1361** : Un édit d'Édouard III déclare qu'« aucun Irlandais de race, appartenant à la nation irlandaise, ne sera fait maire, bailli ou officier en aucun lieu soumis au roi, ni n'aura canonicat ou bénéfice parmi les Anglais ». Ces derniers redoutent en réalité la force d'attraction de la culture gaélique qui conquiert les Normands, ces « Anglais dégénérés » qui menacent désormais de ruiner la fragile tête de pont du Pale. **1366 - 1367** : À l'initiative de Lionel de Clarence, troisième fils d'Édouard III et vice-roi d'Irlande, le Parlement est convoqué pour freiner l'assimilation des Anglo-Normands par une série de mesures législatives. Les « statuts de Kilkenny » interdisent ainsi aux Anglais de parler gaélique, d'épouser des Irlandaises, de se conformer au droit brehon... Ils garderont force de loi jusqu'en 1613, mais

seront souvent peu respectés, sans que cela suscite des réactions des souverains anglais plus préoccupés par leurs affaires continentales. Aux XIV^e et XV^e siècles, l'Irlande restera dominée par les grandes familles anglo-normandes celtisées, (Butler et Fitzgerald), qui s'identifient progressivement à l'Irlande et détestent les hommes envoyés par Londres pour la gouverner. **1390** : Art Og Mac Murrough, roi du Leinster, ravage les domaines des Anglais en Kildare, Wexford et Carlow. **1394 - 1395** : Inquiet de l'indépendance des chefs gaëls et des barons anglo-irlandais, Richard II débarque à Waterford. À l'issue d'une véritable promenade militaire, il laisse le gouvernement de l'Irlande à Robert Mortimer. **1399** : La mort de Mortimer pousse le roi à revenir en Irlande. Mais la révolte d'Henri de Lancastre le contraint bientôt à rentrer en Angleterre. Il comptait sur les grandes familles, comme les Butler de la maison d'Ormond ou les Fitzgerald de Desmond et de Kildare, pour représenter les intérêts de la Couronne. Aucun roi d'Angleterre ne reviendra dans l'île avant 1689. **1447** : Richard, duc d'York, est nommé lieutenant en Irlande par le faible roi Henri VI. Il va entraîner l'île dans la guerre des Deux-Roses. **1460** : Les colons déclarent au Parlement irlandais qu'ils ne se sentent pas liés par les lois promulguées à Westminster. **1468** : Thomas Fitzgerald, comte de Desmond, est exécuté à Drogheda pour trahison. **1477 - 1513** : Les Fitzgerald de Kildare, une famille fortement celtisée mais toujours fidèle au roi d'Angleterre, occupent la dignité de lord-député. Avec Garret Mor, l'un des plus grands représentants de cette dynastie anglo-irlandaise, l'Irlande peut paraître au bord de l'autonomie. **1485** : L'avènement des Tudors est marqué par un sérieux effort pour reprendre l'Irlande en main. Henri VII se méfie notamment de Garret Mor qui a pris parti pour les York. **1491** : Un aventurier flamand se faisant passer pour le fils d'Édouard IV est à l'origine de troubles yorkistes en Irlande. Garret Mor est emprisonné et remplacé par un Anglais, sir Edward Poynings, chargé de ramener l'île « à une totale et complète obéissance ». **1494** : Le nouveau lord-député rassemble le Parlement à Drogheda et y fait voter ce que l'on appelle la loi Poynings : cette dernière réitère les obligations des statuts de Kilkenny et stipule qu'aucune loi votée par le Parlement irlandais ne peut être valable sans le sceau du roi d'Angleterre. Une telle subordination de la législation d'Irlande à celle de l'Angleterre durera jusqu'en 1782. Par ailleurs, la division de l'Irlande en pays anglais d'une part, et pays rebelle ou ennemi d'autre part, est réaffirmée. La limite occidentale du Pale, depuis l'embouchure de la Liffey au sud, jusqu'à Dundalk au nord, est fortifiée. **1496** : Les troubles yorkistes ayant cessé, Garret Mor est restauré dans ses fonctions de lord-député. Il vit jusqu'en 1513, en « presque roi ». **1534** : Son fils Garret Og, qui lui a succédé en suivant la même politique d'arbitre entre Anglais et Irlandais, est accusé de trahison et emprisonné à la Tour de Londres où il meurt. Désormais, le lord-lieutenant sera toujours anglais. **1535** : Son fils, « Silken » Thomas se rebelle à son tour. Mais il est défait à Maynooth où tous ses partisans sont pendus. Il est exécuté deux ans plus tard après s'être rendu de lui-même aux autorités anglaises. **1539** : La cause de son jeune garçon, Gerald, âgé de 10 ans, est défendue par la ligue geraldine (Mac Carthy, Offaly, O'Neill du nord). **1552** : Contraint à l'exil durant de longues années (qu'il passa à la cour de Florence et en France), Gerald rentre en Irlande après avoir effectué sa soumission, marquant la fin du rôle politique des Fitzgerald de Kildare.

Le temps des plantations et des guerres de Religion (milieu du XVI^e siècle - fin du XVII^e)

L'époque moderne marque un changement important dans l'histoire de l'Irlande : l'Angleterre, qui avait jusqu'alors usé ses ressources dans la conservation de son domaine continental, va désormais accroître la pression sur les peuples celtiques de l'archipel. Il s'agit pour elle d'assurer avant toute autre chose sa sécurité sur son flanc ouest, afin d'éviter que l'Irlande ne devienne l'enjeu des ambitions des puissances européennes et l'aboutissement des intrigues du pape, de l'Espagne ou encore de la France. Par ailleurs, les grands feudataires sont peu à peu éliminés du jeu politique, tandis que l'exploitation économique, à travers la politique de plantations, a raison de la société gaélique que la conquête militaire du Moyen Âge n'avait pas désintégrée, loin de là. En effet, alors que les deux communautés s'équilibraient et se côtoyaient depuis des siècles, leur

identité de groupe va commencer à se définir, par opposition aux nouveaux arrivants anglais et à la Réforme. Le conflit de nationalité n'est pourtant pas encore la règle : des clans celtes sont fidèles à la Couronne et les rebelles se battent moins pour l'Irlande que pour asseoir localement leurs droits face à la nouvelle communauté anglaise. Constituée d'administrateurs protestants, de planteurs et d'ecclésiastiques, cette dernière convoite les terres de l'Irlande comme d'autres celles du Nouveau Monde. Elle ne cache pas sa volonté « d'extirper les Irlandais du sol de leur île » (« *root them out* ») et de supplanter l'ancienne élite anglo-normande. **1536** : Henri VIII fait adopter par le Parlement irlandais l'Acte de Suprématie de 1534 qui a consacré sa rupture avec Rome. Ce vote entraîne la dissolution des abbayes, couvents et monastères et permet à la nouvelle Église anglicane d'Irlande de recevoir les dépouilles de sa rivale, l'Église catholique celte. Mais ses réformes touchent essentiellement la liturgie et il faut attendre le règne d'Édouard VI puis d'Élisabeth pour que soient imposés de véritables changements doctrinaux. Néanmoins, sur les 32 évêques qui avaient été nommés par le pape avant la rupture, seuls dix reconnaissent l'autorité spirituelle du roi. **1541** : Un nouveau Parlement est réuni au cours duquel Henri VIII, qui avait jusque-là porté le titre de « Lord » ou de « Seigneur », se fait reconnaître « Roi d'Irlande ». Il comble d'attentions les puissants chefs celtes du nord et de l'ouest, qui abandonnent leurs terres que la Couronne leur restitue à titre de concessions féodales. Le roi d'Angleterre encourage l'assimilation et élève à la pairie les descendants de la noblesse normande et des roitelets celtes : O'Neill est ainsi fait comte de Tyrone. De nombreux chefs se laissent séduire par la perspective d'un pouvoir féodal assuré et automatiquement transmissible à leur fils aîné. Mais leur indocilité, la sédition encouragée par les agents de la Contre-Réforme, la pression des milieux d'affaires anglais de la gentry et du Pale, avides de terres à coloniser, compromettent définitivement cette politique. **1556 - 1557** : Début de la politique des plantations sous le règne de la catholique Marie Tudor : les districts de Leix et d'Offaly, territoires des O'Moore et des O'Connor, sont confisqués au profit de la Couronne et transformés en *Queen's County* et *King's County*. Le but de cette politique est de créer des noyaux fidèles au milieu d'une population peu sûre. Les colons sont tenus de n'utiliser que de la main-d'œuvre anglaise, qui sera rapidement découragée par les raids punitifs des Celtes spoliés. **1559** : Mort du comte de Tyrone qui avait accepté d'abandonner entièrement son nom de O'Neill et le titre de roi auquel la tradition lui donnait droit. Son fils cadet, Shane, répudie tout titre anglais, tandis qu'Élisabeth fait élever à l'anglaise l'un de ses petits-fils, Hugh O'Neill. **1560** : Une Église d'Irlande est établie sur le modèle de l'Église anglicane d'Angleterre. La nouvelle religion touche essentiellement les colons des premières plantations et les populations les plus anglicisées du Pale. **1562** : Par son Acte de Suprématie et d'Uniformité, Élisabeth impose le service protestant et déclenche le début des persécutions religieuses en s'attaquant cette fois directement au dogme catholique. **1567** : Élisabeth liquide la révolte de Shane O'Neill. Elle installe des fonctionnaires anglais à la tête de chaque province. **1567 - 1571** : Neuf plans de colonisation de l'Irlande sont soumis au gouvernement anglais. La plupart des initiatives privées ne remportant que des succès fort mitigés, l'État s'apprête à prendre le relais. **1569 - 1573** : Première révolte du Munster : les Grands, conduits par le chef des Fitzgerald, James Fitzmaurice, se mobilisent « pour la défense de l'Irlande et de la foi ». En réalité, il s'agit davantage d'un nouvel épisode de la lutte entre les Grands d'Irlande et la couronne anglaise. **1575** : Fitzmaurice va lui-même chercher de l'aide en Espagne auprès du Roi Catholique Philippe II. **1576** : Walter Devereux, le comte d'Essex, reçoit la moitié du comté d'Antrim. **1579 - 1583** : Deuxième révolte du Munster qui se soulève sous la direction du chef des Fitzgerald, désormais comte de Desmond. Des Espagnols et des Italiens débarqués dans le Kerry, à Smerwick, pour leur venir en aide, sont passés au fil de l'épée par les soldats de Walter Raleigh qui ne manque pas de prendre sa part des terres confisquées à cette occasion : 200 000 hectares sont ainsi distribués à des colons anglais et aux fidèles serviteurs de la reine. **1580** : Dans le Pale, révolte de « Vieux-Anglais » catholiques, c'est-à-dire des vieilles familles anglo-normandes établies en Irlande avant les plantations. **1582** : Selon un fonctionnaire anglais, la disette fait plus de 30 000 morts dans le Munster. **1583** : Gerald de Desmond est exécuté, ce qui signifie l'élimination de la grande famille des Fitzgerald de Desmond après celle des Fitzgerald de Kildare. **1588** : Le désastre de l'Invincible Armada renforce la position des Anglais. Bon nombre de naufragés, échoués sur les côtes de l'île, sont massacrés par les Irlandais ou remis aux mains

des Anglais. Un des membres de l'expédition, l'Espagnol Cuellar, a laissé une description du peuple irlandais : « La coutume de ces sauvages est de vivre comme des fauves dans les montagnes... Ils y habitent des huttes de chaume. Grands marcheurs, ils supportent bien le travail. Par leurs luttes sans trêve, ils contiennent les soldats de la reine d'Angleterre. Le pays par ici, à trente lieues à la ronde, n'est que tourbières. Leur plus grand plaisir est de se voler les uns les autres. Apprend-on qu'un hameau voisin possède bestiaux ou autres biens, on part de nuit à l'attaque et l'on s'entretue. [...] Bref, il n'y a dans le pays ni ordre ni justice et chacun fait ce qui lui semble bon. » **1591** : Fondation par Élisabeth de Trinity College à Dublin. Fermée aux catholiques, l'université devient un important foyer d'influence anglaise et protestante. **1593** : Hugh O'Neill, en dépit de son éducation anglaise, devient le plus grand seigneur de l'Irlande. **1594** : Révolte des comtes de Tyrone (Hugh O'Neill, qui se veut « roi d'Ulster » sur ses terres) et de Tyrconnell (Hugh O'Donnell). Conscients de leur infériorité technique du point de vue militaire, ils recrutent des professionnels parmi les Galloglaigh (des soldats étrangers, écossais pour la plupart) et les Buannadha ou Bonnachts (des mercenaires irlandais). Ils infligent une cuisante défaite aux Anglais le 13 juin à Clontibret. Les comtes d'Ulster proposent alors la couronne d'Irlande à Philippe II, avant de se soumettre à l'automne. **1598** : Le poète Edmund Spenser, secrétaire du lord-lieutenant Arthur Grey de Wilton, écrit *A view of the present state of Ireland* (qui ne sera publié qu'en 1633). Il y plaide en faveur des méthodes les plus expéditives en Irlande, en prônant notamment les vertus de la famine organisée pour mettre fin aux révoltes. **14 août 1598** : À Yellow Ford, en Ulster, O'Neill met une nouvelle fois en déroute une armée anglaise. Le Connaught, le Munster, le Meath et le Leinster se soulèvent croyant avoir trouvé l'homme providentiel capable d'unir enfin les Irlandais dans leur lutte contre la couronne anglaise. Les colons du Munster prennent la fuite sans demander leur reste. **1599** : Élisabeth envoie alors une armée de 16 000 hommes sous le commandement de son favori, le comte d'Essex, investi des fonctions de lord-lieutenant. Il rencontre le chef des rebelles sur les bords de la rivière Lagan, au gué d'Aclint, à la lisière des comtés de Louth et de Monaghan. Une trêve de six semaines est instaurée. **1600** : Essex est remplacé par lord Mountjoy, tandis que sir George Carew est fait président du Munster. Forts de leurs 20 000 hommes, ils divisent et traquent l'ennemi sans répit, mais préfèrent éviter l'affrontement direct et détruire systématiquement fermes, récoltes et troupeaux. Des garnisons sont établies jusqu'à Derry, au cœur du territoire ennemi. **21 septembre 1601** : Tandis que Clément VIII accorde une indulgence aux combattants de la foi, 3 500 Espagnols commandés par don Juan d'Aguila débarquent dans la baie de Kinsale et font face aux soldats de Mountjoy. O'Neill et O'Donnell traversent l'Irlande à marche forcée pour prendre à revers les troupes anglaises, bientôt décimées par la faim et la maladie. Mais les Irlandais opèrent une manœuvre inconsidérée en attaquant le 24 décembre : ils sont défaits par une redoutable contre-attaque de la cavalerie anglaise. **30 mars 1603** : Lors du traité de Mellifont, le comte de Tyrone se soumet. Il renonce au titre gaélique de « The O'Neill » ainsi qu'à toute alliance avec l'étranger. Il s'engage par ailleurs à introduire les coutumes anglaises sur ses terres. Cet accord va marquer la fin progressive de la traditionnelle organisation politique de l'Irlande et le déclin sans retour de la société gaélique. **1604 - 1616** : Le lord-député d'Irlande, Chichester de Belfast, pratique une politique d'apaisement, appliquant avec modération les lois contre les catholiques. **1607** : « Fuite des comtes » (« *Flight of the Earls* ») ; le comte de Tyrone, se sentant menacé, s'enfuit pour le continent avec une centaine de parents et de partisans et se réfugie à Rome. Jacques Ier confisque leurs terres. **1608** : Début de l'anglicisation et de la colonisation massive de l'Ulster, la province la plus gaélique d'Irlande, désormais divisée en neuf comtés quadrillés par les agents de la Couronne. Les nouveaux colons arrivent surtout du Yorkshire et des Basses Terres d'Écosse : ils seront près de 100 000 dans les années 1650. Ces non-conformistes (presbytériens, baptistes...) se partagent plus de 200 000 hectares qu'ils sous-louent ensuite aux fermiers irlandais, relégués à la condition misérable de tenanciers. À une population pastorale gaélique et catholique succède ainsi une population agricole anglo-saxonne, anglicane ou presbytérienne. **1613** : La ville de Derry est concédée à une société londonienne et devient Londonderry. **Avril - mai 1613** : Une Chambre des communes majoritairement protestante est élue au Parlement. Pour la première fois, l'ensemble de l'île est représenté. Les statuts de Kilkenny sont abrogés : la loi est désormais la même pour tous. Le Bill of Attainder entérine les confiscations. De rebelle, l'Ulster

allait désormais se muer en auxiliaire dévoué de la Couronne. Aucune révolte ne permettant de justifier de nouvelles confiscations, on fait appel à des légistes qui jouent de la substitution du droit féodal au droit celtique, rendant la plupart des titres de propriété irlandais contestables. Par abus de droits et chicanes, une grande partie des territoires de la rive orientale du moyen Shannon est ainsi livrée à la rapacité des colons et ce d'autant plus facilement que les jurys acceptant de confirmer les confiscations se voient accorder un pourcentage sur les domaines expropriés. **1625** : Charles Ier succède à Jacques Ier. Les Vieux-Anglais, par peur d'être à leur tour spoliés par les colons, lui proposent 120 000 livres sterling contre la confirmation de leurs titres de propriété et l'autorisation de la pratique publique du culte catholique. Pour pouvoir soutenir financièrement sa guerre contre l'Espagne, le roi accepte ces « *graces* ». Mais la réaction de l'intérêt protestant est immédiate. **1629** : Le roi revient sur ses promesses et fait interdire l'exercice public du culte catholique. L'interruption *manu militari* d'une messe à Dublin provoque une émeute le 26 décembre. **1632** : Le nouveau gouverneur de l'Irlande, Thomas Wentworth, divise pour régner. Il préconise de « se servir de l'indigène pour soumettre et gouverner le planteur et du planteur pour soumettre et gouverner l'indigène ». Un projet de plantation dans le Connaught, qui avait été différé par la politique des *graces*, voit le jour. **1639** : Wentworth fait bientôt l'unanimité contre lui (vieux et nouveaux Anglais, puritains d'Ulster...) en foulant aux pieds les aspirations des différentes composantes de la population de l'île. Il est rappelé à Londres auprès de Charles Ier qui le nomme comte de Strafford, avant de le renvoyer en Irlande investi de la charge de lord-lieutenant. Il cherche alors à y lever une grande armée pour voler au secours du roi, bientôt mis à mal par l'invasion du nord de l'Angleterre par les Écossais. L'Irlande est alors impliquée dans les troubles constitutionnels qui vont ravager l'île voisine. **23 octobre 1641** : Tandis que guerre civile menace en Angleterre, une rébellion tenant tout à la fois de la jacquerie et de la réaction nationale éclate à Dublin, par réaction à la politique de dépossession systématique et d'exclusion par un puritanisme de plus en plus sectaire. Le Parlement anglais résonne bientôt de déclarations martiales : selon sir John Clotworthy, « la conversion des papistes irlandais ne pourra être réalisée qu'avec une bible dans une main et une épée dans l'autre. » Si l'attaque perpétrée contre le château de Dublin échoue, la surprise est totale en Ulster, où les rebelles sont menés par sir Phelim O'Neill. Les spoliés de 1606-1610 massacrent les colons anglais et écossais. Dans les deux camps, les atrocités se multiplient : à Portadown, Manus Roe O'Cahan fait noyer 80 colons avec femmes et enfants. Quelques temps plus tard, sir Charle Coote fait massacrer, avec une rare férocité, les rebelles du Wicklow. À ceux qui lui reprochent de faire boucherie des nouveau-nés et des enfants, il répond : « Les lentes deviennent des poux. » Plus de 10 000 personnes meurent de faim, de maladie et dans les combats. En Angleterre, où l'on n'hésitera pas à parler de 200 000 morts, on incrimine la sauvagerie des Irlandais et la perversité de leur religion. **24 février 1642** : À Londres, le Parlement vote l'*Adventurer's act* qui concède les futures confiscations aux spéculateurs avançant l'argent nécessaire pour mener à bien la reconquête de l'île. **22 mars 1642** : Les vicaires et évêques de la province ecclésiastique d'Armagh se réunissent à Kells et excommunient ceux de leurs coreligionnaires qui soutiennent le gouvernement de Dublin. **10 - 13 mai 1642** : Lors d'une assemblée de clercs et de laïcs à Kilkenny est fondée la Confédération catholique d'Irlande, qui se donne pour mot d'ordre : « Pour Dieu, le roi et la patrie, les Irlandais unis. » Elle élabore une constitution de type fédéraliste avec un pouvoir très décentralisé. **juillet 1642** : Owen Roe O'Neill, neveu du grand Hugh O'Neill, débarque dans le Donegal avec des officiers et du matériel, après avoir passé trente ans au service des Espagnols avec qui il avait combattu à Kinsale. Il est rejoint par de nombreux émigrés qui ne tardent pas à investir les charges militaires. Au détriment d'une véritable stratégie d'ensemble, chaque province se donne bientôt pour chefs un soldat de métier et un soldat de la foi. La confusion est bientôt totale en Irlande qui voit ses terres investies par quatre armées différentes : celle de la Confédération catholique, aux mains de généraux désunis et jaloux de leurs prérogatives ; l'armée royale, dirigée par le comte d'Ormond qui ne songe qu'à porter assistance au roi ; l'armée du Parlement anglais ; l'armée écossaise, chargée de mener la guerre en Ulster. **28 mars 1646** : Charles Ier, représenté par Ormond, signe un traité avec la Confédération catholique, afin de pouvoir recevoir des renforts d'Irlande. Mais sa marge de manœuvre est réduite s'il veut éviter de s'aliéner les protestants. Il refuse ainsi de reconnaître l'égalité des droits. Les catholiques qui, depuis le début de la révolte,

n'ont eu de cesse de clamer leur fidélité au roi acceptent de soutenir le souverain qui n'a même plus d'armée depuis juin 1645. Le nonce apostolique Rinuccini, partisan de la guerre à tout prix, dénonce le traité et excommunique tous ceux qui s'y rallient. Il sait pouvoir compter sur Owen Roe O'Neill qui vient d'écraser les Écossais à Benburg. **Juin 1647** : Débarquement du colonel Michael Jones, avec une armée de 2 000 soldats aux gages du Parlement. Il vole de victoire en victoire. **1647** : Ormond préfère livrer Dublin aux parlementaires ennemis de son roi plutôt que de la voir tomber aux mains des confédérés catholiques. **20 mai 1648** : Contre l'avis du nonce Rinuccini, une nouvelle trêve est signée entre le conseil suprême de Kilkenny et lord Inchiquin qui vient de passer dans le camp du roi emprisonné. O'Neill, qui était l'âme de la résistance, négocie une trêve avec les Écossais. **17 janvier 1649** : Ormond et les confédérés signent un nouveau traité au moment où Charles Ier est exécuté (30 janvier). Le gouvernement confédéré est remplacé par douze commissaires. Ormond fait proclamer le prince de Galles roi d'Angleterre et d'Irlande sous le nom de Charles II. **Février 1649** : Rinuccini qui, par son intransigeance, a été le fossoyeur de la Confédération quitte l'Irlande. **15 août 1649** : Cromwell et ses « Côtes de fer » débarquent à Ringsend avec 8 000 fantassins, 4 000 cavaliers et une artillerie conséquente. « Maudit soit celui dont l'épée ne sera pas teinte de sang ! Maudit celui dont l'épée ne s'abreuvera pas de sang irlandais, qui ne les récompensera pas au double pour leur infernale trahison contre les Anglais, qui ne fera pas d'eux des monceaux sur des monceaux de morts et de leur pays un repaire pour les dragons, un étonnement pour les nations ! » **Septembre - octobre 1649** : Siège de Drogheda, place forte royaliste commandée par un Anglais catholique, puis de Wexford par les armées de Cromwell. Les deux villes seront tour à tour livrées au pillage et leur population passée au fil de l'épée. Par la suite, la plupart des villes se rendent à la première sommation. **6 novembre 1649** : Mort d'Owen Roe O'Neill. **27 mars 1650** : Cromwell s'empare de Kilkenny, mais les Irlandais lui tiennent tête à Clonmel. **26 mai 1650** : Cromwell quitte l'Irlande, laissant à son gendre Ireton le soin de continuer la guerre contre les royalistes. **16 août 1650** : Afin de gagner définitivement à sa cause les Écossais qui viennent de le proclamer roi, Charles II déclare à Dumferline qu'il revient sur les concessions du traité de 1649. Cette trahison est le coup de grâce administré à la cause royaliste. La plupart de ses chefs ne tardent pas à s'exiler. **1651** : Ireton s'empare de Limerick. Par ailleurs, battu par Cromwell en Angleterre, Charles II doit s'exiler. **1652** : La dernière place royaliste, Galway, tombe après un siège de neuf mois. Selon sir William Petty, plus de 500 000 Irlandais sont morts durant les onze années qui ont saigné le pays. **12 août 1652** : Pour rembourser les Adventurers et payer ses Côtes de fer, Cromwell fait voter l'*Act for the Settling of Ireland*, une loi de confiscation des terres qui touche les trois quarts de l'Irlande. Une centaine de chefs militaires et de responsables catholiques sont condamnés à mort. Seules vingt-six familles catholiques conservent leurs biens. Cromwell entreprend par ailleurs la reconstruction du pays selon trois objectifs. Les éléments hostiles doivent être éliminés par l'exil ou la déportation (aux Caraïbes, à la Barbade où des Irlandais seront vendus comme esclaves). La population indigène doit être cantonnée « en enfer ou en Connaught » : les catholiques ont jusqu'au 1er mai 1654 pour se regrouper dans les régions les plus pauvres de l'île, avec l'interdiction formelle de retraverser le Shannon. Ce projet irréalisable ne pourra être pleinement mis en œuvre. Enfin, le reste de l'île est appelé à être colonisé par une classe de petits propriétaires protestants. Si le pouvoir et la propriété passent effectivement des mains des catholiques à celles des protestants, le *Cromwellian settlement* ne crée pas la communauté de petits possédants qui aurait fait de l'Irlande une province occidentale de l'Angleterre. En revanche, il est à l'origine d'un système de propriété latifundiaire typiquement colonial, fonctionnant au profit de landlords dont la plupart ne résident pas dans le pays, abandonnant leurs terres à l'avidité des régisseurs. **1653** : Proclamation de l'union législative de l'Irlande et de l'Angleterre. Le Parlement de Dublin est supprimé. **Septembre 1658** : À la mort de Cromwell, les catholiques ne détiennent plus qu'un tiers de la propriété terrienne, principalement dans les terres médiocres du Connaught. **14 mai 1660** : Charles II est proclamé roi d'Irlande. **1661** : Ormond redevient lord-lieutenant d'Irlande. Il fera preuve d'une certaine tolérance envers les catholiques. **8 mai 1661** : Fin de l'union législative avec l'Angleterre. Le Parlement irlandais qui n'avait pas siégé depuis vingt ans se réunit : sur 260 députés, un seul est de confession catholique. **1662** : Un deuxième *Act of Settlement* statue sur la légitimité des confiscations. Un tiers seulement des terres seront finalement récupérées par les Vieux-Anglais.

La plupart des Gaëls d'Ulster ne récupèrent pas leurs biens. **À partir de 1663** : Plusieurs *Cattle Acts* interdisent l'exportation de bétail sur pied irlandais vers l'île voisine. Les *Navigation Acts* imposent par ailleurs que tous les produits en provenance ou à destination de l'Irlande voyagent sur des navires anglais et transitent par l'Angleterre. **1680** : Une nouvelle loi interdit à l'Irlande d'exporter vers l'Angleterre toute espèce de gros et de petit bétail et de produits laitiers. Elle porte un coup mortel à l'économie essentiellement agricole de l'île. **1er juillet 1681** : Exécution d'Olivier Plunkett, pendu au gibet de Tyburn, avant que son cadavre ne soit démembré à la hache par le bourreau. Il était accusé d'avoir participé à un prétendu complot papiste. Il sera canonisé en 1975. **1685** : Ormond fait voter une « Loi pour encourager les étrangers protestants à se fixer et résider dans le royaume ». **Février 1685** : Le second fils de Charles Ier, le catholique Jacques II, monte sur le trône. Un immense espoir naît en Irlande où, pour complaire à ses coreligionnaires, il place Richard Talbot, frère du dernier archevêque de Dublin, et descendant des O'Donnell, à la tête de l'armée avec le titre de comte de Tyrconnell. **1687** : Richard Talbot est fait lord-lieutenant d'Irlande, à la place du comte de Clarendon. Il favorise ostensiblement les catholiques qui sont bientôt majoritaires dans la magistrature et au Conseil privé. Les protestants craignent pour leur vie et leurs biens et soutiendront l'appel anglais à Guillaume d'Orange. **1688** : La « Glorieuse Révolution » est marquée en Irlande par une bien curieuse guerre : des Irlandais se battent pour le roi d'Angleterre, les rebelles sont les Anglais, des Français s'opposent à d'autres Français. Tandis qu'à l'appel de Tyrconnell se rassemblent les « jacobites » soutenant le roi, un petit corps d'armée orangiste tient l'Ulster, où les protestants se réfugient dans Derry et Enniskillen. **12 mars 1689** : Soutenu par Louis XIV, Jacques II débarque à Kinsale avec une centaine d'officiers français. Il est accompagné par le comte d'Avaux, ambassadeur de Louis XIV, dont les écrits racontent « la guerre des deux rois ». Sans aller jusqu'à abroger le *Poyning's Act* qui avait institutionnalisé la sujétion de l'île à l'Angleterre, il accepte que Westminster cesse de légiférer pour l'Irlande. Il se prononce également pour la restitution des terres confisquées après 1641 seulement. **Avril - 31 juillet 1689** : Échec du siège de Derry par les jacobites, durant lequel quinze mille personnes meurent de faim ou de maladie. Tous les ans, les protestants d'Irlande du Nord célèbrent encore, le 12 juillet, la mémoire des apprentis qui fermèrent les portes de la cité à l'arrivée des troupes de Jacques II. **Été 1689** : Le maréchal de Schomberg, qui sert Guillaume d'Orange, arrive en Irlande. **Mars 1690** : Quarante et un vaisseaux français débarquent à Cork des troupes dirigées par le comte de Lauzun. En retour, cinq régiments irlandais s'embarquent pour le continent où ils constitueront le noyau de la Brigade irlandaise qui figurera sur le rôle de l'armée française jusqu'en 1791. Elle s'illustrera notamment lors de la bataille de Fontenoy en 1745. **1er juillet 1690** : Bataille de la Boyne. Guillaume d'Orange et Schomberg, forts d'une armée de 36 000 hommes, battent les troupes de Jacques II qui prend la fuite, alors que ses partisans tiennent encore l'ouest du Shannon. Il retourne en France, humilié et déconfit. Cet événement est encore célébré le 12 juillet par les orangistes d'Ulster comme le triomphe du protestantisme sur le papisme. Le pape, qui entretenait de forts bons rapports avec Guillaume d'Orange, n'a pourtant jamais soutenu la cause jacobite. **27 août 1690** : Guillaume échoue devant Limerick, défendue par Patrick Sarsfield, le fils d'un des héros de la révolte de 1641. Mille cinq cents orangistes sont tués. **8 mai 1691** : Capitulation de Limerick. **12 juillet 1691** : Les jacobites du marquis de Saint-Ruth sont battus par von Ginkel à la bataille d'Aughrim. **21 juillet 1691** : Reddition de Galway. **3 octobre 1691** : Signature du traité de Limerick par Sarsfield et les représentants de Guillaume d'Orange. Un pardon général est accordé aux jacobites qui pourront s'exiler. Les catholiques se voient garantir les droits qui leur ont été assurés sous Charles II : liberté de culte, accès aux professions libérales et au Parlement, droit de porter les armes. Il est par ailleurs stipulé que le serment de fidélité au gouvernement ne devra pas heurter leurs convictions religieuses. Mais dans un pays dévasté par la guerre, des milliers d'Irlandais préfèrent émigrer et quitter l'Irlande sur des navires tellement chargés que les femmes et les enfants sont souvent abandonnés sur le rivage. **1697** : Le Parlement irlandais ratifie le traité de Limerick. **1700** : Westminster ratifie à son tour le traité.

L'Irlande coloniale du XVIII^e siècle, du traité de Limerick à l'acte d'union

Le XVIII^e siècle s'avère moins tumultueux que la période précédente. Il marque le triomphe de la nouvelle classe coloniale protestante, l'*Ascendancy*, dont les succès économiques ne font que renforcer la position. Dublin devient d'ailleurs le symbole de cette réussite. Ses privilèges reposent sur des piliers que rien ne semble pouvoir entamer : les protestants, maîtres des terres, ne laissent que 3 % du territoire aux catholiques qui continuent pourtant de représenter plus de 75 % de la population. Ils détiennent le monopole du pouvoir politique : l'inéligibilité des catholiques, la pratique des « bourgs pourris », la vénalité rendent complètement dérisoire la représentativité du Parlement, dont l'Église établie, anglicane ou presbytérienne, se fait le relais intransigeant. L'Irlande catholique, condamnée au servage et au silence par le démantèlement systématique du traité de Limerick, se voit obligée de se transformer en une société secrète, souterraine, contrainte à l'occultation. Mais les lois pénales et le marasme économique entretenu par le mercantilisme de l'Angleterre finissent par mécontenter la classe minoritaire protestante elle-même. La question d'Irlande au XVIII^e siècle n'est donc plus seulement religieuse, elle est également politique et économique. Pour les mêmes raisons qui ont conduit les colons américains à s'insurger, les protestants irlandais, qu'ils soient anglicans ou presbytériens, grands propriétaires ou industriels, seront les premiers à dénoncer les abus du gouvernement anglais : la loi Poyning, l'acte déclaratoire de 1720, l'exécutif du Château et son chef, le lord-lieutenant, qui ne rend aucun compte aux autorités locales... Ce nationalisme colonial sonne le glas du jacobitisme qui avait jusque-là incarné les timides velléités d'indépendance des partisans vaincus d'une dynastie ingrate. Mais il faut attendre la tourmente des années révolutionnaires pour que certains, comme Wolfe Tone, aillent jusqu'à réclamer l'indépendance et non plus seulement un simple droit de regard sur les actions du gouvernement. **1692** : Nul ne peut siéger au Parlement ni remplir aucune charge civile, militaire ou ecclésiastique, sans avoir prêté le serment d'allégeance et de suprématie et souscrit une déclaration contre la transsubstantiation. Les catholiques sont donc inéligibles au Parlement de Dublin. Ils ne seront même plus électeurs après 1727. **1693** : Sarsfield, combattant dans les armées de Louis XIV, est mortellement blessé à la bataille de Landen. Ses derniers mots sont : « Si seulement c'était pour l'Irlande ! » **1695-1727** : Les lois pénales créent un arsenal de mesures discriminatoires réglant la vie des catholiques du berceau à la tombe, visant à exclure l'immense majorité de la population de toute position de force et de responsabilité. Quand un propriétaire catholique meurt, ses biens sont partagés entre tous ses enfants au lieu d'être transmis à l'aîné, à moins que l'un d'eux ne se convertisse au protestantisme. Il leur est interdit de posséder un cheval de plus de cinq livres, d'envoyer leurs enfants étudier à l'étranger pour y recevoir un enseignement catholique... Les prêtres non assermentés en sont réduits à célébrer la messe dans les granges et à dispenser l'instruction dans les *hedge schools* (« écoles des buissons »). **1697** : Loi de bannissement de tous les papistes, moines, jésuites... Seul le bas clergé irlandais est toléré. **1698** : Le roi promet de faire tout son possible pour décourager les manufactures de laine d'Irlande. William Molyneux, un whig anglais né à Dublin, voit son livre *La cause de l'Irlande* brûlé par le bourreau : il s'y faisait le porte-parole de bon nombre d'Anglo-Irlandais en prônant l'indépendance du Parlement de Dublin. **1700** : Le huguenot français Louis Crommelin, originaire de Saint-Quentin, est autorisé à faire venir de France et de Hollande familles, matériel et rouets pour développer l'industrie du lin. À sa mort en 1727, la valeur des exportations, dynamisées par la création en 1711 de la Chambre du Lin, était passée de 6 000 à 200 000 livres. **1704** : Le Conseil privé d'Angleterre rajoute une clause au « projet de loi destiné à prévenir le développement futur du papisme » : toute personne occupant un emploi public doit recevoir le sacrement de la communion selon le rite anglican. Cette mesure touche donc aussi les presbytériens, même s'il est vrai que la discrimination à l'encontre des protestants dissidents restera largement lettre morte. **1704** : Parution du *Conte du tonneau* de Jonathan Swift. Né à Dublin en 1667, Swift a suivi des études de théologie à Trinity College avant de partir pour l'Angleterre pour devenir, en 1689, le secrétaire du grand diplomate anglais sir William Temple. Sa carrière dans le clergé anglican est très vite bloquée en raison de ses origines insulaires, mais également en raison de la verve satirique qui imprègne ses écrits. Dans le *Conte du tonneau*, qui déplut fortement à la reine Anne, il n'hésite pas à attaquer tour à tour le pape, Luther et Calvin.

1707 : Union anglo-écossaise. De nombreux députés adjurent la reine Anne de hâter la conclusion d'un arrangement similaire pour l'île, pensant que l'Irlande aurait tout à gagner à un tel rapprochement. **1709** : Tous les prêtres enregistrés doivent prêter serment d'abjuration ou s'exiler. L'Église catholique entre dans la semi-clandestinité, sans qu'aucun effort d'évangélisation ne soit entrepris par ailleurs par l'Église établie. Le combat pour la terre se confond vraiment maintenant avec le combat pour la liberté religieuse. **1711 - 1713** : Dans le Connaught, destructions systématiques du bétail par les Houghers, un groupe secret défendant les droits traditionnels des paysans, pour protester contre l'extension des pâtures. **1713** : Swift devient doyen de Saint-Patrick à Dublin. Il comprend rapidement qu'il ne pourra pas monter plus haut dans la hiérarchie ecclésiastique et renonce l'année suivante à sa carrière politique pour mettre ses talents de polémiste au service de l'Irlande, dont il dénonce avec ardeur l'exploitation économique. **1714** : À la mort de la reine Anne, son frère Jacques III Stuart est écarté du trône parce que catholique : la couronne d'Angleterre échoit à George Ier, l'électeur de Hanovre. **1718 - 1720** : Le cardinal Alberoni tente de faire débarquer une troupe de jacobites préalablement regroupés en Espagne. Mais l'Irlande, consciente de l'impuissance du prétendant, ne bouge pas. **1719** : Le pays est toujours gouverné dans un esprit d'intolérance. En effet, le vice-roi, haut fonctionnaire anglais, ne réside pas en Irlande et le gouvernement effectif revient donc à un lord-justicier, généralement l'archevêque anglican d'Armagh, primat d'Irlande. Un Acte de tolérance est néanmoins accordé aux *dissenters*. **1720** : Un Acte déclaratoire renforce encore la dépendance du royaume d'Irlande et sa soumission à la couronne de Grande-Bretagne : la juridiction d'appel est transférée à la Chambre des lords d'Angleterre. **Années 1720** : Swift publie une série d'ouvrages contre l'exploitation économique de l'Irlande. En 1720, dans l'*Appel pour la consommation exclusive de produits irlandais*, il propose de « brûler tout ce qui vient de l'Angleterre, sauf le charbon ». **1724 - 1725** : *Lettres du drapier* de Swift, suite à l'affaire Wood. Ce dernier, un brasseur d'affaires, avait obtenu en 1722 du roi d'Angleterre une patente l'autorisant à frapper une monnaie de cuivre de mauvais aloi en Irlande. En dépit des critiques soulevées par ses pratiques douteuses, Wood se faisait fort « d'enfoncer ses pièces dans la gorge des Irlandais ». La polémique déclenchée par Swift, sur le terrain économique d'abord, puis moral et politique, permit de mettre fin au privilège de Wood. **1726** : *Voyages de Gulliver* de Swift, violente satire de la société anglaise. Elle est suivie trois ans plus tard de sa *Modeste proposition pour empêcher les enfants des pauvres d'être à charge à leurs parents ou à leur pays*, qui suggère, sur le mode de l'ironie cruelle, de faire de ces enfants des mets délicats pour les riches. **1740 - 1741** : La famine fait quatre cent mille morts. Des bandes armées, comme les White boys ou encore les Oakboys multiplient les actions terroristes dans le nord et le Munster. **19 octobre 1745** : Mort de Swift. S'il était irlandais, il appartenait avant tout à la minorité dirigeante, de langue anglaise et de religion anglicane qui n'avait que du mépris pour la plèbe catholique. Mais il a souffert à son tour de la condescendance des Anglais aux yeux desquels tous les habitants de l'île voisine restaient des barbares. S'il a été longtemps sévère envers sa patrie d'origine (« D'elle rien ne naît qui ne soit malfaisant... les hommes n'y sont que des rats ou des fouines... »), l'échec de sa carrière anglaise en fit le champion de la cause irlandaise, comme en témoigne sa troisième *Lettre du Drapier* : « Le peuple d'Irlande n'est-il pas né aussi libre que celui d'Angleterre ?... Suis-je un homme libre en Angleterre pour me transformer en esclave, au bout de six heures, en traversant le canal Saint-George ? » À la fin de sa vie, s'exprimant plus en patriote qu'en défenseur de la minorité dirigeante, il a largement contribué à développer l'esprit national irlandais. **1759** : Entrée au parlement d'Henry Flood, qui devient rapidement le chef de l'opposition nationale. Anglican convaincu, il ne pense encore, comme Swift, qu'à une nation protestante, mais pleinement indépendante. Fondation de la brasserie Guinness. **1760** : Un poète écossais, Macpherson, publie une quinzaine de poèmes prétendument traduits du gaélique. Ce sont des faux, mais les aventures d'Ossian ou de Fingon, le roi des Fianna, enchantent un public déjà sensible au charme du préromantisme. **1766** : Exécution de Nicolas Sheehy qui a dénoncé le paiement des rentes et de la dîme. **1767** : Le nouveau vice-roi, lord Townshend, reçoit l'ordre de résider à Dublin. Le roi George III fait là un geste pour l'Irlande qui s'est montrée fidèle pendant la guerre de Sept Ans. **1768** : Henry Flood fait voter l'*Octennial Act* qui limite à huit ans la durée du mandat parlementaire qui était jusque-là pratiquement viager. Le nouveau Parlement ose même rejeter un

projet de loi de ressources financières. D'une façon plus générale, les années 1760 voient le renforcement du nationalisme colonial, fruit de la rancœur de l'*Ascendancy* contre l'exploitation économique et politique de la colonie et de son humiliation face au mépris de l'aristocratie anglaise. **1775** : Henry Grattan est élu député au Parlement. Cet avocat protestant y demande l'adoucissement des mesures anticatholiques, puis l'abrogation des lois pénales. Le sentiment national prend de plus en plus le pas sur les querelles religieuses, que le scepticisme caractéristique des Lumières rend moins vives. **1776 - 1779** : Arthur Young donne un tableau détaillé de l'Irlande, où il stigmatise les lois pénales décourageant les catholiques de travailler, le poids de la dîme, l'absentéisme des landlords... **1778** : La loi Gardiner autorise les catholiques à prendre des baux de durée indéfinie et à hériter. **Avril 1778** : L'aventurier américain d'origine écossaise John Paul Jones fait un raid sur Belfast qui sème la panique, à un moment où tous redoutent la perspective d'un débarquement franco-espagnol. Londres, qui avait dégarni l'Irlande pour envoyer des troupes en Amérique, accepte alors la formation d'une armée de « Volontaires irlandais » pour assurer la défense du pays. Dès l'année suivante, ces *Irish Volunteers*, dirigés par le duc de Leinster, comptent bientôt 40 000 membres. On y admet bientôt des catholiques. Mais une fois passé le danger d'invasion, ces hommes restent mobilisés pour réclamer la liberté du commerce (« *Free Trade or else* »). **1779 - 1780** : La liberté d'exportation de la laine et du négoce avec les colonies est accordée. Il faut dire que les Volontaires n'hésitent pas à défilier dans les rues et à boycotter les produits britanniques pour dénoncer les mesures restrictives contre l'économie irlandaise. Ils sont soutenus à la Chambre des communes par Edmond Burke, irlandais d'origine, qui n'hésite pas à dénoncer les lois pénales comme « une machine d'oppression et de dégradation d'un peuple et d'avilissement de la nature humaine elle-même, comme jamais il n'en était né de l'ingéniosité perverse de la nature humaine ». **1780** : L'armée des Volontaires rassemble désormais plus de 80 000 hommes placés sous les ordres du comte de Charlemont, un ami de Flood et de Grattan. **1782** : Les Volontaires, enhardis par leurs premiers succès dans le domaine de l'économie, passent désormais aux revendications politiques. Sous la houlette de Grattan, ils se rassemblent en convention nationale à Dungannon pour condamner la loi Poynings et l'interférence du Conseil privé et du Parlement anglais dans les affaires d'Irlande. **1782** : La « Constitution de 1782 » accorde l'indépendance législative à l'Irlande, en abrogeant partiellement la loi Poynings : le Parlement de Dublin n'est plus tenu de solliciter l'approbation du Conseil privé anglais avant de voter un bill. Les restrictions commerciales sont également abrogées. Grattan s'écrie : « L'Irlande est maintenant une nation ! » Au Parlement, toujours aussi peu représentatif, le chef de file du bloc anglais, Lord Fitzgibbon, espère que les progrès économiques auront à terme raison des chimères de l'indépendance constitutionnelle. En face, le parti patriote se divise. Flood estime l'indépendance législative incomplète sans réforme parlementaire. Par ailleurs, il ne conçoit qu'une nation protestante tandis que Grattan semble prêt à accorder l'égalité des droits civiques aux catholiques. La même année, une seconde loi Gardiner accorde sans restriction le droit de propriété aux catholiques. Le culte romain peut être célébré « sans pompe ni éclat ». **Novembre 1783** : Réunis en convention nationale à Dublin, les Volontaires ne suivent pas Grattan dans sa volonté d'émancipation des catholiques. C'est donc privée du soutien populaire que la Convention doit faire face à l'hostilité du gouvernement qu'elle conteste et du Parlement qu'elle menace. Sa dissolution est bientôt prononcée par lord Charlemont. C'est la fin de la dissidence coloniale. **1783** : Création de la banque d'Irlande. 10 % de son capital sont souscrits par des marchands catholiques. La célèbre verrerie de Waterford rouvre ses portes, du fait de l'abrogation des lois pénales relatives à l'économie. **1784** : La *Foster's Corn Law* interdit pratiquement l'importation de blés étrangers, obligeant les Irlandais à augmenter leurs emblavures. Mais cela n'améliore pas la condition paysanne, la population ne cessant de s'accroître. **1784** : Fondation en Ulster d'une société secrète, les *Peep of day boys*, qui deviendra en 1795 un mouvement politico-religieux fortement structuré plus connu sous le nom d'ordre d'Orange. Pour y entrer, on prêtait ce serment : « Au nom de Dieu tout-puissant, je jure solennellement de soutenir le roi et le gouvernement, et de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour exterminer tous les catholiques d'Irlande. » **1789** : Fitzgibbon devient lord-chancelier. **1789** : Les débuts de la Révolution française rencontrent un écho favorable auprès des *dissenters* et des catholiques, politiquement et socialement asservis, qui constituent des clubs à Dublin et à Belfast.

Le radicalisme protestant trouve bientôt son porte-parole en la personne de Théobald Wolfe Tone, un jeune avocat épiscopalien du barreau de Dublin à qui le légalisme d'un Grattan semble dépassé. **1791** : Durant l'automne, Wolfe Tone participe avec James Napper Tandy à la fondation de la société des Irlandais unis de Belfast : influencée par les idéaux français et la franc-maçonnerie, l'association se donne pour mission d'obtenir une réforme complète de la législation fondée sur le principe de la liberté civile, politique et religieuse. Elle prend pour emblème la harpe et pour devise « Recordée, elle va se faire entendre ». **1791** : Naissance des chantiers navals de Belfast. **1792** : Wolfe Tone devient secrétaire du Comité catholique qui s'est radicalisé et s'est réorganisé. Un tel rapprochement entre les confessions inquiète les autorités qui décident d'accorder davantage de droits aux catholiques, sans toutefois leur octroyer le droit de vote. **14 février 1793** : Un nouveau *Relief bill* confère le droit de vote aux tenanciers catholiques d'un *freehold* de 40 shillings. Le vote n'est pas secret et les catholiques restent toujours inéligibles. Par ailleurs, une série de textes répressifs conduisent à la dissolution de la société des Irlandais unis. **1795** : Ouverture du séminaire de Maynooth. À l'heure où la révolution ferme les collèges irlandais de France, il sera très marqué par les idées contre-révolutionnaires. **4 janvier 1795** : Arrivée d'un nouveau vice-roi, le libéral lord Fitzwilliam. Connu pour ses sympathies catholiques, il prévoit de confier le gouvernement à Grattan. Le chancelier Fitzgibbon et les orangistes organisent alors une violente réaction conduisant à son rappel à Londres, le 19 février, et à son remplacement par lord Camden. **Juin 1795** : Wolfe Tone s'embarque pour les États-Unis avant de rejoindre la France l'année suivante, « avec 100 guinées en poche, inconnu et sans recommandations, afin de renverser le gouvernement anglais de l'Irlande » (Wellington). Grâce au soutien de Carnot et de Hoche, il finit par gagner le Directoire à son projet d'invasion libératrice de l'Irlande. **Décembre 1796** : Une expédition commandée par Hoche quitte Brest. Mais seuls quinze bâtiments atteignent la baie de Bantry le 23 décembre et une tempête ne tarde pas à les disperser. Pas un seul coup de canon n'a été tiré, alors qu'une milice protestante, la Yeomanry, fait régner la terreur dans le pays. **1797** : Création de la Bourse de Dublin. **1798** : L'organisation révolutionnaire des Irlandais unis, devenue clandestine, est décapitée par l'arrestation de meneurs comme Arthur O'Connor ou encore Edward Fitzgerald. **23 ou 24 mai 1798** : Début de la « Grande Rébellion ». Déjouée à Dublin, peu suivie dans le nord épuisé par la dictature militaire du général Lake, l'insurrection se propage comme une traînée de poudre dans le sud-est où, comme en Vendée, des milices paysannes se constituent sous la direction de prêtres comme John Murphy. Le 30 mai 1798, les insurgés prennent Wexford. Les deux camps rivalisent d'atrocités. **21 juin 1798** : Le camp rebelle de Vinegar Hill, près d'Enniscorthy, est écrasé par le général Lake. Les insurgés se réfugient dans les monts Wicklow où les autorités entreprennent de construire une route militaire pour les débusquer. **22 août 1798** : Une nouvelle escadre française, commandée par le général Humbert cette fois, débarque en Irlande et doit capituler au début du mois de septembre, dans des conditions honorables. Mais les alliés irlandais des Français sont tous exécutés. **15 octobre 1798** : Une petite escadre commandée par l'amiral Bompard arrive dans le Donegal. Wolfe Tone qui sert à bord du navire amiral est reconnu, arrêté et traîné à Dublin. **19 novembre 1798** : Mort de Wolfe Tone, à qui les juges ont refusé la grâce d'être fusillé. Pour éviter la potence, le jeune homme s'est tranché la gorge. Considéré par beaucoup comme l'initiateur du nationalisme républicain, il a défendu avec ardeur l'idée d'une Irlande unie, militante et fraternelle, transcendant les clivages religieux et économiques, qui allait s'ajouter ou se joindre au rêve d'une Irlande gaélique miraculeusement libérée de la domination anglaise. Les masses sont néanmoins restées hermétiques à son discours trop aligné sur les idéaux révolutionnaires condamnés par l'Église, comme elles l'avaient finalement été à celui de Grattan. Mais elles ont été sensibles à la fin tragique de celui qui a inauguré la tradition républicaine des martyrs de la cause nationaliste et le mythe romantique de l'Irlande éternelle. **1799** : Un premier projet d'union à la Grande-Bretagne est repoussé au Parlement de Dublin. **7 juin 1800** : À force de corruption et d'intimidation, le Parlement irlandais vote par 153 voix contre 88 les actes d'union déjà votés par Westminster qui créent le Royaume-Uni. Dans l'esprit de Pitt et du vice-roi Cornwallis, seule cette union peut permettre de pacifier l'île, à condition néanmoins de s'accompagner de l'émancipation des catholiques (une innovation moins dangereuse à l'échelle d'un royaume désormais à majorité protestante). **1er janvier 1801** : Le nouveau régime constitutionnel entre en

vigueur. Le Parlement de Dublin est supprimé, l'Irlande étant désormais directement représentée à Londres par cent députés et trente-deux lords, tous protestants. Le poste de vice-roi et le Conseil privé sont maintenus. Le rouage essentiel du gouvernement devient le secrétariat en chef pour l'Irlande.

L'impossible union et la grande famine

« L'Angleterre doit à présent former une union avec la nation irlandaise plutôt qu'avec un parti en Irlande. » La majorité des membres de l'Ascendancy protestante ne voient pourtant dans l'Union qu'un moyen de maintenir leur domination et trouvent un allié de poids en la personne de George III lui-même, qui déclare qu'« à l'avenir, il considérera tout homme qui proposerait de nouvelles concessions aux catholiques comme un ennemi personnel ». À titre d'exemple, 187 lois répressives seront votées au cours du siècle dans le but de restreindre, suspendre ou supprimer les libertés publiques dont l'Irlande était censée jouir au même titre que tous les habitants du Royaume-Uni. Ce n'est donc que contrainte et forcée que l'Angleterre acceptera de légiférer pour améliorer la misérable condition sociale des paysans catholiques, avant de devoir se pencher sur la question de l'autonomie d'« un pays qui est pour l'Angleterre un miroir où elle n'aime pas se regarder » (Lord Fitzwilliam). Cette dernière est toujours défendue par les élites ralliées au nationalisme, lassées de voir leur île faire figure d'annexe agricole et de marché incontournable des produits manufacturés anglais, ulcérées de voir Dublin ravalée au rang de ville de province après l'âge d'or de la fin du XVIII^e siècle. Néanmoins, les défenseurs de l'indépendance doivent choisir entre deux options : s'engager dans un mouvement pacifiste, parlementaire, réformiste, fort du soutien de l'Église et cela dans le but d'obtenir une réelle autonomie interne, ou bien opter pour le combat révolutionnaire, romantique, visant à une rupture totale avec l'Angleterre. Il lui faut enfin se décider à la mise en œuvre d'un projet laïc, ou se résigner à voir le discours nationaliste devenir l'apanage de la majorité catholique. **Juillet 1803** : Robert Emmet, un jeune nationaliste protestant, attaque le château de Dublin. Sa tentative d'insurrection se solde par une émeute, facilement réprimée par les autorités. En dépit de la défense de son avocat, John Philpot Curran, le père de sa fiancée, Robert Emmet est condamné à mort. Incarnation du jeune héros romantique, il prend immédiatement place dans le folklore national aux côtés des martyrs irlandais. **1806** : La société secrète des Threshers s'insurgent contre le paiement de la dîme au clergé anglican et ravagent les comtés de Sligo, Mayo, Cavan, Leitrim et Longford. **1808 - 1834** : Le poète Thomas Moore évoque son attachement à la culture gaélique dans ses « Mélodies irlandaises ». **1813** : Le cabinet britannique propose à l'Église catholique d'Irlande quelques concessions, moyennant un veto du roi sur la nomination des évêques. L'intervention d'un jeune avocat, Daniel O'Connell, fait échouer le projet. Cet avocat d'une trentaine d'années, appartenant à une vieille famille aristocratique gaële, catholique fervent effrayé par les excès de la Révolution française, acquiert rapidement une emprise profonde sur le peuple irlandais. Ses talents d'orateur lui permettent de rallier Grattan contre le projet de concordat. Il groupe autour de lui une grande partie du clergé irlandais, dont la nouvelle génération sortant de Maynooth est devenue plus nationaliste qu'au XVIII^e siècle. **1814** : Fondation du collège de jésuites de Clongowes Wood. **1815** : La fin du blocus contre l'Angleterre marque le fléchissement des prix agricoles. Les pâtures, jugées plus rentables, entament la superficie des emblavures et de nombreux tenanciers sont expulsés. Certains émigrent aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. D'autres rallient les sociétés secrètes (Whiteboys, Ribbonmen) qui s'en prennent aux fermes et aux cultures des protestants. Le secrétaire pour l'Irlande, Robert Peel, crée une force de police spéciale chargée de la répression des troubles : la Royal Irish Constabulary. Entre 1801 et 1846, 17 lois répressives (*coercion acts*) viseront à juguler ces troubles agraires. Par ailleurs, à l'exception notable de l'Ulster, l'industrie irlandaiseériclite, dans la mesure où elle cesse peu à peu d'être protégée contre la concurrence britannique. **1823** : Pour remplacer le Comité catholique supprimé en 1812, O'Connell fonde l'Association catholique, soutenue par le clergé irlandais et financée par le peuple, à raison d'une souscription mensuelle d'un penny. La puissance sociale considérable des prêtres, restés jusque-là

à l'écart de la politique active, est désormais canalisée, ce qui ne fait que renforcer la défiance des protestants libéraux à l'égard du mouvement. Avec l'aide de Richard Sheil, O'Connell discipline ses troupes dont les principales armes deviennent la résistance passive et les manifestations de masse réclamant l'émancipation des catholiques et une réforme agraire. Gustave de Beaumont évoque à cette époque « un état de guerre constitutionnelle, de paix sans cesse agitée, d'état intermédiaire entre le régime des lois et l'insurrection ». **1824** : Thomas Moore rencontre un certain succès en publiant *Les mémoires du capitaine Rock*, qui raconte l'histoire du chef d'une société secrète. **1826** : L'influence de l'Association est telle qu'elle met en échec lord George Beresford lors d'une élection dans le comté de Waterford, que sa famille possédait en grande partie. De façon générale, en dépit de la publicité du vote, les Irlandais ont désormais le courage de voter contre les candidats des landlords. L'Association se charge d'indemniser les électeurs qui sont punis pour leur hardiesse. **1828** : En dépit de son inéligibilité, O'Connell se présente contre un protestant libéral, Fitzgerald, à l'élection de Clare qu'il remporte triomphalement. Sa victoire est annulée, car il refuse de prêter le serment antipapiste de 1692. **1829** : Bill d'émancipation des catholiques. La modification de la formule du serment d'allégeance leur permet désormais, comme aux *dissenters* l'année précédente, de remplir tous les emplois publics, sauf la royauté, la régence, la chancellerie et la lieutenance d'Irlande. Mais Wellington, dans le même temps, prononce la dissolution de l'Association catholique et élève le cens électoral, réduisant de façon conséquente le nombre d'électeurs catholiques. **1831** : Création d'écoles primaires confessionnelles dites « nationales », qui doivent contribuer à l'intégration de l'Irlande au sein de l'ensemble britannique dominé par l'Angleterre. Les progrès de la langue et de la culture anglaises s'en trouvent favorisés. **1834** : O'Connell, désormais député, demande officiellement aux Communes l'abrogation de l'Union : 523 voix contre 38 se prononcent contre une telle mesure. **1835** : À la chambre des Communes, libéraux et conservateurs s'équilibrent. Les Whigs ont besoin de l'appoint des voix irlandaises. O'Connell accepte de s'entendre avec eux sur un programme modéré : c'est le pacte de Lichfield House, première manifestation d'une longue collaboration entre constitutionnalistes irlandais et libéraux anglais. Thomas Drummond, sous-secrétaire pour l'Irlande, en appliquant avec rigueur le principe de l'égalité religieuse et en refusant de se laisser inféoder aux intérêts de l'Ascendancy coloniale, incarne cette nouvelle politique. Il n'hésite pas à rappeler aux landlords que « la propriété a ses obligations tout comme ses droits ». **1836, 1837, 1839** : La culture de la pomme de terre connaît de façon récurrente des crises partielles et localisées. **1838** : O'Connell remporte son combat contre la dîme que tout Irlandais, même catholique, devait payer à l'Église établie. Depuis des années, l'agitation suscitée par son recouvrement avait pris l'allure d'une véritable guerre (la « *tithe war* »). L'amnistie fiscale, la réduction du taux de la dîme et sa conversion en rente foncière réussissent à calmer les esprits. **1840** : La mort de Drummond fait perdre un solide allié à O'Connell. Leur collaboration avait permis d'obtenir des concessions comme la dissolution officielle de l'ordre d'Orange en 1835, l'extension à l'Irlande de la Loi sur les pauvres de 1838 et l'accès des catholiques à l'administration locale. O'Connell décide néanmoins d'aller plus loin dans ses revendications qui se font désormais plus politiques et crée l'Association pour la révocation de l'Acte d'Union (*Repeal Association*). **1841** : O'Connell est élu maire de Dublin. **1842** : Création du journal *The Nation* par un groupe de « Jeunes Irlandais » venant de tous les horizons confessionnels. **1843** : Point culminant de la campagne du bouillonnant et décidément très populaire O'Connell, qui organise plus de trente meetings durant cette seule année 1843, en des lieux chargés de sens pour les Irlandais. Ainsi, le 15 août, 250 000 personnes viennent l'écouter sur la colline de Tara. À Tuam, le leader n'a pas hésité à déployer l'Union Jack sur le clocher de la cathédrale pour bien marquer sa loyauté envers l'Angleterre. Mais en dépit du légalisme de O'Connell et de son aversion pour toute action violente, l'Angleterre prend peur et envoie des troupes en Irlande. Les autorités interdisent, le 7 octobre, le rassemblement grandiose que O'Connell souhaitait tenir sur la rive de Clontarf où Brian Boru avait vaincu les Scandinaves en 1014. Arrêté, le leader préfère annuler le meeting. C'est la fin de l'action non violente des masses populaires. **1844** : Le procès intenté à O'Connell est si scandaleux que la sentence est cassée par la Chambre des lords. Mais en acceptant d'annuler le meeting et en s'adressant aux lords pour faire réviser son procès, O'Connell s'est déconsidéré aux yeux de certains de ses partisans. **1845** : Désaccord entre les membres de la

Jeune Irlande et O'Connell quand le gouvernement établit des collèges universitaires « neutres » à Belfast, Cork et Galway. O'Connell crie au scandale et dénonce le caractère non confessionnel de ces établissements, tandis que la jeune génération se félicite d'un tel rapprochement œcuménique. Par ailleurs, jusqu'en 1847, Thomas Davis (qui meurt en septembre 1845 du choléra) et ses amis de la Jeune Irlande publient les 22 ouvrages de la *Library of Ireland*, destinés à instruire le peuple dans l'histoire et la littérature d'Erin. Ils cherchent en effet à investir le terrain de l'éducation et de la culture, délaissé par O'Connell, trop absorbé par les luttes matérielles et politiques. « Un peuple sans sa langue n'est que la moitié d'une nation. Une nation se doit de conserver sa langue plus que ses territoires. C'est une barrière plus sûre et une frontière plus importante que forteresses et fleuves. Perdre votre langue maternelle et apprendre celle de l'étranger, c'est la pire marque de la conquête : c'est l'âme que l'on charge de chaînes. » La même année enfin voit la réorganisation de l'ordre d'Orange, l'organe essentiel du régime colonial, trop puissant pour être inquiété par les autorités. **1845** : Début de la Grande Famine qui dure jusqu'en 1849. Vingt ans avant la catastrophe, Walter Scott disait déjà de la paysannerie irlandaise : « Leur pauvreté n'est pas exagérée, ils sont au bord de la misère humaine. » 45 % des fermes sont si petites (5 acres ou moins) qu'il est en effet impossible de faire vivre une famille de façon décente, en ayant par ailleurs les fermages à payer. Aussi, quand une importante partie de la récolte de pommes de terre, le principal aliment de la majorité des paysans (qui vivent de la pomme de terre comme les Chinois du riz, a-t-on écrit), est détruite par un champignon, la catastrophe, humaine et culturelle, prend une ampleur sans précédent. L'île qui comptait encore en 1845 quelque 9 millions d'habitants, verra sa population descendre à 4 millions d'âmes avant la fin du siècle et continuer à diminuer au XXe siècle encore. Il faut dire que durant les seules années 1846-1849, un million et demi de personnes meurent de faim ou de maladie, tandis qu'un autre million choisit de quitter l'Irlande, ouvrant les vannes d'une émigration qui finira par fortement inquiéter le pouvoir politique. L'émigration, certes, existait déjà : mais elle n'avait jusqu'alors concerné que des élites (clercs, aristocrates, soldats) qui, pour des raisons essentiellement politiques et religieuses, s'exilaient sur le vieux continent. Ce sont désormais les populations les plus pauvres qui partent outre-Atlantique ou en Grande-Bretagne, où elles sont en général mal accueillies par des Anglais ou des Américains protestants craignant l'arrivée de cette nouvelle main d'œuvre bon marché qui ne tarde pas à constituer un sous-prolétariat misérable. C'est dans les années 1850 que naît aux États-Unis la société nativiste des Know Nothing, revendiquant l'Amérique aux Américains. En 1900 néanmoins, un tiers de la population new-yorkaise est irlandaise. Au-delà de cette hémorragie humaine, l'Irlande est également touchée dans son âme : en ravageant tout particulièrement l'ouest de l'île, cette Irlande de l'Irlande, la famine détruit davantage la langue gaélique que les sept siècles d'occupation anglaise. Face à la catastrophe, le gouvernement réagit tardivement et de façon insuffisamment conséquente. Peel fait bien acheter durant l'automne pour 100 000 livres sterling de maïs aux États-Unis ; mais le libre-échange lui interdit d'impliquer davantage l'État dans la résolution de la crise dont il a d'ailleurs du mal à mesurer l'étendue. Il met sur pied un plan de secours contre la famine, le chômage et la maladie et développe également une politique de travaux publics dont la mise en œuvre s'avère difficile. **1846** : Le groupe parlementaire irlandais se divise : William Smith O'Brien, opposé à la collaboration avec les libéraux, fonde la Confédération irlandaise. La récolte de pommes de terre est cette fois entièrement détruite. Un nouveau Coercion Bill permet au lord-lieutenant de proclamer une sorte de loi martiale et de faire face aux premiers troubles : à défaut de nourriture, l'Angleterre choisit d'envoyer des soldats. **1847** : Mort de O'Connell qui s'était retiré de la politique l'année précédente. Par son acceptation du jeu parlementaire et par son emploi préférentiel de l'anglais, il a contribué à l'anglicisation de l'Irlande, tout en éveillant la conscience politique des masses catholiques. En faisant de l'Église le relais de son action, il a néanmoins définitivement perdu pour la cause irlandaise l'Ulster presbytérien. L'élan impulsé par son action politique s'était brisé avec la catastrophe de la Grande Famine. **1847** : L'Irish Poor Law met les indigents à la charge des contribuables et des grands propriétaires, pourtant presque tous en faillite. Certains sont contraints d'expulser des tenanciers pour restreindre la population des assistés. **1848** : La « Jeune Irlande », qui paraît trop intellectuelle et trop peu religieuse aux yeux des masses catholiques, se divise. Certains, comme John Mitchell, qui prêche l'insurrection dans son journal *United Irishman*

(il y enseigne comment saboter les voies ferrées ou faire sauter les ponts), préconise la révolution agraire. D'autres, comme Gavan Duffy et Smith O'Brien, se refusent à lancer l'Irlande exsangue dans toute nouvelle rébellion. Pourtant, encouragés par les succès apparents des mouvements révolutionnaires européens de 1848, les « Jeunes Irlandais » préparent un soulèvement et entrent en contact avec un représentant de la IIe République, Lamartine. La plupart des révolutionnaires sont arrêtés avant de passer à l'action et l'insurrection n'est pas suivie par les masses : c'est une escarmouche insignifiante à Ballingarry (« la bataille du carré de choux de la veuve Mac Cormack »), le 30 juillet 1848, qui met un terme à l'aventure. La Jeune Irlande entre néanmoins dans la mémoire nationale, et son drapeau tricolore va devenir le symbole du mouvement républicain. Plusieurs chefs s'exilent aux États-Unis. Quant à Mitchell, il est condamné à quatorze ans de déportation. **1849** : Suppression presque totale des droits sur le blé (*Corn Laws*) grâce à Peel, un conservateur rallié aux idées libre-échangistes. La majorité protectionniste du parti tory ne pardonne pas cette trahison à son leader. Mais cette mesure ne change pas grand-chose en Irlande, car le gouvernement ne songe pas une seule fois à se départir de la sacro-sainte théorie du « laisser faire, laisser passer » et du principe de non intervention : rien ne doit entraver la libre concurrence et l'initiative privée. Ainsi voit-on toujours d'énormes quantités de produits exportés vers l'Angleterre. « Pendant la famine, pour un navire chargé de grains qui entrait dans un port irlandais, six partaient avec un chargement analogue » (John Mitchell). L'*Incumbered Estates Act* permet aux landlords, eux-mêmes gravement touchés par la crise, de vendre leurs propriétés endettées. En dix ans, une grande partie de la terre irlandaise va ainsi changer de mains, rachetée à des fins purement spéculatives par des hommes d'affaires. Une nouvelle aristocratie foncière, encore plus étrangère que la précédente à la réalité irlandaise, se constitue. **12 juillet 1849** : à Dolly Brae, 1 400 orangistes prennent d'assaut une colline tenue par un millier de Ribbonmen. **Août 1849** : Visite de la jeune reine Victoria.

Le combat pour la terre et la liberté

1850 : Échec de la Ligue des droits du tenancier (*l'Irish Tenant League*) de Duffy, qui prônait la constitution d'une opposition indépendante, en rupture avec la politique d'alliance avec les whigs inaugurée par O'Connell. **1851** : 250 000 Irlandais émigrent encore cette année-là. Au départ du Connaught et du Munster le plus souvent, les régions les plus pauvres mais aussi les plus irlandaises, ils quittent leur île à bord de véritables « cercueils flottants ». « Si l'on pouvait dresser des croix sur l'eau, la route des émigrants à travers l'Atlantique serait comme un immense cimetière », écrivait alors un commissaire à l'émigration. **1854** : Naissance des chantiers navals Harland et Wolff à Belfast, renforçant le caractère industriel du développement économique de l'Ulster, déjà fort de ses filatures de lin. **1856** : Engels et sa femme, une ouvrière irlandaise rencontrée à Manchester, visitent l'Irlande. « En aucun autre pays d'Europe, écrira-t-il plus tard à Marx, la domination étrangère n'a pris cette forme directe de l'expropriation des indigènes. » **Été 1857** : Dans le nord, les commémorations de la bataille de la Boyne et de la levée du siège de Derry donnent lieu à des violences contre les catholiques. Les attentats terroristes se multiplient sous l'impulsion de sociétés secrètes comme le Phoenix Club, fondé par un ancien révolutionnaire de 1848. **Mars 1858** : Dans une scierie de Lombard Street à Dublin, James Stephens jette les bases de *l'Irish Republican Brotherhood*, une société secrète vouée à l'instauration par la force d'une république irlandaise indépendante et démocratique. À l'automne suivant, il intronise John O'Mahony « organisateur suprême et directeur de l'IRB en Amérique », où il doit regrouper les exilés et relancer de l'extérieur le combat nationaliste. Bientôt, les membres de cette « fraternité » prennent le nom de *fenians*, en souvenir des guerriers de Finn Mac Cumhaill, les héroïques défenseurs de l'Irlande épique. Organisée en cercles subordonnés à un centre, la société se développe dans les régions du sud et de l'est de l'Irlande où elle supprime les vieilles sociétés secrètes agraires, tout en se heurtant à l'opposition de l'Église. **Mai 1860** : Dans un article intitulé « *The Irish Exodus* », le *Times* souligne l'ampleur de l'émigration irlandaise et jette un cri d'alarme : « Il y aura encore une Irlande, mais une Irlande colossale et une Irlande située dans le

Nouveau Monde. Nous n'aurons fait que pousser le Celte vers l'ouest. Cessant désormais d'être emprisonné entre la Liffey et le Shannon, il se répandra de New York à San Francisco. Ceignons nos reins pour être en mesure d'affronter la Némésis de sept siècles de mauvais gouvernement. »

1861 : La dépouille d'un des révolutionnaires de 1848, Terence Mac Manus, est rapatriée de San Francisco à Dublin. L'archevêque de Dublin condamne la manifestation qui rassemblera pourtant plus de 30 000 personnes, témoignant de l'influence des réseaux fenians. **1863** : James Stephens fonde l'hebdomadaire *The Irish People*. Avec Jeremy O'Donovan Rossa, John O'Leary et Charles Kickham, il y attaque les nationalistes constitutionnels. **1865** : Échec d'un projet de soulèvement de l'IRB. *The Irish People* est interdit. **1866** : En Amérique, des rivaux de O'Mahony, contestant l'opportunité d'un soulèvement en Irlande, envahissent le Canada et occupent le fort Érié. En Irlande, l'IRB est démantelée. La fraternité passe bientôt sous le contrôle des officiers irlando-américains ayant combattu durant la guerre de Sécession. **1867** : Matthew Arnold, un critique anglais, publie *Study on celtic literature*, où il loue la finesse et la spiritualité celtiques par opposition au philistinisme et à l'utilitarisme anglo-saxons. **Mars 1867** : Un nouveau soulèvement nationaliste tourne au fiasco, en raison du noyautage de l'organisation par les Anglais et du manque de soutien du clergé et donc de la population. À Manchester, trois fenians sont arrêtés lors de l'évasion de l'un des leurs. Ils sont condamnés à mort. Timothy Sullivan compose en mémoire de ces martyrs de Manchester « *God save Ireland* », qui restera l'hymne du nationalisme irlandais jusqu'en 1916. **Septembre 1867** : Les nationalistes vengent leur mémoire en perpétrant un attentat meurtrier à Londres. **1868** : Assassinat à Ottawa par les fenians de Thomas d'Arcy Mac Gee, un ancien de la Jeune Irlande devenu membre du gouvernement canadien. En Angleterre, l'arrivée au pouvoir du libéral William Ewart Gladstone, foncièrement convaincu de la nécessité de se pencher sérieusement sur la question irlandaise, va marquer une évolution importante dans l'histoire de l'île. **1869** : « Nous sommes lentement, douloureusement, arrivés à la conclusion que l'Irlande doit être traitée à tous égards comme un pays libre, et doit être gouvernée comme tous les autres pays libres selon les sentiments de sa majorité et non de sa minorité. » C'est dans cet état d'esprit que Gladstone fait voter la loi de désétablissement, une loi de séparation de l'Église d'Irlande et de l'État. Les deux tiers environ des biens de l'Église anglicane d'Irlande sont attribués aux églises catholiques et presbytériennes ainsi qu'à des fondations charitables. **Octobre 1869** : La bataille pour l'amnistie des prisonniers politiques et la mobilisation de l'opinion publique contre le régime carcéral rassemblent 100 000 personnes à Cabra, près de Dublin. **1870** : Le premier *Land Act* irlandais étend à l'ensemble de l'île la coutume d'Ulster, plus favorable aux tenanciers qui peuvent désormais tirer bénéfices des améliorations apportées à la terre, sans craindre d'être chassés s'ils s'acquittent des obligations de leur bail. À Dublin naît une association en faveur du *Home Rule*, réclamant l'autonomie locale de l'île à l'intérieur du Royaume-Uni. L'Irlande aurait alors une double représentation : une à Westminster pour les affaires impériales, une autre à Dublin pour ses affaires internes. Ce projet, de type fédéral, est alors défendu par l'avocat protestant Isaac Butt. **1872** : Le *Ballot Act* institue le scrutin secret, ruinant définitivement l'autorité des landlords dans les élections législatives. **1873** : L'association pour le Home Rule se transforme en parti, la *Home Rule League*. L'IRB change de constitution et d'orientation tactique : une nouvelle organisation, le *Clan na Gael*, se substitue à la vieille fraternité feniane qui se scinde en trois factions distinctes, après la sortie de prison des principaux leaders. John Devoy, avec *The New Departure*, milite pour un front commun de toutes les forces progressistes. Jeremiah O'Donovan Rossa, idéaliste et violent, reste quant à lui partisan de la bombe et du revolver. Enfin, O'Leary et Kickham représentent l'intransigeance de la vieille garde feniane dans l'attente d'un nouveau 1867. Gladstone présente un projet de loi visant à réorganiser l'enseignement supérieur en Irlande, par le biais d'une université unifiée. C'est un échec. **1874** : Aux élections de janvier, une soixantaine de députés se réclamant de l'association pour le Home Rule sont élus et constituent un tiers parti souvent indispensable pour établir ou consolider une majorité à la Chambre des communes. **1875** : À Westminster, des nationalistes constitutionnels comme Joseph Biggar lancent la tactique de l'obstruction, le *filibustering* : ils bloquent le travail parlementaire par des interventions interminables (en 1877, ils réussiront ainsi l'exploit de faire durer une séance parlementaire vingt-six heures de suite). Sous la direction d'un député du Meath, Charles Parnell, un jeune propriétaire protestant gagné à la cause irlandaise

après l'exécution des martyrs de Manchester, ils cherchent à attirer l'attention des fenians encore partisans de l'action directe. La tactique de conciliation d'Isaac Butt étant de plus en plus mal perçue, Parnell le remplace bientôt à la tête du parti et devient l'idole des nationalistes irlandais. **1876** : Le père Nolan fonde la *Society for the Preservation of the Irish Language*. **1877 - 1880** : Suite à une série de mauvaises récoltes, les évictions reprennent. **1878** : Standish O'Grady, un landlord conservateur, humilié par la condescendance anglaise à l'égard de l'Ascendancy coloniale, publie une *Histoire d'Irlande : la période héroïque*. À sa lecture, George Russell qui deviendra l'une des figures du renouveau gaélique de la fin du siècle, s'exclame : « C'était la mémoire de ma race qui s'éveillait en moi ! » **1879** : À sa sortie de prison, Michael Davitt, fils de petit fermier expulsé et ancien fenian, comprend la nécessité d'unir les causes agraire et nationaliste. Aux États-Unis, il récolte des fonds auprès des *Clan na Gael* (« enfants des Gaels »). Il fonde la Ligue agraire (*Land League*) dont le programme se résume aux « 3 F » : *Fixity of tenure* (un contrat stable de fermage interdisant l'éviction), *Fair rent* (un juste loyer), *Free sale* (la liberté de vente). Sollicité, Parnell prend alors le risque politique d'épouser la cause de l'agitation sociale pour allier opposition bourgeoise et opposition paysanne et devient le président du mouvement. Ce dernier organise la résistance aux landlords, secourt les fermiers, met en quarantaine les propriétaires qui, comme le capitaine Boycott, pratique des évictions. Du fait de la dégradation de la situation dans les campagnes, dégradation amplifiée par une mauvaise récolte de pommes de terre, un nouveau Coercion Bill est voté, instaurant l'état de siège. **1880** : Les élections législatives envoient aux Communes 65 députés *home rulers* derrière Parnell : John Dillon, le fils d'une des chefs de la Jeune Irlande, Justin Mac Carthy, William O'Brien... Parnell devient le président de l'*Irish Home Rule Parliamentary Party*. **1881** : La loi Forster cherche à mettre fin à l'agitation en annonçant la dissolution de la Ligue agraire. Michael Davitt puis Parnell sont emprisonnés. Mais en parallèle, le Land Act reprend bon nombre des revendications des « 3 F ». Par ailleurs, en créant des tribunaux d'arbitrage, l'État décide de s'interposer entre les tenanciers et les landlords qui n'ont plus le dernier mot. Sept cent cinquante propriétaires continuent néanmoins de se partager la moitié de l'île. **1881 - 1882** : L'agitation reprend de plus belle, les évictions se multiplient. Y répondent aussitôt les crimes agraires, suivis de représailles souvent arbitraires. **1882** : L'agitation prend fin grâce à l'autorité de Parnell d'une part, qui veut mettre un terme aux pratiques terroristes, et à la volonté réformatrice de Gladstone, d'autre part, qui restreint les droits des propriétaires, accepte de retirer la loi Forster et de libérer les prisonniers politiques : c'est le *Kilmainham Treaty*, du nom de la prison où les deux hommes se sont mis d'accord. Forster est remplacé au secrétariat d'État pour l'Irlande par Frederick Charles Cavendish. **6 mai 1882** : Le soir même de son arrivée à Dublin, Cavendish est assassiné dans Phoenix Park par les membres d'une société secrète, les « Invincibles ». Gladstone n'a d'autre choix que de présenter un *Crime's bill*. **1882** : Fondation de l'*Irish National League*, qui prend le relais de la *Land League*, la ligue agraire. Le syndicat paysan fait moins référence au problème de la terre et se transforme en organisation électorale. **1882 - 1885** : Nombreuses tentatives avortées d'attentats de la part des sociétés secrètes. **Mai 1883** : Le pape Léon XIII, tout en manifestant sa bienveillance à l'égard de l'Irlande, regrette « la mauvaise direction prise par le patriotisme irlandais ». **1884** : Naissance de la *Gaelic Athletic Association* (GAA) de Michael Cusack. Patronnée par l'archevêque Thomas Croke (qui donnera son nom à un stade de jeux gaéliques à Dublin), elle milite pour la pratique des sports traditionnels. La plupart des futurs combattants de 1916-1922 se forment physiquement dans cette association, en apprenant notamment le maniement de la batte de *hurley*, le hockey irlandais. **24 janvier 1885** : Une explosion souffle trois étages de la Tour de Londres, tandis que deux bombes éclatent à Westminster, dans la crypte et dans le vestibule de la Chambre des communes. **Juin 1885** : Une coalition entre le parti tory de Randolph Churchill et le groupe parlementaire irlandais fait tomber Gladstone. La technique de l'obstruction parlementaire n'étant plus possible, Parnell a en effet choisi de voter tantôt pour les conservateurs, tantôt pour les libéraux, afin de modifier constamment la majorité parlementaire et de se rendre indispensable aux grandes formations. La nouvelle majorité vote une loi donnant la possibilité aux fermiers d'acheter leur exploitation, l'État leur avançant pour cela la somme nécessaire. **1886** : Les élections législatives envoient 335 libéraux, 249 conservateurs et 86 Irlandais à la chambre : à la tête d'une minorité de blocage, Parnell est le maître du jeu et continue

à faire et défaire les majorités à sa guise. Gladstone, convaincu que « sa mission est de sauver l'Irlande » et de rehausser le prestige international de l'Angleterre dans cette affaire, soumet aux Communes un projet de Home Rule (d'autonomie) pour l'Irlande. Il préconise la constitution d'un pouvoir exécutif responsable devant un Parlement irlandais qui laisserait le dernier mot à Westminster dans le domaine des affaires extérieures. Le pays s'enflamme, les débats sont passionnés. Le parti libéral se divise : Joseph Chamberlain, par exemple, refuse de suivre Gladstone sur le terrain de l'autonomie politique : il fonde le parti libéral-unioniste, soutenu par une bonne partie de l'élite intellectuelle anglaise. Conduits par lord Randolph Churchill, tous les protestants d'Ulster, dissidents compris, s'y opposent également. Avec courage, Gladstone continue de défendre son projet qui n'obtient finalement que 311 voix contre 341. Un nouveau Coercion Bill, le soixante-treizième depuis quatre-vingt-six ans est voté : il est d'une rigueur exceptionnelle et décrété d'application permanente. **1887** : Face au nouveau gouvernement conservateur soutenu par les libéraux-unionistes, l'agitation agraire reprend, donnant lieu à une nouvelle loi de répression. Le *Times* accuse Parnell de collusion avec les auteurs du double meurtre de Phoenix Park **1889** : Parnell est innocenté. Mais son image est ternie par sa liaison, pourtant de notoriété publique, avec Katharine O'Shea, une femme mariée. Il sera condamné pour adultère l'année suivante. **1890** : En dépit de la campagne d'opinion qui continue de s'acharner contre lui, Parnell refuse de se démettre pour donner une chance au Home Rule d'aboutir. Le parti irlandais se divise et la majorité, conduite par John Dillon et Michael Davitt, se prononce contre lui. **1891** : William Butler Yeats (1865-1939), chef du mouvement littéraire irlandais, fonde la Société littéraire nationale. Son œuvre est très marquée par le folklore irlandais ainsi que par le symbolisme français. Il recevra en 1923 le prix Nobel de littérature. **1891** : En dépit de son opposition à toute autonomie politique de l'Irlande, la coalition unioniste s'engage dans les réformes agraires. La loi du rachat des terres, présentée par Balfour, crée un fonds de prêts d'État, garantis par la terre, pour distribuer de plus larges crédits aux fermiers désireux de devenir propriétaires. Un Bureau des districts surpeuplés (*Congested District Board*) est mis en place pour développer les terres pauvres du littoral. **6 octobre 1891** : Mort de Parnell. James Joyce écrira sur cette grande figure du nationalisme irlandais : « Comme un second Moïse, Parnell a conduit son peuple indiscipliné et instable de la terre d'humiliation jusqu'aux frontières de la Terre promise. » **1892** : Revenu au pouvoir pour la quatrième fois, Gladstone, décidément « enchaîné à l'Irlande comme Ulysse à son mât », soumet un nouveau projet de Home Rule qui est voté par les communes. Mais la Chambre des lords le rejette par 378 voix contre 41. **1893** : Le poète celtisant et folkloriste Douglas Hyde (un protestant) ainsi que l'historien Eoin Mac Neill (un catholique) fondent la ligue Gaélique, pour promouvoir la langue nationale et « désangliciser » le pays. Douglas Hyde montre l'exemple en écrivant des poèmes en gaélique. Il faut dire que le nombre de personnes parlant la langue traditionnelle est tombé à moins de 700 000. Il s'élevait encore à 4 millions en 1835. **1894** : Le landlord Horace Plunkett fonde la « Société d'organisation agricole irlandaise » (*Irish Agricultural Organisation Society*) dont le poète George Russell devient la cheville ouvrière en 1897. Elle fonde des coopératives locales, fournit de la documentation agricole... Les fenians y sont peu favorables, jugeant qu'elle détourne les paysans du vrai combat. **1896** : Création de l'*Irish Socialist Republican Party* par James Connolly, qui mêle dans son programme revendications politiques et revendications sociales. **1898** : Institution de conseils de comtés élus par tous les électeurs, y compris les femmes, marquant davantage encore la perte d'influence des landlords. Le centenaire du soulèvement de 1798 ranime les passions politiques. **1899** : Arthur Griffith, membre de la ligue Gaélique, prêche dans son journal l'*United Irishman* la doctrine *Sinn Féin* : « Nous-mêmes », ou « Nous seuls ». Il préconise le retrait de la représentation irlandaise aux Communes, la constitution d'une contre-société et d'une contre-culture, ainsi qu'une désobéissance passive de grande ampleur : « Cessons toutes relations avec leurs usines et leurs banques, ne demandons plus justice à leurs tribunaux, ne leur payons plus de taxes. » **1899** : Yeats, lady Gregory et Edward Martyn fondent le Théâtre littéraire irlandais. L'âme de cette renaissance littéraire, W.B. Yeats, rêve de dépasser les préjugés de l'Ascendancy pour forger une Irlande qui tirerait de l'union de ses deux traditions rivales la volonté de combattre le matérialisme ambiant : « J'avais remarqué que les catholiques irlandais, parmi lesquels étaient nés tant de martyrs politiques, n'avaient ni le bon goût, ni la courtoisie domestique et la décence de l'Irlande

protestante que j'avais connue, mais l'Irlande protestante paraissait ne songer qu'à prospérer dans le monde. Je songeais que nous pourrions rapprocher ces deux moitiés si nous avions une littérature nationale qui rendît l'Irlande belle dans la mémoire et qui pourtant fût libérée du provincialisme par une critique exigeante, une attitude européenne. » **28 octobre 1899** : Publication dans l'**United Irishman** du manifeste de la brigade irlandaise de Sean Mac Bride qui se bat aux côtés des fermiers boers contre les Anglais dans le Transvaal. Il y désigne l'Angleterre « comme le vampire qui a sucé notre sang pendant des siècles. Ses difficultés sont la chance de l'Irlande ». **1900** : David Patrick Moran fonde un hebdomadaire intitulé *The Leader*, dans lequel il souligne l'impérieuse nécessité de développer l'industrie irlandaise et d'instaurer des barrières protectionnistes, afin d'inciter les Irlandais à acheter irlandais. Les femmes nationalistes se regroupent quant à elles dans l'association *Inghinidhe Nah Eireann* fondée par Maud Gonne, l'égérie de Yeats. **1900 - 1918** : John Redmond dirige le groupe parlementaire irlandais qui a retrouvé une certaine unité. Mais tous les Irlandais ne sont pas des home-rulers. Avec le développement de l'instruction et le développement du *Gaelic Revival*, ils sont nombreux à penser de nouveau à l'indépendance totale. **1903** : Une nouvelle loi agraire des conservateurs, la loi Wyndham, liquide le landlordisme. Grâce à cette « nuit du 4 août de l'Ascendancy », l'Irlande, qui était une terre de grandes propriétés, devient peu à peu un pays de petits propriétaires exploitants. L'État peut racheter des grands domaines pour en distribuer les terres aux fermiers qui lui paient un loyer et peuvent, sur le long terme, devenir propriétaires. Les Irlandais qui ne possédaient que 3 % du territoire en 1872 en auront les deux tiers en 1914. La même année, lors d'une visite officielle de la reine Victoria, la municipalité de Dublin refuse de lui présenter la *loyal address* traditionnelle. **1904** : Ouverture de l'Abbey Theatre, notamment dirigé par Yeats, qui va donner une série de représentations traitant des grandes heures de l'histoire nationale. **1905** : Le mouvement du Sinn Féin se transforme en parti politique. Il est largement noyauté par les fenians. **1907** : Un projet de loi envisageant de concéder aux Irlandais la haute main sur huit des 45 boards administrés par le Château est rejeté. Yeats se retire après l'échec de la représentation du *Baladin du monde occidental* de Synge, jugé trop irrévérencieux vis-à-vis de l'Église et de la situation morale de l'Irlande. Installation à Dublin de Tom Clarke, chargé de reconstituer les réseaux de l'IRB et de noyauter les associations de l'opposition extraparlamentaire. **1908** : Quelques mois après la grève du port de Belfast, James Larkin, un des dirigeants du syndicat des dockers, rompt avec les trade-unions britanniques et fonde **The Irish Transport Workers' Union**. Il est bientôt rejoint par James Connolly, avec qui il prend la tête de l'*Irish Socialist Republican Party*. L'agitation ouvrière prend le relais de l'agitation agraire. **1908** : Pearse ouvre un collège secondaire dans la banlieue de Dublin. Baptisé Saint Enda, il est placé sous l'invocation de Cuchulainn et des vertus héroïques et rencontre rapidement un réel succès. La même année voit également la naissance de la *National University of Ireland*, créée à l'initiative de l'Église catholique. **1909** : La comtesse Markiewicz fonde les Fianna, une organisation de boy-scouts irlandais. **1911** : Retour des libéraux au pouvoir. Leur réforme constitutionnelle ne laisse plus à la Chambre des lords qu'un veto suspensif de deux ans : plus rien ne semble s'opposer à l'autonomie irlandaise. Tandis que le premier ministre Asquith prépare un nouveau projet de Home Rule, la résistance protestante en Ulster s'organise sous la direction d'Edward Carson, qui prend la tête du Conseil unioniste d'Ulster. Quant à l'IRB, elle lance un nouveau journal, *Irish Freedom*, prônant l'indépendance totale. **28 septembre 1912** : Carson fait signer par 471 000 Ulstériens une déclaration refusant de reconnaître à l'avance l'autorité de tout gouvernement irlandais créé par le Home Rule. **Janvier 1913** : Vote par les Communes du Home Rule qui ne laisse finalement qu'une autonomie partielle à l'Irlande. Le gouvernement anglais se réserve les politiques extérieure, douanière et monétaire, nécessitant le maintien d'une délégation de 48 députés irlandais à Westminster. Un Parlement de deux chambres est institué à Dublin pour la gestion des affaires locales. Le projet fait presque l'unanimité contre lui : très insuffisant aux yeux de bon nombre de nationalistes, il fait trop de concessions selon les protestants. Comme c'était prévisible, la Chambre des lords repousse le projet, laissant à tous deux années pour organiser la riposte. Les protestants d'Ulster se donnent alors une organisation militaire, qui compte bientôt près de cent mille hommes, « les Volontaires d'Ulster » (*Ulster Volunteer Force* ou UVF), dont le mot d'ordre est : *Not an inch* (« ne pas céder un pouce »). Les factieux sont largement soutenus par

l'Angleterre dans leur campagne de désobéissance. De leur côté, jugeant avec Eoinn Mac Neill, que « le Nord a commencé », les catholiques se regroupent au sein du Comité de Volontaires irlandais, qui émane du Sinn Féin. Dans son nouveau journal, *An barr Buadh* (« La Trompette de la victoire »), Pearse exalte l'action directe. **Juillet 1913 - février 1914** : Le maire de Dublin, patron des tramways et de la presse, décide de licencier dans ses entreprises tous les ouvriers membres de l'Irish Transport Workers' Union. L'ensemble des patrons de la ville veulent alors faire signer aux travailleurs des certificats de non-appartenance à l'organisation syndicale de Larkin et de Connolly. Une grève générale, timidement soutenue par les trade-unions britanniques, est déclenchée : 400 entreprises ripostent par un lock-out massif. Larkin est arrêté, mais vite relâché devant l'ampleur de la contestation, qui dure plusieurs mois, au terme desquels les ouvriers garderont la possibilité de s'affilier au syndicat irlandais. C'est durant cette grève que naît la *Citizen Army*, qui se donne pour mission de protéger les manifestations ouvrières et, à terme, de libérer l'Irlande du joug anglais et capitaliste. Il existe ainsi, après les Volontaires de l'Ulster et le Comité des Volontaires irlandais, une troisième armée privée en Irlande. **Septembre 1913** : Dans le Nord, l'*Ulster Unionist Council*, présidé par Carson, s'érige en gouvernement provisoire. **20 mars 1914** : Des officiers britanniques du camp de Curragh, près de Dublin, préfèrent démissionner plutôt que d'avoir à affronter les milices ulstériennes. **25 mai 1914** : Le projet de Home Rule est voté une troisième fois par les Communes. Il n'y manque plus que la signature de George V. **24 juillet 1914** : Échec de la conférence cherchant à fixer les limites de la région à exclure du Home Rule Bill. Carson a proposé l'exclusion des 6 comtés de colonisation (Antrim, Down, Armagh, Derry, Tyrone et Fermanagh). C'est cette solution qui sera finalement retenue sept ans plus tard.

La question de l'Ulster

3 octobre 1968 : Le ministre de l'Intérieur ulstérien interdit une manifestation de la NICRA qui, de Coalisland à Dungannon, devait traverser les quartiers catholiques et protestants. Le mouvement passe outre l'interdiction et, deux jours plus tard, les forces de police empêchant tout repli, les manifestants se heurtent violemment aux autorités. Une commission d'enquête condamnera par la suite « le matraquage injustifiable et inexcusable » des marcheurs, et en particulier de deux députés laissés à terre dans une mare de sang. Des affrontements éclatent dans les quartiers catholiques. Ces images choquent l'opinion britannique et marquent un tournant dans l'histoire des six comtés nord-irlandais qui n'allaient pas tarder à sombrer dans les affres de la guerre civile. Galvanisés par les exemples américains et français, des étudiants gauchistes, membres de *People's Democracy*, adoptent un programme révolutionnaire demandant l'égalité des droits mais aussi le contrôle ouvrier sur l'industrie et le partage des terres. Pour prévenir les risques de débordements, John Hume, Ivan Cooper et Michael Canavan fondent un *Citizen's Action Committee* résolument non violent. Ils multiplient les rassemblements, où sont lus des articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme ou encore chanté le « *We shall overcome* » des Noirs de l'Alabama. De son côté, Terence O'Neill, pour faire cesser les tensions « avant que le sang ne coule », annonce en novembre une série de réformes visant à mettre fin aux abus et aux injustices sociales.

1969 : Le 4 janvier, une longue marche de 110 km organisée par les membres de *People's Democracy* entre Belfast et Londonderry est violemment attaquée par les extrémistes rameutés par le révérend Paisley. Les forces de l'ordre n'interviennent pas en dépit de la violence inouïe des protestants : les manifestants sont jetés à l'eau depuis le pont de Burntollet, ou lapidés. Une fois à Londonderry, les jeunes du ghetto catholique du Bogside qui proclament leur territoire « Free Derry » s'en prennent à la police qui investit le quartier sans ménagement. Des élections anticipées sont organisées pour tenter de résoudre la crise : John Hume est élu au Stormont.

Avril 1969 : Bernadette Devlin, une jeune étudiante de 22 ans membre du *People's Democracy*,

est élue à Westminster. Terence O'Neil a vu quant à lui son assise électorale s'éroder et doit bientôt démissionner après une série d'attentats à l'explosif perpétrés, non par l'IRA, mais par l'UVF (les Volontaires de l'Ulster protestants). Il est remplacé par son cousin le major James Chichester-Clark qui amnistie les auteurs de troubles des deux bords.

Été 1969 : Les traditionnelles marches orangistes sont le théâtre de nouveaux affrontements : pour répondre plus efficacement aux provocations, les catholiques créent la *Derry Citizen's Defence Association* (DCDA). Elle organise avec minutie la résistance en hérissant le quartier de barricades et en accueillant les forces de police sous une pluie de cocktails Molotov. Affolé, le gouvernement commet l'erreur de mobiliser 8 000 membres de l'*Ulster Special Company*, les célèbres *B'Specials*, dont les exactions contraignent bientôt le Premier ministre à faire appel aux soldats britanniques, accueillis en libérateurs par les catholiques de Derry. À la mi-août, c'est cette fois à Belfast que les choses dégènèrent : des maisons sont incendiées, 1 500 familles catholiques sont chassées de leur domicile et sept personnes perdent la vie dans les affrontements intercommunautaires. À la fin du mois, le ministre de l'Intérieur britannique se rend sur place aux côtés de Hume et promet une « ère nouvelle » (désarmement des *B'Specials*, réformes, ouverture d'un Bureau des relations communautaires...). Les protestants enragent et ripostent en constituant des groupes d'autodéfense.

Décembre 1969 : Les tragiques événements de l'été ont montré l'incapacité de l'IRA, alors largement réduite à une fraction de marxistes, à défendre les catholiques d'Ulster : sur les murs calcinés des quartiers mis à sac par les protestants, on peut lire ce graffiti : « *IRA = I ran away* ». L'organisation secrète ainsi que le Sinn Fein éclatent : tandis que les *Officials*, de tendance communiste, refusent de renoncer à l'action de masse, pensant que cette forme de protestation peut servir de point d'appui à un élargissement de leur action, les *Provisionnals*, nationalistes, veulent s'armer pour défendre les quartiers catholiques.

Avril 1970 : Oliver Napier fonde le Parti de l'Alliance, ouvert aux protestants comme aux catholiques, prônant un réformisme modéré. Il recrute dans la classe moyenne qui, lasse des sectarismes, avait soutenu la politique de O'Neill.

6 mai 1970 : Dans le Sud, Jack Lynch révoque son ministre de l'Agriculture, Neil Blaney, ainsi que celui des Finances, Charles Haughey, tous deux suspectés de faire importer des armes du continent pour l'IRA. Ils seront mis hors de cause par la suite.

Juin 1970 : À Belfast, des francs-tireurs de l'IRA provisoire repoussent des émeutiers protestants. C'en est fini des manifestations spontanées, dictées par la pauvreté et la discrimination : la guérilla urbaine, organisée, méthodique et brutale, commence, sous la houlette de chefs comme Gerry Adams (Belfast ouest) ou encore de Martin Mac Guinness (Derry). Le ministère de l'Intérieur britannique laisse à l'armée le soin de faire régner le calme par des interventions musclées.

Été 1970 : Naissance du *Social Democratic and Labour Party* (SDLP), une formation de centre gauche issue de la NICRA et du mouvement pour les droits civiques. Présidée par Gerry Fitt (John Hume en est le vice-président), elle milite pour l'accélération des réformes, le resserrement des liens avec la République irlandaise et la réunification, avec le consentement des populations.

3 février 1971 : L'artilleur Robert Curtis est le premier soldat anglais tué par l'IRA.

16 mars 1971 : Tandis que la Royal Ulster Constabulary est réarmée, le Premier ministre nord-irlandais, faute d'obtenir les soldats supplémentaires réclamés à Londres, démissionne le 16 mars. Il est remplacé par Brian Faulkner, un pragmatique qui tend la main à l'opposition et propose de charger le SDLP (Social Democratic and Labour Party) de différentes commissions de réformes.

Juillet 1971 : La situation se dégrade de nouveau à Derry, quand les soldats anglais tuent deux bogsiders. Le SDLP, n'ayant pas obtenu la constitution d'une commission d'enquête sur cette

affaire, décide de former un *alternative Parliament*. Le Stormont devient la chambre d'enregistrement d'un parti unique.

9 août 1971 : Faulkner rétablit l'internement administratif sans procès qui avait eu largement raison de la campagne de l'IRA de 1956-1962, entraînant l'arrestation immédiate de plusieurs centaines de personnes. Mais aucun loyaliste n'est inquiété : les catholiques sont ulcérés et bon nombre de gens ordinaires se transforment en combattants résolus. Durant le seul mois d'août, on dénombre une centaine d'attentats à la bombe. John Hume lance de son côté une campagne de résistance passive appelant au boycott des impôts : le Parlement décide de retenir alors les prestations sociales. Le gouvernement est bientôt débordé par la droite : les associations d'auto-défense se rassemblent au sein de l'*Ulster Defence Association* (UDA), réplique protestante de l'IRA.

Octobre 1971 : Le parti unioniste est mis à mal par la scission du révérend Paisley et de Desmond Boal qui créent le *Democratic Unionist Party* (DUP). Ils se revendiquent à droite sur les questions constitutionnelles et à gauche sur les questions sociales.

30 janvier 1972 : Un nouveau pas est franchi dans la violence quotidienne de l'Irlande du Nord. À l'issue d'une manifestation interdite de la NICRA, les soldats du Parachute Régiment, au motif qu'ils ont essuyé des tirs d'armes automatiques dont la preuve ne sera jamais apportée, ouvrent le feu sur la foule. Ce nouveau « *Bloody Sunday* » cause la mort de 14 personnes et pousse les jeunes catholiques dans les bras de l'IRA. Le lendemain, 20 000 manifestants mettent le feu à l'ambassade de Grande-Bretagne à Dublin. À Westminster, Bernadette Devlin gifle le ministre de l'Intérieur Reginald Maudling qui n'a pas su éviter une telle tragédie.

22 février 1972 : Les Officiels de l'IRA, entraînés à leur tour dans l'escalade de violence, font exploser, en Angleterre, le mess des officiers de la base des parachutistes d'Aldershot, ce qui cause la mort de sept personnes parmi lesquelles cinq femmes et un aumônier catholique, victimes d'une violence devenue totalement aveugle. Les Provisionals posent quant à eux une bombe dans Lower Donegal Street.

22 mars 1971 : À Londres, Faulkner est sommé d'accepter un plan d'apaisement prévoyant l'organisation périodique de consultations sur la réunification de l'Irlande, l'allègement progressif des mesures d'internement administratif et surtout le transfert au Parlement britannique des responsabilités intéressant la loi et l'ordre. Les Unionistes ne peuvent accepter cette dernière clause sans désavouer toute leur politique.

24 mars 1971 : Edward Heath annonce qu'il prend en main l'administration directe de la province, mettant fin à cinquante ans de domination unioniste protestante en Ulster. Une administration de type colonial, le *Northern Ireland Office*, dirigé par William Whitelaw, est mise en place et prend une série de mesures d'apaisement (amnistie de partisans des droits civiques, allègement des patrouilles militaires...).

1972 : L'ordre d'Orange est officiellement dissous.

Mai 1972 : « Nous avons le choix entre participer à la grande renaissance actuelle de l'Europe, ou nous résigner à la stérilité économique, sociale et culturelle. Nous sommes à un tournant, comme Robinson Crusoé lorsque survint le bateau qui devait le reconduire dans le monde. » Cinq jours après ce discours de Jack Lynch, le Premier ministre de l'Eire, 83 % des Irlandais se prononcent pour l'entrée dans la Communauté économique européenne.

29 mai 1972 : L'IRA officielle décrète le cessez-le-feu.

26 juin 1972 : L'IRA provisoire lui emboîte le pas. Munis de sauf-conduits, les membres de son état-major, dont Gerry Adams et Martin Mac Guinness, rencontrent William Whitelaw à Londres. Mais les pourparlers tournent court car les chefs républicains formulent des demandes

impossibles.

18 juillet 1972 : La trêve est rompue et le centième soldat britannique tombe sous les balles de l'IRA provisoire.

21 juillet 1972 : Vingt-six bombes éclatent à Belfast, faisant 11 morts et plus de 130 blessés.

31 juillet 1972 : Whitelaw déclenche l'opération Motorman : plus de deux mille soldats en tenue de combat, appuyés par 600 véhicules blindés soutenus par des hélicoptères, investissent le Bogside. 36 000 soldats, policiers et réservistes se rendent maîtres des « zones libérées », républicaines ou loyalistes. Le secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord expose alors ses vues sur l'avenir de la province : la volonté de la majorité de la population sera respectée, la dimension irlandaise de la question d'Irlande enfin reconnue à travers la constitution d'un Conseil d'Irlande, le concept du partage du pouvoir exécutif officialisé. Les compétences de l'ancien Stormont devront être rétrocédées à une assemblée élue à la proportionnelle. Le projet est bien accueilli par Dublin et le SPLD, plus fraîchement pas les unionistes. Quant à l'IRA et à l'UDA de Paisley, elles se prononcent contre ce compromis, la première parce qu'il pérennise la partition, la seconde parce qu'elle semble y porter atteinte.

Décembre 1972 : Le peuple irlandais approuve les deux amendements constitutionnels proposés par le gouvernement de Jack Lynch : le premier abaisse l'âge électoral à 18 ans, le second abroge l'article 44.1 controversé sur la « position spéciale » de l'Église dans la République. Dans le même temps est voté un *Offence Against the State Act* destiné à lutter plus efficacement contre les atteintes à la sûreté de l'État.

1er janvier 1973 : Entrée simultanée de la Grande-Bretagne et de l'Irlande dans le Marché commun.

22 novembre 1973 : Dans le Nord, un gouvernement intercommunautaire se constitue sous la présidence de Faulkner et la vice-présidence de Gerry Fitt. John Hume devient ministre du Commerce et de l'Industrie.

9 décembre 1973 : Lors d'une conférence tripartite, un accord est signé à Sunningdale dans le Berkshire, prônant la recherche du consensus démocratique et reconnaissant la dimension britannique et irlandaise du problème ulstérien. En réaction à l'accord, toutes les organisations paramilitaires protestantes se dotent d'un état-major conjoint, tandis que les politiques se rassemblent dans l'*United Ulster Unionist Council* (UUUC). Faulkner, mis en minorité, doit quitter la direction de son parti.

1973 : Le sénateur travailliste républicain Paddy Wilson, qui avait soutenu la création du SDLP, est assassiné par des extrémistes loyalistes.

1973 : Le gaélique cesse d'être l'une des matières essentielles des concours d'État ainsi que la condition indispensable à l'entrée dans la fonction publique.

28 février 1974 : Des élections anticipées, imprudemment provoquées par Edward Heath confronté à la grève des mineurs et à de sérieuses difficultés économiques, empêchent le nouveau gouvernement nord-irlandais de faire ses preuves. Les candidats de l'United Ulster Unionist Council emportent onze des douze sièges ulstériens au Parlement anglais, le douzième allant à Gerry Fitt. À Londres, Harold Wilson succède à Heath. Il nomme Merlyn Rees secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord.

15 mai 1974 : Un mouvement ouvrier loyaliste, l'*Ulster Workers' Council* (UWC), ayant menacé la province d'une grève générale si de nouvelles élections n'étaient pas organisées, l'Irlande du Nord est paralysée après l'échec d'une motion condamnant le partage du pouvoir et le conseil d'Irlande. La province sombre dans le chaos, les villes se hérissent de barricades, l'état d'urgence

est déclaré. Harold Wilson ne fait rien pour sauver les accords de Sunningdale.

17 mai 1974 : L'UVF fait exploser trois bombes à Dublin et à Monaghan (33 morts). En représailles, l'IRA fait sauter deux bars de Birmingham (19 morts). Une nouvelle loi antiterroriste est votée à Westminster.

9 février 1975 : L'IRA provisoire annonce une suspension de sa campagne de violence.

29 août 1975 : Mort d'Eamon De Valera, présenté par le *New York Times* comme le « de Gaulle irlandais ».

23 janvier 1976 : Fin de la suspension des hostilités de l'IRA. Peu de temps après, Christopher Ewart Biggs, l'ambassadeur britannique à Dublin, est assassiné.

10 août 1976 : En Ulster, trois enfants sont fauchés par la voiture d'un terroriste. Cette tragédie est à l'origine du mouvement de Betty Williams et Mairead Corrigan, le *Women's Peace Movement*. Rebaptisé par la suite *Community of Peace People*, il milite contre l'accoutumance résignée à l'horreur quotidienne. Elles recevront toutes deux le prix Nobel de la paix en 1977.

Septembre 1976 : La nouvelle prison de Maze construite dans l'enceinte du camp de Long Kesh reçoit les premiers détenus criminalisés, le *special category status* concédé aux détenus politiques par Whitelaw ayant été abrogé par ses successeurs. Les prisonniers sont désormais répartis en cellules individuelles et sont astreints au travail pénitentiaire.

1977 : John Hume s'expatrie aux États-Unis, où il se lie avec le sénateur Edward Kennedy, qui avait peu de temps auparavant avancé que « l'Ulster était le Vietnam de l'Angleterre ». Il met à sa disposition son réseau de relations politiques qu'il utilise pour contrecarrer l'influence des organisations de soutien à l'IRA et mobiliser les membres de la diaspora irlandaise autour d'un projet réaliste. Il est soutenu dans sa démarche par Sean Donlon, le directeur du Département anglo-irlandais au ministère des Affaires étrangères de Dublin et ancien consul général d'Irlande à Boston, et par Michael Lillis, conseiller de presse au consulat d'Irlande à New York.

17 mars 1977 : Après une active campagne de lobbying, Hume obtient une déclaration de quatre personnalités politiques américaines, surnommées les « *Big Four* » ou les « Quatre Cavaliers » : Tip O'Neill, le président de la Chambre des représentants, Daniel Patrick Moynihan, sénateur de New York, Hugh Carey, gouverneur de New York, et Edward Kennedy, sénateur du Massachusetts. Ils y stigmatisent la violence et demandent aux Américains de cesser de soutenir les associations terroristes. Les contributions à NORAID (*The Irish Northern Aid Committee*) diminuent sensiblement.

Juin 1977 : John Hume, qui persiste dans son rôle de commis voyageur de la paix en Irlande du Nord, est invité par Richard Burke, le commissaire européen à la fiscalité et à la consommation, à le rejoindre en qualité de conseiller spécial.

30 août 1977 : Jimmy Carter fait une déclaration sur l'Irlande du Nord, marquant l'abandon du sacro-saint principe de non-intervention de l'administration américaine dans l'affaire nord-irlandaise. Il y déclare la guerre aux partisans de la lutte armée. Le lobby irlandais s'étoffe et prend dès lors une nouvelle dimension.

1978 : Dans le Sud, le pourcentage des électeurs souhaitant différer la réunification jusqu'à l'accord des deux parties atteint 60 % : il n'était que de 10 % dix ans plus tôt.

Mars 1978 : Après l'échec de la « campagne des couvertures » durant laquelle les détenus ont refusé de revêtir l'uniforme carcéral pour vivre nus sous des couvertures, 300 prisonniers récalcitrants se lancent dans la grève de l'hygiène, la *dirty protest*, transformant les blocs de la prison de Maze en cloaques répugnants.

3 mai 1979 : Margaret Thatcher arrive au pouvoir. Les élections envoient trois députés ulstériens au Parlement européen : Paisley est arrivé en tête avec 29,8 % des voix, suivi par John Hume (24,6 %) et l'unioniste John Taylor (11,9 %).

27 août 1979 : Lord Mounbatten trouve la mort dans l'explosion de son bateau piégé par l'armée républicaine à Mullaghmore, dans le comté de Sligo. Le même jour, une bombe tue 18 soldats britanniques à Warrenpoint dans le comté de Down.

28 novembre 1979 : John Hume remplace Gerry Fitt qui a démissionné de la présidence du SDLP.

1979 : Charles Haughey s'impose à la tête du Fianna Fáil en dépit de fortes résistances internes. C'est lui qui exonérera d'impôts les écrivains dans l'idée de faire de Dublin une nouvelle Florence.

1er mars 1980 : Bobby Sands commence une grève de la faim. La publication de ses bulletins de santé alarmistes alimente les tensions de part et d'autre de la frontière. Les républicains arrivent à le faire élire à Westminster lors d'une élection partielle. Mais Margaret Thatcher ne se laisse pas fléchir et laisse mourir le député le 5 mai, après un jeûne de deux mois et cinq jours. 100 000 personnes assistent à ses obsèques.

27 octobre 1980 : Sept puis dix détenus entament à leur tour une grève de la faim dont l'issue sera tragique. Une vague d'anglophobie se répand en Irlande, propulsant le Sinn Féin au centre d'un large mouvement d'opinion.

16 mars 1981 : Naissance aux États-Unis d'une nouvelle association, *The Friends of Ireland*.

Juin 1981 : Haughey est battu aux élections et est remplacé par le leader de la coalition Fine Gael-Travailliste, le Dr Garret FitzGerald. Fils d'une protestante du Nord et d'un combattant pour l'indépendance, il passe pour l'intellectuel du Fine Gael.

1983 : Tandis que Gerry Adams est élu député du Sinn Féin pour Belfast-Ouest, « Sunday, Bloody Sunday » du groupe irlandais U2 devient un tube planétaire.

30 mai 1983 : Ouverture du « Forum pour une nouvelle Irlande » à Dublin. Les quatre partis nationalistes constitutionnels du Nord et du Sud (Fine Gael, Fianna Fáil, Parti travailliste et SDLP) y sont représentés, ce qui n'est pas le cas du Sinn Féin ni des partis unionistes. Ce n'est qu'à titre individuel que des protestants du Nord sont consultés. À l'issue de cette réunion, le droit « à une expression effective tant sur le plan politique que sur le plan symbolique et administratif de leur identité » est reconnu aux nationalistes comme aux unionistes. Trois options constitutionnelles se dégagent : un état unitaire, un état fédéral ou une autorité conjointe. Thatcher, forte d'une nouvelle majorité, ne donne pas suite aux idées avancées à cette occasion.

17 décembre 1983 : Attentat du magasin Harrods à Londres (6 morts, 90 blessés).

12 octobre 1984 : Une bombe explose au Grand Hôtel de Brighton où la Dame de Fer assiste au congrès du parti tory. Le ministre du Commerce et de l'Industrie est tué dans l'attentat.

15 novembre 1985 : Accord anglo-irlandais d'Hillsborough, visant à créer des conditions favorables à l'ouverture des négociations entre les représentants des deux communautés. La question irlandaise est institutionnalisée. Un rôle légitime est reconnu dans la gestion de la crise au gouvernement de la République, dans le cadre d'une conférence intergouvernementale.

1986 : Le congrès annuel du Sinn Féin, dirigé par Gerry Adams, décide que ses élus occuperont désormais leur siège au Parlement. Rory O'Bradaigh fait alors sécession en fondant le Republican Sinn Féin.

2 septembre 1987 : Discours du leader du Fine Gael et chef de l'opposition, Alan Dukes, qui offre son soutien inconditionnel à la rigoureuse politique d'austérité budgétaire du ministre des Finances, Ray Mac Sharry. Il faut dire que la situation économique de l'Irlande, qui compte plus de 18 % de chômeurs, est catastrophique : la politique d'expansion des années 1960 semble bien loin dans un pays ébranlé notamment par les crises pétrolières. Tous les acteurs sociaux choisissent de « faire partie de la solution plutôt que du problème ». Le mois suivant est signé un programme de redressement national qui, en donnant un véritable coup de fouet à la compétitivité de l'Irlande, sera couronné de succès. Quatre autres programmes de trois ans se succéderont ainsi jusqu'en 2002. Cette attitude responsable et constructive sera l'une des conditions premières du miracle économique du « tigre celtique ».

Octobre 1987 : Un caboteur panaméen est arraisonné ; on y découvre 150 tonnes d'armes soviétiques et d'explosifs tchèques envoyés par Kadhafi à l'IRA.

8 novembre 1987 : L'IRA fait exploser une bombe dans la foule rassemblée pour commémorer l'armistice de 1918 à Enniskillen, faisant onze morts. Pour la première fois, Gerry Adams dénonce ce genre d'atrocités qui ne pourront qu'engendrer de nouvelles tragédies.

11 janvier 1988 : Une rencontre secrète entre Hume et Adams marque le premier acte de ce qu'on a appelé l'« Initiative Hume-Adams ». Mais la discussion achoppe sur le problème de la trêve que G. Adams refuse de reconnaître comme la condition première à toute négociation.

Octobre 1988 : Paisley traite le pape d'« Antéchrist ».

À partir de 1989 : Le Fianna Fáil est désormais contraint de rechercher des partenaires (comme les *Progressive Democrats*, issus d'une scission du parti) pour revenir au pouvoir. John Major remplace Margaret Thatcher. Il va devenir un acteur incontournable du processus de paix.

1990 : Défaite spectaculaire du candidat du Fianna Fáil aux élections présidentielles. Mary Robinson, la candidate de gauche connue pour ses convictions féministes et libérales, est élue.

Début des années 1990 : Des scandales politico-financiers éclaboussent Haughey et le Fianna Fáil.

Février 1992 : Publication d'un manifeste du Sinn Féin, intitulé « Vers une paix durable en Irlande ». Sur le terrain, la guerre terroriste continue néanmoins de faire des ravages.

Novembre 1992 : Bill Clinton est élu président des États-Unis. Candidat de la diaspora irlandano-américaine, il s'est engagé à jouer un rôle actif dans la recherche d'une solution pacifique dans le pays de ses ancêtres. Il nomme Jean Kennedy Smith, la sœur de JFK, ambassadrice des États-Unis à Dublin. Par ailleurs, en Irlande du Sud, les deux grands partis nationalistes, le Fianna Fáil et le Fine Gael, sortent laminés des élections législatives, tandis que le parti travailliste double sa représentation parlementaire. La société est agitée par le débat sur l'avortement, qui devient légal mais étroitement contrôlé.

Avril 1993 : John Hume et Gerry Adams renouent le dialogue, en dépit des vives critiques au sein de leur propre formation et de l'attentat de Bishopgate, au cœur de la City de Londres.

Décembre 1993 : John Major, qui a remplacé Margaret Thatcher en 1989, et le ministre des Affaires étrangères irlandais font une déclaration conjointe évoquant le droit à l'autodétermination du peuple irlandais, subordonné toutefois à l'accord de la majorité de la population d'Irlande du Nord, et la possibilité de réviser la Constitution de la République irlandaise. Pour montrer sa bonne volonté dans le règlement de la question d'Ulster, le gouvernement britannique reconnaît n'avoir aucun intérêt économique et stratégique propre en Irlande du Nord. Seuls les partis démocratiques ayant officiellement renoncé à la violence pourront participer aux négociations.

Dublin fait un geste en autorisant les représentants du Sinn Féin à passer à la télévision. Un débat houleux s'ouvre alors au sein du parti et de l'IRA. Mais Gerry Adams gagne bientôt une nouvelle légitimité en obtenant de Bill Clinton un visa pour les États-Unis.

31 août 1994 : L'IRA décrète le cessez-le-feu. Tous espèrent qu'il marquera la fin d'un cauchemar responsable de la mort de 3 168 personnes et de plus de 30 000 blessés.

13 octobre 1994 : Le Commandement militaire loyaliste combiné, regroupant l'UDA, l'UVF et les Commandos de la Main rouge, déclare à son tour « cesser toutes hostilités opérationnelles ». À Londres, on commence dès lors à réfléchir aux institutions locales qui seront appelées à remplacer le Northern Ireland Office. Mais le processus de paix bute sur la question des stocks d'armes détenus par les organisations paramilitaires, loyalistes et républicaines, qui refusent de faire du désarmement une condition *sine qua non* de la venue à la table des négociations.

22 janvier 1996 : Un rapport de la commission Mitchell (*International Body on Arms Decommissioning*) conclut que le désarmement se fera pendant la négociation. Tous sont invités à prendre des risques pour la paix. Mais John Major n'a plus une majorité suffisante et doit prendre en compte l'état d'esprit des unionistes.

9 février 1996 : L'IRA annonce la fin de son cessez-le-feu : une bombe éclate dans le quartier d'affaires de Canary Wharf, dans le quartier des Docks à Londres.

Mai 1996 : Lors des élections nord-irlandaises, l'UUP, le Parti Unioniste d'Ulster de David Trimble, arrive en tête, devant le SDLP et le DUP de Ian Paisley. Le Sinn Féin obtient 15,5 % sur le thème du vote pour la paix.

10 juin 1996 : Ouverture des négociations au Castle Building à Belfast. Faute d'un cessez-le-feu de l'IRA (une bombe éclatera encore à Manchester le 15 juin), le Sinn Féin s'en voit interdire l'accès.

1996 : Une Parade Commission est chargée de réglementer la marche conflictuelle qui tous les ans, le 12 juillet, jour anniversaire de la bataille de la Boyne, voit les orangistes se rendre à l'église anglicane de Drumcree et en revenir par les quartiers catholiques situés de part et d'autre de Garvaghy Road.

Mai 1997 : Tony Blair arrive au pouvoir.

Avril 1997 : Sortie du film de Neil Jordan *Michael Collins*. L'héroïsation du chef de guerre développe une formidable polémique en Grande-Bretagne. Le *Daily Telegraph* accuse ainsi la Warner de souffler sur le feu du conflit en Ulster. Le public irlandais quant à lui, s'enthousiasme pour le film : un universitaire va jusqu'à demander son inclusion dans les programmes scolaires.

19 juillet 1997 : Nouveau cessez-le-feu de l'IRA.

Janvier 1998 : Suite à un reportage télévisé sur le *Bloody Sunday*, Tony Blair fait ouvrir une nouvelle enquête sur ce tragique événement.

10 avril 1998 : Signature d'un accord de paix jugé historique, les « accords du Vendredi saint ». Des garanties sont promises pour chacune des communautés, et l'autodétermination prend le pas sur souveraineté. Le *Government of Ireland Act* (ou *Partition Act*) britannique de 1920, qui avait institué la partition, est abrogé. Les articles 2 et 3 de la Constitution irlandaise, jugés irrédentistes, sont amendés. Il est reconnu que l'Irlande du Nord ne fait partie de la Grande-Bretagne uniquement parce que, pour le moment, elle le souhaite. Une assemblée de 108 membres doit être élue à la représentation proportionnelle. Toute décision importante doit être adoptée par « consentement parallèle » de la majorité des partis unionistes et nationalistes. Un conseil ministériel Nord-Sud est appelé à se réunir plusieurs fois par an, pour l'adoption de politiques

communes. Un délai de deux ans est donné aux organisations paramilitaires pour désarmer et au gouvernement pour libérer les prisonniers politiques affiliés aux organisations qui auront désarmé.

22 mai 1998 : L'accord est approuvé par 71,1 % des électeurs du Nord et par 94,4 % des électeurs du Sud.

25 juin 1998 : Lors des élections nord-irlandaises, 80 des 108 sièges reviennent aux partisans de l'accord de paix. David Trimble devient Premier ministre et, John Hume s'étant désisté, Seamus Mallon occupe le poste de vice-Premier ministre. Les unionistes hostiles au traité obtiennent néanmoins une représentation conséquente. Trimble et Hume reçoivent le prix Nobel de la paix. Mais si les porte-parole des divers mouvements paramilitaires protestants se veulent rassurants, à la base, les groupes dissidents entretiennent les guerres intestines.

15 août 1998 : Attentat dans un centre commercial à Omagh en Irlande du Nord. Revendiqué par des membres dissidents de l'IRA, c'est le plus meurtrier de l'histoire du conflit (28 morts).

11 novembre 1998 : Le roi des Belges, la reine d'Angleterre et la Présidente irlandaise inaugurent à Messines en Belgique l'*Island of Ireland Peace Tower* en souvenir des fils d'Erin tombés sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale.

2002 : Sortie sur les écrans du film *Bloody Sunday* de Paul Greengrass.

Octobre 2002 : L'assemblée élue de 108 membres en Irlande du Nord est suspendue après la découverte d'un réseau d'espionnage républicain au sein même du Stormont.

Novembre 2003 : Pour la première fois, le DUP de Paisley bat l'UUP plus modéré et devient la première organisation politique protestante d'Irlande du Nord.

Mai 2005 : Paisley sort vainqueur des élections générales. David Trimble, défait lors de cette consultation, démissionne.

13 juin 2005 : Le gaélique, que moins de 75 000 personnes (2 % de la population totale) utilisent couramment dans le Gaeltacht, l'ouest du pays, est reconnu comme vingt et unième langue officielle de travail de l'Union européenne (250 000 Irlandais en ont une bonne connaissance et 1 500 000 autres en possèdent quelques notions). Cette mesure a pris effet au 1er janvier 2007.

28 juillet 2005 : L'IRA dépose les armes. C'est la première fois qu'un tel engagement est pris par l'armée secrète.

Octobre 2006 : Les protagonistes du processus de paix se retrouvent à Saint Andrews en Écosse pour trouver enfin un compromis sur la mise en œuvre des institutions politiques issues de l'accord historique de 1998. Ian Paisley, « *Mister No* », qui avait jusqu'à présent catégoriquement refusé tout partage du pouvoir avec le Sinn Féin, la deuxième formation politique de l'Ulster, a néanmoins laissé entendre que le dialogue allait peut-être pouvoir se nouer. Il a rencontré pour la première fois le 9 octobre le primat d'Irlande, l'archevêque Sean Brady. On espère un accord pour le 24 novembre.

24 novembre 2006 : Séance du parlement de Belfast en vue de préparer le partage du pouvoir entre catholiques et protestants, fixé au 26 mars 2007, après des élections prévues pour le 7 mars. Gerry Adams, du Sinn Féin, a désigné Martin Mac Guinness comme futur numéro deux du gouvernement mais le pasteur Ian Paisley, leader du DUP a réservé sa réponse. L'incertitude persiste donc quant à la finalisation du processus.

28 janvier 2007 : À l'initiative de Gerry Adams, Le Sinn Féin nationaliste dont les délégués sont réunis en congrès à Dublin accepte de reconnaître la légitimité de la police nord-irlandaise, composée à 80 % de protestants et héritière de l'ancienne Royal Ulster Constabulary, particulièrement détestée des catholiques qui furent nombreux à en être les victimes.

Les élections qui ont eu lieu en Ulster le 7 mars 2007 ont conduit à la restauration, le 26 mars, d'un gouvernement local associant protestants et catholiques. Fortement affectée par la crise financière née aux Etats Unis en 2008, l'Irlande a été obligée de s'imposer une cure d'austérité radicale, marquée par des hausses d'impôts et des baisses de salaires. Les choses ont commencé à se rétablir en 2014 où, pour la première fois depuis 2008, le budget présenté était à la hausse. Le déficit public, qui avait entraîné un appel au secours au Fonds Monétaire International et à l'Union Européenne, est aujourd'hui maîtrisé et la croissance est de retour (3,6% en 2014). Après avoir atteint 15% de la population active, le chômage a reculé à 11%, pas suffisamment cependant pour enrayer l'émigration, notamment celle des jeunes diplômés. Les avantages fiscaux consentis aux investisseurs étrangers sont maintenus et ont préservé l'attractivité du pays. 2014 également vu la reine d'Angleterre recevoir au château de Windsor le président de la République irlandaise, une première depuis 1922.

La longue marche vers l'indépendance d'une nation déchirée (1914-1949)

4 août 1914 : La guerre mondiale prend la guerre civile de vitesse. Redmond assure le gouvernement britannique de la loyauté de l'Irlande et la grande majorité des Volontaires le suivent, sous le nom de *National Volunteers*. Une minorité, conservant le nom de Volontaires irlandais (des hommes de la Citizen Army, de la Fraternité républicaine et de l'aile gauche du Sinn Féin), reste néanmoins fidèle à la neutralité prônée par Mac Neill qui, avec Pearse et Connolly, pense même pouvoir profiter de la situation pour obtenir l'indépendance totale. « *We serve neither king nor kaiser but Ireland* » : tel est leur mot d'ordre. **18 septembre 1914** : Le Home Rule est voté aux Communes mais le gouvernement décide de surseoir à son application en raison de la guerre. De nombreux Irlandais s'engagent dans l'armée britannique, pensant défendre les droits des petites nations (Serbie, Belgique) et, par là, la liberté même de l'Irlande. Le frère de Redmond, qui devait mourir le 7 juin 1917, écrit : « Je voudrais que tous mes amis en Irlande sachent que, en rejoignant la brigade irlandaise et en partant pour la France, je crois sincèrement que je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour le bonheur de l'Irlande. » Les Irlandais s'illustrent en Flandres ou encore aux Dardanelles. Mais dans l'armée britannique, les vexations se multiplient à l'encontre de ces troupes volontairement dispersées, sans étendard national, à qui l'on donne des officiers protestants. On estime que 270 000 Irlandais se sont engagés sous les drapeaux britanniques. Près de 50 000 mourront au cours du conflit. **Mai 1915** : Edward Carson et d'autres meneurs ulstériens entrent dans le gouvernement d'Union nationale formé par Asquith, ce qui aggrave encore les ressentiments de nombreux nationalistes irlandais. Ces derniers font une démonstration de puissance au mois d'août, lors des obsèques de O'Donovan Rossa : 100 000 personnes écoutent l'oraison funèbre prononcée pour l'occasion par Pearse. **22 avril 1916** : Le *Aud*, un bateau de munitions envoyé par les Allemands, doit se saborder avant d'avoir pu livrer son chargement aux nationalistes. Sir Roger Casement, à l'origine de cette opération, est arrêté et pendu pour haute trahison. **24 avril - 29 avril 1916** : « Pâques sanglantes » de Dublin. Contre l'avis du chef d'état-major des Volontaires, Eoinn Mac Neill, qui craint les conséquences tragiques du « romantisme délirant » de certains de ses hommes, Tom Clarke, Mac Diarmada, Connolly, Pearse, mais aussi Eamon De Valera ou encore John Mac Bride organisent un soulèvement. Un peu plus d'un millier de Volontaires s'emparent de la Grande Poste de Dublin, situé dans O'Connell Street, sur lequel est hissé le drapeau tricolore, hérité de la Jeune Irlande. Pearse y proclame, dans une indifférence quasi générale, que l'Irlande est désormais un « État indépendant et souverain ». Durant cinq jours, ils tiennent les principaux points de la ville, avant de capituler sous les coups des 16 000 soldats du général Maxwell, secondés par une canonnière

remontant la Liffey. On relève 300 morts, 1 300 blessés et le cœur de Dublin est en ruine. La loi martiale est instaurée et 40 000 personnes sont emprisonnées. Un conseil de guerre condamne les meneurs. Seize d'entre eux sont exécutés, dont les sept signataires de la proclamation de la République : parmi eux, Patrick et Willy Pearse, Mac Donagh, Tom Clarke, John Mac Bride, James Connolly... qui ne tardent pas à devenir les martyrs de la cause irlandaise : c'est à ce moment que la population prend fait et cause pour le soulèvement inconsidéré de ces nouveaux héros. Quatre-vingt-dix-sept peines de mort sont commuées en détention à perpétuité, dont celle d'Eamon De Valera, né aux États-Unis. **Juin 1916** : Lloyd George présente à Redmond un projet d'application immédiate du Home Rule excluant temporairement les six comtés ulstériens. Mais dans le même temps, il assure Carson du caractère permanent et définitif de cette partition. **Février 1917** : Lors d'une élection partielle dans la circonscription du North Roscommon, les Irlandais désignent le comte G.N. Plunkett, père d'un des fusillés, contre le candidat modéré soutenu par Redmond qui a condamné le soulèvement de Pâques. Triomphalement élu, il reste fidèle à la doctrine du Sinn Féin en refusant de siéger à Westminster. Il est bientôt rejoint par Eamon De Valera et William Cosgrave, élus dans l'East Clare et à Kilkenny. **Juin 1917** : Londres amnistie les prisonniers. Mais tandis que les Ulstériens sont libres de détenir un véritable arsenal et de parader dans les rues, la répression à l'encontre des nationalistes se fait de plus en plus féroce. Une Convention est réunie pour résoudre la question irlandaise. Mais les Britanniques refusant d'aborder la question de l'indépendance, le Sinn Féin n'y participe pas. **25 septembre 1917** : Thomas Ashe, le commandant des forces rebelles d'Ashbourne durant la rébellion de 1916, meurt gavé de force après six jours de grève de la faim à la prison de Mountjoy. **Mars 1918** : La mort de Redmond, remplacé par John Dillon à la tête d'un parti parlementaire en pleine décomposition, marque symboliquement l'échec des tentatives pacifiques inaugurées jadis par O'Connell, Butt et Parnell. De Valera l'avait déjà remplacé à la tête du Sinn Féin. **Avril 1918** : Tandis que Plunkett présente à Lloyd George le rapport de la Convention sur l'Ulster, la Grande-Bretagne étend la loi de conscription à l'Irlande. La contestation est générale et, à l'appel de l'*Irish Trade Union Congress*, une grève générale paralyse l'île. La plupart des chefs nationalistes sont arrêtés, mais le gouvernement anglais devra renoncer à appliquer cette mesure par trop impopulaire. **6 mai 1918** : Le maréchal French est nommé vice-roi d'Irlande. Prenant prétexte d'un pseudo-complot allemand, il fait arrêter de nombreux chefs nationalistes, emprisonnés sans jugement, et interdit de nombreuses associations. Le Sinn Féin passe alors sous la coupe d'hommes ayant échappé aux rafles, comme Michael Collins ou encore Cathal Brugha. **Décembre 1918** : Des élections anticipées sont organisées dans le pays. Le gouvernement met tout en œuvre pour nuire au Sinn Féin dont 34 candidats sont en prison, 6 en fuite et 4 autres réfugiés aux États-Unis. Mais en dépit de la censure de son manifeste électoral, de la dispersion de ses réunions, les murs se couvrent d'affiches représentant un prisonnier en tenue de bagnard avec pour slogan « *Put him in to get him out* » (« élisez-le pour le sortir de là »). Le Sinn Féin triomphe en remportant 73 sièges. Les modérés ne conservent que 6 des 80 sièges qui avaient fait leur force jusqu'à présent. Les 26 élus d'Ulster sont tous unionistes. **21 janvier 1919** : À la Mansion House de Dublin, constitution d'un Parlement national, le **Dail Eireann** (« Assemblée d'Irlande »). Une déclaration d'indépendance ratifie la proclamation républicaine de Pâques 1916 et De Valera, toujours incarcéré, est choisi comme chef du gouvernement. Depuis sa prison, il crée de véritables institutions nationales. Des représentants sont désignés pour la Conférence de la Paix qui se tient à Paris, bercés par l'illusion que les quatorze points de Wilson et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pouvaient s'appliquer à l'Irlande. Sean T. O'Kelly, chef de la « délégation du gouvernement élu de la République irlandaise » fera antichambre en pure perte. Les Irlando-Américains ne pardonneront pas à Wilson sa responsabilité dans l'échec de la carte pacifique et diplomatique. **21 juin 1919** : Certains groupes de Volontaires, rebaptisés *Irish Republican Army* (IRA) passent à l'action : Dan Brean et Sean Tracy tirent les premiers coups de feu de la guerre d'indépendance en attaquant un convoi d'explosifs. Organisée par comté en compagnies, bataillons et brigades, l'IRA et ses colonnes volantes entament une guérilla incessante, omniprésente et multiforme. L'âme de la lutte armée devient alors le charismatique Michael Collins. Il constitue un réseau formidable d'informateurs et de contre-espions, s'assurant des complicités jusqu'au sein du Château lui-même. **Septembre 1919** : Dissous par les autorités

anglaises, le Dail Eireann continue son action dans la clandestinité et obtient des résultats notables. Un département d'information se charge de la propagande en alimentant en faits et en chiffres plus de 900 journaux étrangers. Les conseils de comté passent sous le contrôle du Sinn Féin qui perçoit à son profit taxes et impôts. Aux États-Unis, la tournée triomphale de De Valera, qui s'est échappé de prison le 3 février, permet de récolter plus de 5 millions de dollars. Les fonds du parti sont cachés en Irlande ou déposés en banque en fidéicommissaires : un magistrat chargé de les localiser est abattu en pleine rue. Enfin, tout le système judiciaire anglais est rapidement supplanté par les tribunaux d'arbitrage des nationalistes, auxquels mêmes les unionistes s'adressent de préférence à la justice officielle, devenue impuissante. **1920** : Le gouvernement britannique déclare illégal le Dail Eireann, le Sinn Féin et la ligue Gaélique. Dans la seule année 1920, 176 policiers et 54 soldats sont tués dans des attentats. À Pâques, les archives d'une centaine de bureaux de perception sont détruites par l'IRA. **Mars 1920** : Le Château est réorganisé et le général Nevil Macready est nommé commandant en chef des forces en Irlande avec pour mission de « supprimer la rébellion par tous les moyens ». Deux mois plus tard, le général Tudor prend la tête de la *Royal Irish Constabulary* : la direction des opérations allait désormais échapper à la bureaucratie anglo-irlandaise. Les constables sont néanmoins quotidiennement attaqués par l'IRA et victimes d'un ostracisme éprouvant. Totalement discrédités par les exactions des *Blacks and Tans* et des *Auxies*, les forces spéciales recrutées parmi les anciens officiers et soldats britanniques, ils sont nombreux à démissionner. **Avril - juin 1920** : De violents incidents éclatent dans le quartier catholique du Bogside, à Londonderry. **août 1920** : Tous les catholiques de Lisburn et de Banbridge, dans le nord, sont chassés de chez eux et voient leurs biens détruits. L'IRA, trop faible au nord de la frontière, est impuissante à protéger ses coreligionnaires de la fureur orangiste. **25 octobre 1920** : La mort en prison de Terence Mac Swiney, lord-maire de Cork, après une grève de la faim de soixante-quatorze jours, suscite une forte émotion dans le monde entier. **1er novembre 1920** : Une *Ulster Special Constabulary* est adjointe aux forces de police dans le nord : les orangistes sont ainsi officiellement armés par les autorités. **21 novembre 1920** : « *Bloody Sunday* ». Dans le cadre de la lutte implacable menée contre les réseaux d'informateurs à la solde du Château, Collins fait assassiner onze officiers de renseignements britanniques par huit commandos de l'IRA. En guise de représailles, l'après-midi même, un détachement de *Blacks and Tans* et d'auxiliaires fait irruption dans le stade de Croke Park, et tire sur les spectateurs qui assistaient à un match de foot gaélique, faisant 12 morts et 60 blessés. **11 décembre 1920** : Suite à une attaque de l'IRA, la ville de Cork est entièrement mise à sac par des bandes de **Blacks and Tans** et d'auxiliaires. Sir Henry Wilson enrage de voir l'Irlande ainsi livrée au chaos et aux représailles « non officielles » de forces incontrôlées. **23 décembre 1920** : Lloyd George fait voter par une majorité exclusivement anglaise le *Government of Ireland Act*, souvent appelé *Partition Act* puisqu'il consacre la séparation de 6 des 9 comtés de l'Ulster du reste de l'Irlande. La division de l'île ne respecte ni les limites provinciales ni les clivages confessionnels : deux comtés ont en effet une majorité catholique. **Au nord**, 430 000 catholiques (un tiers de la population) sont laissés au bon vouloir des protestants. En revanche, les 327 000 protestants du sud (10 % de la population) sont investis d'un véritable droit de veto dans les institutions prévues. Une autonomie assez large est prévue de part et d'autre de cette frontière, l'unité n'étant maintenue que par un vague Conseil d'Irlande. Mais le Parlement ne sera jamais mis en place dans le sud, le Sinn Féin majoritaire y constituant une nouvelle assemblée révolutionnaire. **24 février 1921** : Les juges de la cour du Banc du roi reconnaissent officiellement qu'il existe un état de guerre en Irlande, ce que le gouvernement britannique s'était jusque-là refusé à reconnaître, ne parlant que de troubles criminels. Au même moment, le général Crozier, à la tête des *Auxies*, démissionne avec éclat après que le général Tudor eut refusé de ratifier les sanctions qu'il avait prononcées contre un groupe d'auxiliaires, pris sur le fait dans une opération de pillage près de Trim, dans le comté de Meath. **Mars 1921** : Le Dail déclare assumer la responsabilité des actes de l'IRA. **Mai 1921** : En Ulster, les unionistes enlèvent 40 sièges sur 52 lors des élections. Sir James Craig devient Premier ministre. Dans le Sud, les Sinn Féiners obtiennent 124 sièges sur 128 (les 4 autres élus représentant en réalité les députés unionistes de Trinity College) et refusent de siéger au Parlement de Dublin. La guérilla continue : Custom House est incendiée, ainsi que les archives de la douane de la capitale. **22 juin 1921** : À l'occasion de l'inauguration du Parlement

nord-irlandais, George V lance depuis Belfast un vibrant appel à la paix. **11 juillet 1921** : Après des pourparlers entre sir James Craig, Premier ministre de l'Irlande du Nord, et De Valera, tous deux réunis à l'initiative de Lloyd George, une trêve est signée entre l'IRA et l'armée britannique. De façon générale, l'opinion anglaise n'approuve plus la politique irlandaise de Lloyd George. De nombreuses personnalités, des intellectuels mais aussi des évêques anglicans dénoncent la politique de violence inhumaine perpétrée dans l'île voisine. Ainsi, le rapport Henderson, mandaté par le parti travailliste, conclut : « Il a été fait en Irlande au nom de la Grande-Bretagne, des choses qui font que son nom doit être en horreur au monde. L'honneur de notre pays a été gravement compromis. Non seulement il existe en Irlande un règne de terreur qui devrait faire rougir de honte tout citoyen britannique, mais il y a une petite nation tenue en sujétion par un empire qui s'est fièrement vanté d'être l'ami des petites nations. » Mais les discussions tournent court entre De Valera, qui se considère comme le Président de la République irlandaise, et le Premier ministre anglais qui ne voit en lui que « le leader choisi par la grande majorité des Irlandais du Sud ». Ce dernier, qui en 1920 qualifiait encore la nationalité irlandaise « d'artifice et d'imposture », refuse d'entendre parler de souveraineté et d'indépendance et ne propose qu'un statut de Dominion. Partisan d'une association externe au Commonwealth, De Valera refuse alors de conduire la délégation irlandaise devant négocier avec les autorités anglaises au 10 Downing Street. Craignant peut-être de se discréditer auprès de l'opinion publique, il laisse cette tâche difficile à Griffith et Collins. **Novembre 1921** : Roderic Connolly, le fils de James Connolly, fonde le Parti communiste irlandais qui ne rencontrera jamais véritablement d'écho dans l'opinion publique. **6 décembre 1921** : Sous la menace d'une reprise de la guerre « immédiate et terrible », les plénipotentiaires irlandais (Duffy, Collins et Griffith) signent le traité de Londres. L'État libre d'Irlande reçoit le statut de dominion et devient membre du Commonwealth. Une très large autonomie, y compris sur le plan douanier et militaire, lui est reconnue. En revanche, un certain nombre de bases navales sont concédées à l'Angleterre. Les membres du gouvernement doivent prêter serment d'allégeance non pas à la Couronne, qui conserve un représentant en Irlande, mais à la Constitution. Les six comtés du Nord se voient confirmés le droit de sécession, une commission devant se pencher sur le tracé de la frontière et notamment sur le problème des comtés litigieux de Tyrone et Fermanagh, à majorité catholique. La suprématie anglaise établie en 1172 prenait fin, l'Union de 1800 était dissoute : c'était bien la fin du gouvernement colonial. Mais ce traité humilie les conservateurs unionistes et divise profondément les nationalistes irlandais : en dépit des propos rassurants de Michael Collins qui voyait dans ce texte « assez de liberté pour parachever la liberté », il fallait encore renoncer à l'indépendance totale et à l'unité territoriale, tout en acceptant certains symboles de la souveraineté impériale. En revanche, l'Église soutient le traité qui a le mérite, à ses yeux, d'éviter la mise en place d'un régime républicain. **7 janvier 1922** : À l'issue de longues semaines de débats passionnés, portant essentiellement sur les modalités de l'État à construire en Irlande du Sud et très peu sur le problème de la partition, le Dail ratifie le traité par 64 voix contre 57. De Valera démissionne de son poste de président. Griffith le remplace et forme un gouvernement provisoire. **1922** : En Irlande du Nord, un *Civil Authorities Special Power Act* prévoit une abdication des pouvoirs du Parlement au ministre de l'Intérieur, en cas d'atteinte à la sûreté de l'État. **Avril 1922** : Sous la direction de Rory O'Connor, des membres de l'IRA hostiles au traité s'emparent de Four Courts, le palais de justice de Dublin. Le gouvernement provisoire se refuse à employer la force pour les déloger : une trêve est signée pour préparer les élections. **16 juin 1922** : Lors des élections, 92 députés favorables au traité sont élus. Ses adversaires, avec seulement 36 sièges, sont battus, mais choisissent néanmoins de conserver le nom de Sinn Féiners. **Été 1922** : Le gouvernement nord-irlandais de Belfast établit un régime très dur envers les catholiques, qui représentent pourtant un tiers de sa population. Des émeutes à Belfast font près de 450 morts. En représailles, deux Sinn Féiners assassinent à Londres le maréchal Wilson, qui venait d'être élu député unioniste en Irlande du Nord. Sous la pression des autorités britanniques, Collins et Griffith réclament alors l'évacuation du palais de justice, qui était devenu le quartier général des républicains. C'est le début de la guerre civile. Le bâtiment n'est repris qu'après une semaine de combats (28 juin-5 juillet). Cathal Brugha, l'ancien ministre de la Défense du Dail révolutionnaire, préfère mourir l'arme au poing plutôt que de se rendre. Il faut attendre la mi-juillet pour que l'armée gouvernementale de Michael Collins ne reprenne

entièrement possession de la ville. La rupture est consommée entre les pragmatiques rassemblés autour de Collins et Griffith et les partisans intransigeants d'une indépendance complète représentés par Eamon De Valera. **août 1922** : Arthur Griffith, désespéré par la dégradation de la situation, meurt d'une crise cardiaque. Le 20 août, en route pour Limerick afin d'offrir aux républicains « la paix des braves », Michael Collins est tué à 32 ans par une balle irlandaise dans une embuscade près de son village natal dans le comté de Cork, grand centre de la résistance républicaine. Au lendemain de la signature du traité de Londres, il avait écrit à un ami : « Tu vois, ce matin, j'ai signé mon arrêt de mort. » Cosgrave et O'Higgins les remplacent à la tête du gouvernement provisoire. **25 octobre 1922** : Le Dail adopte la nouvelle constitution. Le Parlement britannique et le Roi en prennent acte, laissant le nouveau régime naître dans l'équivoque : à qui revient réellement la souveraineté de l'Irlande ? **17 novembre 1922 - 2 mai 1923** : soixante-dix-sept républicains entrés en rébellion par hostilité au compromis passé avec l'Angleterre sont exécutés. La répression du nouvel État irlandais est encore plus meurtrière que celle des autorités britanniques. **17 décembre 1922** : En pleine guerre civile, les dernières troupes anglaises quittent le sol irlandais. **1923** : Les partisans de Griffith et de Collins fondent le *Cumann na nGaedheal* (la « communauté des Gaëls »), pour défendre le régime issu du traité de 1921. **24 mai 1923** : Après la mort de Liam Lynch, le chef d'état-major de l'IRA, dans les montagnes du Tipperary, De Valera appelle ses partisans à renoncer à la lutte armée. Ses adversaires continuent néanmoins de le considérer comme le premier responsable de la guerre civile, qui prend fin en mai. Le bilan de celle-ci est effroyable : on dénombre des milliers de morts, les familles sont déchirées, les dégâts matériels considérables (plus de 30 millions de livres). La fibre morale du pays est détruite. **27 août 1923** : De Valera est triomphalement élu dans le comté de Clare. Lors de ces élections, Cosgrave, héritier de Michael Collins et d'Arthur Griffith, emporte 66 sièges, le Sinn Féin d'Eamon De Valera 44. **6 mars 1924** : Le major général Liam Tobin, un vétéran du Squad de Collins, hostile à la politique de compression des effectifs militaires, présente un ultimatum au gouvernement. La mutinerie qui s'ensuit est réprimée, les officiers compromis avec la vieille garde de l'IRA et de l'IRB sont révoqués. **Été 1924** : Les détenus républicains, qui étaient encore plus de 11 000 l'année précédente, sont libérés mais cette mesure d'amnistie ne suffit pas pour pacifier les esprits. **Octobre 1924** : L'État libre d'Irlande désigne un représentant diplomatique séparé à Washington. **1925** : Joe Devlin, un ancien député du parti parlementaire irlandais pour Belfast-Ouest, se décide à siéger à la Chambre des communes à Belfast sans arriver néanmoins à créer une ligue du Nord rassemblant tous les catholiques. La plupart d'entre eux refusent de prendre part à la vie politique. **17 décembre 1925** : Le Dail ratifie le tracé de la frontière établi en 1920. **Mars 1926** : Des leaders sinn féiniers comme De Valera et Buachalla préconisent de sortir de l'illégalité, de renoncer à la lutte armée pour participer à la vie parlementaire. Mis en minorité au congrès du Sinn Féin, ils quittent le mouvement qui va devenir le refuge des extrémistes : l'opposition extraparlamentaire explose, l'IRA rompt définitivement avec le Sinn Féin. Une minorité radicale continue ainsi à refuser tout compromis sur l'indépendance complète et sur la question de l'Ulster laissé aux protestants. **16 mai 1926** : De Valera fonde un nouveau parti, le *Fianna Fáil* (les « Soldats de la Destinée »), constitutionnel dans ses méthodes et dans ses buts. Son programme repose sur la rédaction d'une nouvelle constitution, l'annulation du paiement des annuités à la Grande-Bretagne et la fin de la partition. Si De Valera cherche à terme à supprimer le serment d'allégeance, il enjoint ses fidèles de le prêter afin de pouvoir se présenter aux élections. Son programme, plus ferme à l'égard de l'Angleterre et plus avancé dans le domaine social par rapport à celui de Cosgrave, lui vaut l'appui du petit parti travailliste. **Juin 1926** : Le Fianna Fáil remporte 57 sièges sur 153. Jim Larkin, fondateur de l'*Irish Worker's League*, est également élu dans la circonscription nord de Dublin. **10 juillet 1927** : Un groupe dissident de l'IRA assassine Kevin O'Higgins, le vice-président de l'État libre, considéré comme l'homme fort du régime. L'attentat est publiquement condamné par De Valera. **10 août 1927** : Les députés du Fianna Fáil entrent enfin au Parlement après avoir accepté de prêter serment d'allégeance. **1929** : En Irlande du Nord, les unionistes abandonnent la représentation proportionnelle qui leur assurait déjà pourtant la majorité, pour un scrutin majoritaire à un seul tour, visant les partis minoritaires libéraux et travaillistes. Ils monopolisent toujours davantage le pouvoir politique. Dans le Sud, le Dail vote

une loi sur la censure des publications : les œuvres de Boccace, Colette, Montherlant, Proust, Steinbeck, Joyce... ne peuvent être publiées. En 1923 avait déjà été instaurée la censure cinématographique, ainsi que la réglementation des heures d'ouverture des débits de boissons.

1931 : Le *Statute of Westminster* libère les dominions de la tutelle de Westminster, donnant à l'Irlande le pouvoir et le droit d'abroger purement et simplement n'importe quelle décision du traité ou de la Constitution. Une nouvelle organisation socialisante, le Saor Eire, se détache de l'IRA traditionnelle en septembre. Le conseil du comté de Mayo est dissout, pour avoir refusé de nommer une protestante à la direction du conseil. Un commissaire investit la postulante. Fondation de *Muintir na Tire* (« Le Peuple de la Terre ») par le père John Hayes, mouvement social d'inspiration catholique pour stimuler le mouvement coopératif.

1932 : Cosgrave perd les élections. Il faut dire qu'il a dû réprimer l'agitation d'extrême gauche républicaine (le Saor Eire, le mouvement An Phoblacht et la Cumann na Bhan). Son action a également pâti des effets de la crise mondiale. De Valera a présenté le Fianna Fáil comme parti de l'indépendance nationale, a promis d'ouvrir les prisons et d'abroger le *Public Safety Act* interdisant l'IRA. Cette dernière organise le 19 juin une manifestation spectaculaire en rassemblant quinze mille personnes sur la tombe de Wolfe Tone. De Valera devient donc, avec 72 sièges et le soutien des travaillistes, le chef du conseil exécutif d'un dominion de la couronne britannique. Les vaincus de la guerre civile tiennent leur revanche, les anciens *gunmen* investissent les ministères. Dès le début de son gouvernement, De Valera refuse de payer les annuités foncières correspondant aux sommes que les paysans irlandais devaient payer aux landlords en guise de dédommagement pour le rachat de leurs terres. Le gouvernement britannique réagit par des sanctions économiques, en privant les produits irlandais du système de préférence impériale et en les frappant d'une surtaxe douanière (40 % *ad valorem* sur le bétail). De Valera voit là un moyen de stimuler l'industrie du pays. Il supprime également le serment d'allégeance à la Constitution, ce sur quoi la Grande-Bretagne ne cédera qu'en 1935. Enfin, il prend le parti d'ignorer le gouverneur général en Irlande : James Mac Neill est ainsi boycotté puis contraint de démissionner.

1932 : Naissance d'une amicale d'anciens soldats et d'officiers de l'État libre, l'*Army Comrades Association* (ACA). Présidée par le colonel O'Higgins, frère du ministre assassiné, elle se dresse bientôt contre les forces du désordre, à savoir l'IRA et les communistes. L'IRA dénonce les tendances factieuses et antirépublicaines du mouvement qui adopte le salut à l'italienne et se donne un uniforme qui lui vaudra le surnom de *Blue Shirts*. Le général Eoinn Mac Duffy (ou O'Duffy), le populaire chef de la police de l'État libre, en prend la direction et rebaptise l'association « Garde nationale », tout en lui donnant une coloration anticommuniste, corporatiste et antiparlementaire.

Septembre 1932 : De Valera est porté à la présidence du conseil de la SDN et inaugure la session de l'assemblée par un coup d'éclat, en dénonçant dans son discours les tares de l'organisation et le désarroi des petites nations réduites à l'impuissance par les intrigues des grands États.

Novembre 1932 : Le prince de Galles inaugure le Stormont, le nouveau siège du Parlement nord-irlandais.

1933 : Pour renforcer sa position, De Valera fait procéder à de nouvelles élections. Disposant de la majorité des voix, le Fianna Fáil en profite pour faire voter un amendement constitutionnel abolissant le droit de veto du roi sur les lois votées par le Parlement irlandais. L'assistance aux chômeurs est mise en place. Une taxe sur les journaux anglais est instaurée.

Février 1933 : L'Army Council, l'organe suprême de l'IRA, publie un manifeste détaillant ses griefs contre le gouvernement De Valera, à qui il est notamment reproché de perdre de vue l'unification du pays et de ne pas soutenir les attaques de l'organisation clandestine sur la frontière, le Border. L'IRA n'en reste pas moins divisée quant à l'opportunité d'adopter les thèses socialistes de Connolly et de Liam Mellows, prônant sa transformation en une « fraction armée du prolétariat ».

8 septembre 1933 : Les partis d'opposition décident de s'unir : le Cumann na nGaedheal et le National Centre Party se rapprochent ainsi des « Chemises bleues » au sein du Parti de l'Irlande unie ou *Fine Gael* (la « famille des Gaels »), avec Duffy pour président. Les Chemises Bleues deviennent le mouvement de jeunesse du parti sous le nom de *Young Ireland Association*. Mais Cosgrave quitte rapidement l'organisation pour ne pas avoir à suivre les excès totalitaires de son chef.

1934 : Création d'une compagnie nationale, le *Turf Board* (plus tard rebaptisée *Bord na Mona*) pour favoriser l'extraction de la tourbe. En février, une loi interdit le port d'uniformes et d'insignes. Elle est explicitement dirigée contre la Young Ireland Association, rebaptisée pour cause de dissolution la

League of Youth. **Septembre 1934** : Tandis que le bouillant O'Duffy est contraint d'abandonner la direction du Fine Gael, l'IRA éclate : 4 000 de ses 30 000 membres rejoignent le *Republican Congress Party* qui reçoit le soutien compromettant du parti communiste. Cette nouvelle expérience politique prendra fin dès 1936. Près de 200 de ses membres s'engageront alors dans les brigades internationales de la République espagnole. Duffy, quant à lui, rejoint les troupes de Franco avec plusieurs centaines de volontaires. **1935** : Dans le Nord, le *Summary Jurisdiction and Criminal Justice Act* crée l'infraction de « conduite émeutière, désordonnée ou indécente » sur la voie publique. Les rapports entre la Grande-Bretagne et l'Irlande s'améliorent, grâce à l'action de M. MacDonald, le nouveau ministre des Dominions. Un accord charbon-bétail est signé. **1936** : Dans l'*Executive Authority External Relations Act*, le roi est reconnu comme un simple symbole de coopération entre les États du Commonwealth. Par ailleurs, le 27^e amendement voté à la Constitution de 1922 supprime toute référence au souverain et au gouverneur général. **Mai 1936** : Le Sénat irlandais, dont l'une des seules raisons d'être avait été de représenter l'unionisme, est aboli. Des opérations de grande envergure sont menées contre l'IRA qui a repris une campagne d'attentats. Maurice « Moss » Towney, le chef de l'organisation, est arrêté. **Juin 1936** : Face aux menées italiennes en Éthiopie et à l'échec de la SDN, De Valera prône la neutralité pour les petites nations. **Ier juillet 1937** : Eamon De Valera fait voter une nouvelle Constitution (rédigée en gaélique et en anglais) créant l'Eire, un État démocratique, indépendant et souverain, doté d'un président. Elle doit en théorie s'appliquer à l'île entière. L'influence du catholicisme social et l'imprégnation confessionnelle du texte, placé sous l'invocation de la Sainte Trinité, n'échappent pas aux protestants. Le mariage est déclaré indissoluble et la position spéciale de l'Église catholique reconnue (non pas du fait de sa supériorité mais parce qu'elle est pratiquée par l'immense majorité des Irlandais). Yeats prévient pourtant le président que « si vous montrez que ce pays va être gouverné uniquement par une idéologie catholique, vous n'obtiendrez jamais le Nord ». La Constitution n'est approuvée que par moins de 40 % des électeurs. Le nombre des abstentionnistes s'élève à un demi-million : l'Irlande reste profondément divisée. **1938** : Le Fine Gael de Cosgrave, et le Fianna Fáil s'accordent sur le nom de Douglas Hyde, le protestant inspirateur de la renaissance gaélique, pour l'élection présidentielle. Il devient le premier Président de l'Eire. **Avril 1938** : Un accord anglo-irlandais met fin à la guerre des tarifs : l'Irlande se reconnaît redevable d'une somme globale de dix millions de livres sterling en échange de la suppression du système des annuités. Chamberlain accepte par ailleurs de restituer, sans contrepartie, les bases navales concédées aux Anglais en 1921. **1939** : De Valera prononce l'illégalité de son ancienne organisation, l'IRA, qui persiste dans ses activités terroristes, au nom du combat pour l'unité territoriale. L'organisation, en obtenant des membres du second Dail républicain de 1920 qu'ils abdiquassent leur pouvoir entre ses mains, continue de se considérer comme le gouvernement *de jure* du pays. **16 janvier 1939** : À l'expiration d'un ultimatum du chef de l'IRA, Sean Russell, exigeant l'évacuation par les troupes anglaises de l'Irlande du Nord, huit explosions retentissent à Londres, Birmingham, Manchester et Liverpool. Durant les quinze mois suivants, près de 200 attentats seront perpétrés sur le sol anglais : des stations balnéaires, les gares londoniennes de King's Cross et de Victoria seront ainsi touchées. Les gouvernements de Dublin et de Londres réagissent de concert : bientôt traqués par toutes les polices, les membres de l'IRA marquent le pas. La Seconde Guerre mondiale verra le recul de l'organisation, notamment après l'affaire rocambolesque du 30 juin 1941 qui décrédibilisera l'organisation aux yeux de l'opinion : Stephen Hayes, le successeur de Sean Russell, est torturé par les siens et contraint d'avouer sa trahison au profit du gouvernement. Ayant réussi à s'échapper, c'est au poste de police le plus proche qu'il trouve refuge. **1939 - 1945** : Lorsque commence la Seconde Guerre mondiale, le 3 septembre 1939, De Valera entraîne son pays dans une politique de stricte neutralité : son refus d'aider la Grande-Bretagne est clair. Il s'agit là pour lui d'affirmer pour la première fois l'indépendance véritable de son pays. Durant tout le conflit, cette neutralité irlandaise constitue un lourd handicap pour les Anglais qui ne peuvent plus disposer des bases de Cobh et de Berehaven. Le 26 juin 1940, en désespoir de cause, Churchill propose de mettre fin à la partition en échange de l'entrée en guerre de l'Irlande. De Valera refuse un tel marché de dupes, à la merci du veto ulstérien. Le blocus économique de l'île commence alors et le rationnement doit bientôt être instauré. Dans le Nord, le gouvernement britannique renonce à étendre la loi de conscription,

d'autant plus que près de 40 000 volontaires s'engagent aux côtés des Anglais. En avril, Belfast doit subir les foudres du Blitz qui cause la mort de plus de 700 personnes. Les Américains s'installent dès le début de l'année 1942 à Londonderry. L'Allemagne, quant à elle, a envoyé quelques agents prendre contact avec les nationalistes pour créer les conditions d'un soulèvement général. Leur mission se solde par un échec total, d'autant plus que l'IRA se déchire en querelles internes. Néanmoins, en août 1944, près de 165 000 Irlandais combattent sous le drapeau britannique. Les Irlandais du Sud recevront plus de Victoria Cross, à proportion de leur population, que n'importe quel pays du Commonwealth. Près de 200 000 travailleurs sont également venus relayer dans les usines anglaises les ouvriers mobilisés. L'Irlande coopère activement avec les Alliés dans le domaine de l'espionnage. Mais tandis que les protestants d'Ulster gagnent pour longtemps la sympathie reconnaissante des Anglais, l'opinion britannique ne décolère pas à l'encontre de la politique officielle du Sud, également condamnée par les Américains. **1940** : La Constitution du Labour Party irlandais remplace dans son programme « la République des travailleurs » par « une force de gouvernement républicaine » et met l'accent sur la reconnaissance de la propriété privée. Un tel discours témoigne de la paralysie de la gauche irlandaise qui, fait unique en Europe, s'embourgeoise, faute de rencontrer ne serait-ce qu'un mince écho dans une population foncièrement conservatrice. Il faut dire aussi que les différents gouvernements ont mené une véritable politique sociale dans le domaine de l'emploi, de l'assistance sociale ou encore du logement. **Mai 1944** : Le Fianna Fáil obtient la majorité absolue des sièges au Dail, donnant ainsi la mesure de la popularité de son chef et de sa politique de neutralité. Le chef du Fine Gael, Richard Mulcahy, n'est même pas élu. **1945** : Sean T. O'Kelly, un proche de De Valera, est élu Président de la République. **Mai 1946** : L'ancien chef d'état-major de l'IRA, Sean Mac Caughey, meurt en prison d'une grève de la faim. **1947** : Samuel Hall-Thompson, ministre de l'Éducation du Nord, fait instituer l'éducation secondaire pour tous aux frais de l'État. Sa mesure déclenche la colère des ultras des deux communautés, mais elle prépare à long terme une véritable révolution sociale. C'est cette loi qui permettra par exemple à John Hume (prix Nobel de la paix en 1998), fils d'un ouvrier chômeur du Bogside, de faire ses études au St Columb's College de Londonderry. **1948** : Un nouveau parti fait une percée aux élections. Le *Clann na Poblachta* (les « Enfants de la République ») est animé par d'anciens internés de l'IRA, préférant la voie constitutionnelle à la violence, et des dissidents du Fianna Fáil. Son chef, Sean Mac Bride, est le fils d'un des insurgés de Pâques 1916 et de Maud Gonne, l'égérie de Yeats. Il reprend à son compte les éléments du programme populiste du Fianna Fáil d'antan. L'ensemble de l'opposition s'unit sous la bannière du slogan « *put them out* » : « sortez les sortants ». **1948 - 1951** : Mis en minorité, De Valera doit céder la place à cet amalgame hétérogène. Un gouvernement est constitué sous la direction de John A. Costello. **Novembre 1948** : Abrogation de l'*External Relation Act* de 1936. **1949** : Afin de mettre un terme à la polémique sur la forme de l'État, le jour de Pâques, la République est officiellement proclamée devant la Grande Poste par le Fine Gael, qui était pourtant jusqu'à présent le parti le plus attaché au Commonwealth. Tous oublie la réputation d'antirépublicanisme qui avait été la sienne du fait de ses accointances passées avec les Blue Shirts. De Valera ne participe pas à la manifestation en signe de protestation contre la proclamation d'une République irlandaise amputée de ses comtés du nord-est. De fait, l'*Ireland Act* officialise la politique de Londres – et donc la partition – à l'égard de l'île sœur. L'Irlande refuse d'adhérer à l'Otan, tant que sa souveraineté sur l'île ne sera pas pleine et entière. Les États-Unis, déjà présents en Irlande du Nord, refusent en retour de conclure avec elle tout accord bilatéral.

Une indépendance inachevée

1951 : Création de l'*Industrial Development Authority*, qui allait être le moteur de l'industrialisation du pays.

1951 - 1955 : Retour d'Eamon De Valera à la tête du gouvernement.

Années 1950 : L'IRA entame une campagne d'agitation, sous l'impulsion d'une nouvelle génération de dirigeants (Thomas Mac Curtain, Charles Murphy, Tony Magan...). Les achats d'armes, les raids sur des entrepôts se multiplient, tandis que s'ouvrent des camps d'entraînement.

1952 : Après la création d'un contrôle commun du Great Northern Railway, reliant Dublin à l'Irlande du Nord, une commission administrative commune est mise en place de part et d'autre de la frontière pour gérer les pêcheries de Foyle.

1955 : Une seconde chance est donnée à l'opposition qui pratique une politique d'austérité, au prix élevé de la stagnation économique et de l'émigration de 400 000 Irlandais entre 1950 et 1960.

1955 : L'Éire entre aux Nations-Unies où ses représentants retrouvent l'influence morale qui avait été si forte à l'époque genevoise de la SDN.

Mars 1957 : Des élections anticipées donnent la majorité absolue des sièges au Fianna Fáil. Les candidats du Sinn Féin ont des élus mais restent fidèles à leur doctrine abstentionniste et refusent d'occuper leurs sièges au Dail.

Novembre 1958 : Le *Programme for Economic Expansion* expose les recommandations du secrétaire du ministre des Finances Kenneth Whitaker qui prône la fin du protectionnisme et la réorientation des investissements du social vers le productif. Un premier plan quinquennal, marqué par le démantèlement des protections des firmes irlandaises et l'abolition unilatérale des droits de douane, est adopté. Grâce à ses mesures, l'Irlande va connaître dans les années 1960 un taux de croissance annuelle de 4 %, au lieu des 2 % escomptés par les promoteurs de cette politique économique. Les produits manufacturés supplantent bientôt les produits agricoles dans le domaine des exportations. Le nombre des émigrants diminue sensiblement.

1959 : Eamon De Valera, âgé et atteint de cécité, est élu président de la République. Il est remplacé au poste de Premier ministre par Sean Lemass. Ce dernier a participé à l'insurrection de 1916, appartenu à l'IRA et connu la prison. Son frère est mort durant la guerre civile. Ministre de l'Industrie et du Commerce dans tous les gouvernements du Fianna Fáil, c'est pourtant avant tout un gestionnaire et un pragmatique. Si pour la majorité des Irlandais, De Valera avait été « *The Chief* », il est incontestablement « *The Boss* » qui mettra tout en œuvre, à travers la « révolution des managers », pour développer l'économie et en particulier l'industrie du pays : « La tâche historique de la génération présente est de consolider les fondations économiques de notre indépendance politique. » Convaincu que seul un climat de bonne volonté avec le Nord peut permettre une telle entreprise, il tend ainsi un rameau d'olivier aux Ulstériens et soutient que la réunification ne pourra se faire que par consentement mutuel des différentes communautés. Le discours technocratique prend peu à peu la place de la vieille rhétorique nationaliste.

1960 : Dans un discours prononcé à l'assemblée générale des Nations-Unies, Frank Aiken rappelle « l'époque où des dizaines de milliers d'Irlandais étaient vendus comme esclaves aux Barbades en même temps que les Africains... » et soutient la disparition du régime colonial et de toutes les formes de domination étrangère. De façon générale, l'Irlande se démarquera souvent en refusant de se laisser manipuler par les deux blocs.

1960 - 1961 : Le représentant permanent de la République d'Irlande, Frederick Boland, est élu président de l'Assemblée générale des Nations-Unies. Dans la seconde moitié des années 1960, les Irlandais se concentrent néanmoins davantage sur leurs objectifs économiques et sur la perspective de leur entrée dans la Communauté économique européenne (CEE).

Janvier 1961 : Obligée d'emboîter le pas à la Grande-Bretagne, son plus gros client et son plus gros fournisseur, l'Irlande est candidate à l'entrée dans la CEE. Les vetos français de 1963 et de 1967 fermeront encore pour quelques années les portes de l'Europe aux deux îles de l'archipel.

1961 : Création d'une chaîne de télévision locale, Telefís Éireann, qui apporte au débat politique

et social un forum dont l'absence se faisait cruellement sentir.

26 février 1962 : Un communiqué de l'IRA annonce la fin de la « campagne de résistance à l'occupation britannique » commencée en 1956 et qui n'a guère rencontré de soutien dans la population. L'Irlande a changé. À l'Assemblée, les débats portant sur la question économique prennent le pas sur la polémique politique et le problème de la réunification.

1963 : Une timide évolution se dessine en Ulster quand Terence O'Neill succède à l'autocratique lord Brookeborough au poste de Premier ministre. Ce descendant de sir Arthur Chichester, à qui Jacques Ier avait confié la mission de coloniser l'Ulster, veut s'en prendre à la politique réactionnaire et discriminatoire de ses prédécesseurs, pour intégrer davantage les catholiques dans la société nord-irlandaise, réduire le fossé séparant les deux communautés et « changer le visage de l'Ulster ». Diverses études rendent compte à la même époque du fait que les catholiques souhaitent moins la réunification avec le Sud, par crainte d'une diminution notable des prestations sociales, que l'abandon des mesures discriminatoires.

Juin 1963 : Sur le quai de New Ross d'où son arrière-grand-père s'était embarqué pour les États-Unis en 1848, John Fitzgerald Kennedy déclare : « Il aura fallu cent quinze ans et trois générations pour faire ce voyage mais je suis fier d'être ici. [...] L'Irlande de 1963, une des plus jeunes nations, une des plus vieilles civilisations du monde, a découvert que l'indépendance, une fois acquise, n'est pas une fin mais un commencement... »

Janvier 1964 : Les époux Mac Cluskey fondent à Dungannon, en Ulster, la *Campaign for Social Justice in Ireland* afin d'attirer l'attention du public sur les cas les plus flagrants de discrimination envers les catholiques.

Mai 1964 : Dans un article de l'*Irish Times*, John Hume, un jeune activiste catholique de Londonderry, dénonce la confusion entre nationalisme et catholicisme qui, dans le Nord, a depuis trop longtemps paralysé l'émergence d'une vie politique normale. Il prône la déterritorialisation du discours politique, l'intégration des catholiques dans toutes les institutions et la reconnaissance du nationalisme irlandais comme une conviction politique légitime. L'année suivante, Edward Mac Ateer, le nouveau chef du parti nationaliste en Ulster, acceptera de devenir le leader officiel de l'opposition au Stormont, le parlement ulstérien.

1965 : Le président du Sinn Féin, Thomas Mac Giolla, annonce que son parti continuera de boycotter le Parlement tant que les candidats républicains n'auront pas emporté la majorité absolue des sièges. L'année suivante, il se donne cinq ans pour triompher aux élections.

14 janvier 1965 : Première rencontre historique au sommet entre Terence O'Neill et Sean Lemass à Belfast. Les deux dirigeants font preuve d'audace et de courage face aux ultras de leurs partis. O'Neill est ainsi accusé de trahir l'unionisme en recevant un « *fenian papist murderer* ». La Grande Loge orangiste d'Irlande approuve néanmoins la rencontre.

Décembre 1965 : Dans l'attente de leur commune entrée dans le Marché commun, l'Irlande et la Grande-Bretagne signent un accord de libre-échange destiné, dans l'esprit des gouvernants irlandais, à préparer le pays à affronter la concurrence européenne.

1966 : Fin du désarmement douanier entre la Grande-Bretagne et l'Irlande. Sean Lemass démissionne de son poste de Premier ministre et cède la place à Jack Lynch. Il reste néanmoins le véritable patron de l'Irlande industrielle et continue de se consacrer aux affaires jusqu'à sa mort, en 1971.

1er février 1967 : Naissance à Belfast de la *Northern Ireland Civil Rights Association* (NICRA) qui se veut le pendant du mouvement pour l'émancipation des Noirs américains. Essentiellement constituée de membres de la classe moyenne catholique, elle compte néanmoins parmi ses membres quelques protestants libéraux comme Ivan Cooper. La tension ne cesse de monter en

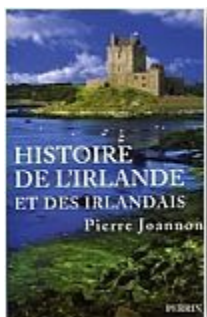
Ulster, où les diatribes violemment anticatholiques du révérend Ian Paisley, qui dénonce par ailleurs la politique de « l'architraître » O'Neill, échauffent les esprits.

1968 : Le Fine Gael et le Labour s'unissent à l'occasion du référendum sur l'abolition de la proportionnelle.

Conclusion

En dépit de la récente remise en cause de son modèle de développement, l'extraordinaire réussite du « tigre celtique », qui affichait fièrement près de 9 % de croissance économique à la fin des années 1990, a grandement changé le visage de l'Irlande. La société de consommation, l'érosion, certes relative, des crispations religieuses, la pacification de la vie politique ont fait entrer la verte Erin dans la modernité. Dans le Nord, tandis que les formations naguère les plus intransigeantes (DUP et Sinn Féin) ont fait pencher la balance démocratique en leur faveur, les accords passés entre républicains, loyalistes et Anglais laissent entrevoir une issue à l'interminable lutte dont l'Irlande a tant souffert. Le pays, après s'être tristement illustré par l'ampleur des saignées démographiques dues à la pauvreté, à la famine, aux persécutions et aux trop nombreux conflits qui ont marqué son histoire, est devenu un pays d'accueil. Sa population, l'une des plus jeunes d'Europe, tourne résolument les yeux vers l'avenir sans perdre son âme ni ses traditions. On a craint que l'entrée dans l'Union européenne puis la mondialisation ne viennent gommer les spécificités d'une identité si originale. Mais la richesse de son patrimoine, son incroyable panoplie de héros et le dynamisme de la culture gaélique continuent d'interpeller tous ceux qui partent à la découverte de l'Irlande. Pour preuve, le succès rencontré chaque année le 17 mars par la fête nationale : ce ne sont pas seulement les quatre millions d'habitants de l'Éire qui célèbrent à cette occasion la mémoire de saint Patrick, mais bien 80 millions de personnes dans le monde (dont 50 millions d'Américains) qui redécouvrent leurs racines irlandaises. Sans compter ceux qui sont tout simplement tombés sous le charme d'une terre où le voyageur ne peut que se laisser séduire par la richesse d'un patrimoine naturel et historique unique en Europe.

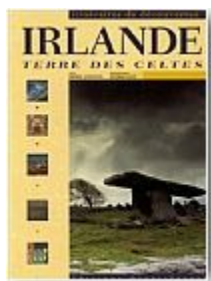
Bibliographie



Histoire de l'Irlande

Pierre Joannon

Perrin, 2009



Irlande, terre des Celtes

Pierre Joanon et Seamas Daly

Ouest-France, 1999

clio

La Grande Famine d'Irlande

Cecil Woodham-Smith

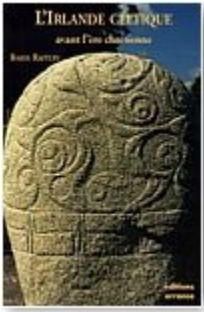
Plon, Paris, 1965



L'Irlande au temps de la grande famine

Peter Gray

Gallimard, Paris, 1995



L'irlande celtique avant l'ère chrétienne
Patrick Galliou

Errances, Paris, 2006



L'Irlande contemporaine de A à Z
Jean Guiffan

Armeline, Crozon, 2000